

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16392 - 7,50 F - 1,15 EURO

MARDI 2 JUIN 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Un séisme dans le nord-est de l'Afghanistan fait des milliers de morts

LES SECOURS tentaient, lundi 1^{er} juin, d'atteindre les rescapés du séisme qui a ravagé, samedi, le nord-est de l'Afghanistan, faisant des milliers de morts et laissant des dizaines de milliers de sans-abri. Des villages entiers, déjà ébranlés par un premier tremblement de terre dans cette zone fin février, auraient été rayés de la carte par la secousse d'une magnitude de près de 7 degrés sur l'échelle de Richter. La région touchée est contrôlée par les forces en lutte contre les talibans, au pouvoir à Kaboul et dans les deux tiers du pays. Des combats se poursuivent au sud des zones sinistrées entre les troupes du commandant Massoud et les talibans. Les Nations unies coordonnent les secours aux populations victimes du séisme. La France a envoyé 35 tonnes d'aide d'urgence.

Lire page 2

La grève à Air France menace le Mondial

- Lundi 1^{er} juin, la plupart des avions de la compagnie publique étaient cloués au sol et les pilotes refusaient toujours de négocier
- Le ministre des transports soutient la direction
- L'acheminement des spectateurs de la Coupe du monde de football pourrait être compromis

A DIX JOURS du début du Mondial, les pilotes d'Air France ont engagé une grève, lundi 1^{er} juin, pour une durée indéterminée. La direction a annulé l'essentiel de ses vols plutôt que de laisser ses 100 000 passagers quotidiens affronter la pagaille.

Si elle se prolonge jusqu'au 10 juin, jour du match d'ouverture entre le Brésil et l'Ecosse, la grève perturbera considérablement la XVI^e Coupe du monde de football. L'événement, qui a lieu sur dix sites différents, peut difficilement se passer de transport aérien. Premier transporteur du pays, Air France est aussi l'un des partenaires du Comité français d'organisation (CFO). La compagnie s'est engagée à acheminer toutes les équipes, ainsi que leur matériel, de leurs lieux d'hébergement jusqu'aux aéroports des villes où auront lieu les matches. Air France a programmé 120 vols spéciaux pour le premier tour et 50 pour la deuxième phase.

Si sa flotte est bloquée, Air France trouvera sans problème



des avions de petite capacité (chaque délégation ne représente qu'une trentaine de personnes),

auprès de compagnies privées, pour transporter les trente-deux sélections nationales. En revanche,

l'acheminement, par gros porteurs, des spectateurs prévu sur des vols réguliers et des rotations supplémentaires sera beaucoup plus problématique.

Dimanche soir, le ministre des transports, Jean-Claude Gissot, a affirmé son soutien à Jean-Cyril Spinetta, président d'Air France, et a appelé les pilotes à la reprise des négociations : « Les propositions faites par la direction offrent de quoi discuter. »

M. Spinetta demande aux pilotes d'économiser 500 millions de francs par an pour financer partiellement l'achat d'avions et des embauches. Il leur propose une baisse de salaire en échange d'actions Air France ou une évolution plus lente de leurs salaires. Les pilotes refusent ce nouvel effort, arguant qu'Air France vient de renouer avec les bénéfices. Lundi matin, ils ne proposaient toujours pas de revenir à la table des négociations.

Lire page 14 et notre éditorial page 13

Vignoble de Bordeaux : les exploitants d'un margaux accusés de fraude

LE CHÂTEAU-GISCOURS, l'un des grands crus les plus renommés du Médoc, est visé par une information judiciaire qui a déjà débouché sur la mise en examen de deux de ses anciens responsables. Les soupçons portent sur des truccages de la qualité du vin, d'appellation contrôlée margaux. Les livres de chais de la propriété indiquent que du lait, de l'eau et certains acides auraient été ajoutés dans les cuves. L'enquête a également permis d'établir que des mélanges de millésimes et d'appellations ont été pratiqués, au mépris des règles pour les appellations d'origine contrôlées. Interrogé par Le Monde, l'ancien directeur de la société d'exploitation du Château, mis en examen, Jean-Michel Fernandez, reconnaît qu'une cuve de Haut-Médoc a été utilisée pour « améliorer le margaux ».

Lire page 8

Toulon, trois ans après

Le Monde commence la publication d'une série d'enquêtes sur les politiques menées par les nouvelles municipalités des grandes villes, trois ans après les élections. Aujourd'hui : Toulon, passée aux mains du FN.

p. 10

Les patronages ont cent ans



Créée en 1898, la Fédération sportive et culturelle de France regroupe aujourd'hui 1 967 clubs.

p. 17

Apaisement entre l'Inde et le Pakistan

Islamabad et New Delhi appellent à des négociations sur leurs différends.

p. 3

Abidjan exploite ses petites bonnes

Beaucoup de familles de la capitale ivoirienne emploient de très jeunes filles comme domestiques.

p. 11

Aux sources de Massive Attack

Dans son troisième disque, le trio de Bristol fait remonter ses influences de jeunesse, le punk et le reggae.

p. 20

Allemagne, 3 DM; Australie, 6 F; Autriche, 25 S; Belgique, 45 F; Canada, 2,25 \$CAN; Côte d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 15 KR; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 450 DR; Irlande, 140 F; Italie, 2000 L; Luxembourg, 20 F; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 NOK; Pays-Bas, 3 F.; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 100 Kč; Royaume-Uni, 10 £; Suède, 20 S; Suisse, 2,50 F; Tunisie, 12 Din; USA, 1,10 \$; USA (terrestre), 2,50 \$.

M 0147-602-7,50 F



Le dernier mystère de Jacques Foccart

C'EST L'HISTOIRE secrète d'un rendez-vous manqué. Jacques Foccart est mort le 19 mars 1997, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Or, sur l'agenda de l'ancien conseiller du général de Gaulle, revenu à l'Elysée en 1995 après l'élection de Jacques Chirac, figurait, à la date du 20 mars, un interrogatoire par la brigade financière, qui devait se tenir à son domicile parisien. Ainsi, à vingt-quatre heures près, le destin a préservé, une dernière fois, cet éternel homme de l'ombre des affaires judiciaires.

Convoqué par téléphone, l'énigmatique « M. Afrique » des gaullistes avait, dans un premier temps, proposé aux policiers de venir le questionner à l'Elysée. Ceux-ci avaient d'abord accepté, avant de changer d'avis, préférant sans doute un lieu moins symbolique. A première vue, l'affaire dont il devait être question n'avait rien de politique. Enquêtant sur les déboires hors normes consentis par une filiale du Crédit lyonnais, Altus Finance, à la Compagnie internationale des golfes et loisirs (CIGL), dirigée par l'homme d'affaires Claude Barril - sans lien de parenté avec le

trop célèbre gendarme -, le juge d'instruction parisien Jean-Pierre Zantot s'interrogeait sur les circonstances du rachat, en 1990, du domaine de Jacques Foccart, à Luzarches (Val-d'Oise).

Contre la somme de 8 millions de francs - 5 millions au comptant, le reste sous la forme d'une rente viagère de 366 000 francs par an -, l'ancien secrétaire général pour les affaires africaines et malgaches avait discrètement cédé à une petite société de façade, Saint-Damien Constructions, elle aussi contrôlée par M. Barril, la propriété de sa fameuse villa « Charlotte », qui avait accueilli, à partir de 1958, nombre de chefs d'Etat africains, de barons du gaullisme et, bien sûr, le général lui-même. Selon le témoignage d'un comptable, recueilli par les enquêteurs, cette opération, censée s'inscrire dans le programme d'aménagement d'un golf, ne présentait « aucun intérêt » pour la société.

L'hypothèse d'une rémunération de complaisance, indirectement versée par une banque d'Etat à un proche du pouvoir, pouvait donc être avancée. Elle n'a pas, et pour

cause, pu être étayée. L'épisode jette une ombre de plus sur la biographie de celui que la commission d'enquête parlementaire sur les activités du Service d'action civique (SAC), le sulfureux service d'ordre gaulliste, présentait, en 1982, comme « l'un des personnages les plus mystérieux de la V^e République ».

Dans le livre qu'il lui a consacré, Pierre Péan estimait, en 1990, que, « à compter du jour où il s'est mis au service du Général, Foccart a été beaucoup plus préoccupé par les questions de pouvoir et d'influence que par celles d'argent... » Faut-il croire que l'âge, la solitude et l'éloignement des affaires avaient eu raison de son désintéressement ? Avant de mourir, Jacques Foccart a rédigé ses Mémoires (Foccart parle, deux volumes édités par Fayard), et autorisé la publication de son Journal de l'Elysée, dont le deuxième tome (Le Général en moi, Fayard), est paru le mois dernier. Mais il a emporté avec lui ce dernier secret, qui n'était sans doute pas le plus lourd de ceux qu'il détenait.

Hervé Gattegno

Spleen

parlementaire

LE 1^{er} JUIN 1997, les électeurs répondaient à la dissolution de l'Assemblée nationale par Jacques Chirac en donnant la majorité à la gauche « plurielle ». Et pour rajouter la représentation nationale et moderniser la vie politique, les nouveaux députés socialistes, écologistes, communistes, radicaux et chèvènementistes cachent mal, un an après, leur spleen. Contraints de ne pas compliquer la tâche du gouvernement, surveillés par les plus anciens, brimés par les mécanismes institutionnels, ils ne peuvent que constater que leur sort de réforme - et de pouvoir - se heurte à bien des obstacles, dont la pesanteur du système majoritaire.

Lire page 6

LE MONDE diplomatique

JUIN 1998

INDONÉSIE

Une pièce maîtresse du jeu américain par Noam Chomsky

- Comment le général Suharto a été contraint à la démission, par Solomon et Laurent Passicouset.
- Entre finances et armée, par Françoise Cayrac-Blanchard.

■ PROCHE-ORIENT : De Washington à Moscou, regards croisés sur le Golfe, par Alain Gresh. - L'enjeu iranien (A.G.). - L'eau, facteur de coopération israélo-arabe, par Mohamed Sid-Ahmed.

■ EUROPE : Parenthèse électorale pour la crise allemande, par Mathias Greffrath. - Le mouvement des chômeurs français fait école, par Brigitte Pätzold. - Coup de tonnerre social au Danemark, par Hubert Prolongeau.

■ AFRIQUE-CARAÏBES-PACIFIQUE : Menaces sur la convention de Lomé, par Anne-Marie Mouradian.

■ SOCIÉTÉ : Ouvrir le mariage aux homosexuels, par Eric Passin.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

Renouveau hongrois, inquiétudes magyares

UN CHAMBOULEMENT politique est en train de se produire en Hongrie. Simple alternance - la deuxième depuis la chute du régime communiste ? On ne pourrait alors y lire qu'un signe de santé démocratique dans ce pays connu jadis pour son « socialisme goulash », ce mélange politique à base d'accommodements, qui avait valu à la Hongrie l'étiquette de « baraque la moins triste du camp soviétique ».

Après quatre années d'un gouvernement « de gauche », un autre, « de droite », est sur le point de s'installer. Encore faut-il nuancer l'exactitude de ces termes occidentaux, plaqués sur une réalité qui, malgré l'ampleur des transformations qu'il ont eu lieu depuis 1989, conserve bien d'autres références.

L'action au gouvernement des socialistes (anciens communistes réformateurs) a été marquée par la mise en place, en 1995, d'un des plans d'austérité les plus radicaux de la région. Les socialistes ont, de même, œuvré pour que la part du secteur privé dans l'économie soit une des plus élevées en Europe : environ 80 %.

A l'opposé, la droite, emmenée par le parti des jeunes démocrates,

Fidesz, sortie victorieuse des législatives le 24 mai, doit une partie de son succès à ses promesses de « filet de sécurité » social renforcé, avec, entre autres, une hausse des allocations familiales destinée à amortir la dureté des réformes.

S'il conserve des zones d'ombre, le programme économique de Fidesz, qui est amené à former le nouveau gouvernement, répond difficilement aux préceptes ultra-libéraux que l'on peut trouver, par exemple, chez Leszek Balcerowicz, le père de la « thérapie de choc » polonaise, revenu, en 1997, au pouvoir à Varsovie. Ce fait, ainsi que le fiou entretenu par Fidesz sur la façon dont sa politique plus « étatisiste » sera financée, a contribué à inquiéter les investisseurs étrangers au lendemain des élections.

Mais le chamboulement est sans doute ailleurs : dans l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération politique, plus jeune, issue de l'opposition radicale au régime communiste et qui peut se targuer de vouloir donner une sorte de coup de balai dans les vieux réseaux.

Natalie Nougayrède

Lire la suite page 13

Le succès du tennis féminin



VENUS WILLIAMS

LES SPECTATEURS de Roland-Garros semblent apprécier le tennis féminin, malgré l'élimination de la Française Sandrine Testud. Mardi 2 juin, le court Suzanne-Lenglen affichera complet pour la première fois depuis que les organisateurs ont décidé d'y faire disputer les quarts de finale dames. En match vedette, l'affrontement entre la Suissesse Martina Hingis et l'Américaine Venus Williams.

Lire page 16

International	2	Entreprises	14
France	6	Tableau de bord	15
Société	8	Aujourd'hui	16
Carnet	9	Météorologie-jeux	19
Abonnements	9	Culture	28
Régions	10	Géographie	22
Horizons	11	Radio-Télévision	23

dans l'une des zones les plus isolées du pays. Les scientifiques annoncent que la force du séisme est à compter parmi les plus importantes depuis des décennies.

Une vaste opération de secours a été lancée pour venir en aide aux survivants du tremblement de terre. La tâche des sauveteurs s'annonce difficile dans les régions isolées et montagneuses du Nord-Est afghan.

Au bout de vingt ans de conflit et exactement six ans de guerre civile, quand la chute de Kaboul aux mains des moudjahidins, en avril 1992, précipita l'effondrement du régime communiste du président Najibullah, l'Afghanistan continue de s'enfoncer dans la tragédie. L'ampleur d'une pareille catastrophe risque peu de faire taire le son des canons alors que semblent plus que jamais irréconciliables la position d'une opposition divisée et celle des intégristes talibans. — (Avec l'AFP)

Bruno Philip

La France va acheminer une aide humanitaire d'urgence de 35 tonnes pour les victimes du séisme du nord-est de l'Afghanistan, a annoncé dimanche 31 mai le ministère des affaires étrangères. Un avion, qui partira lundi de Paris, doit convoier cette aide de première nécessité, comprenant notamment des médicaments, des couvertures et des kits médicaux, jusqu'à Douchanbé au Tadjikistan, a précisé le ministère. Ce fret sera distribué aux victimes par l'Organisation non gouvernementale Acted, a précisé le Quai d'Orsay. Depuis le séisme du février dernier, qui avait fait près de 4 000 morts, plusieurs ONG sont restées dans la région. Outre Médecins sans frontières, Acted, une organisation française, et Concern, une britannique, disposent de stocks qui sont immédiatement utilisables.

Jean-Paul Dufour

**Lucien George
et Mouna Naïm**

هكذا من الالهة

Le Pakistan réclame un règlement international de la question du Cachemire

Le ton est à l'apaisement à Islamabad et à New Delhi

Après la tension consécutive à la double série d'essais nucléaires pratiqués par l'Inde puis par le Pakistan, le ton est revenu à l'apaisement

entre les deux capitales, qui démentent avoir des intentions belliqueuses. Islamabad demande à la communauté internationale de prendre en

main le problème du Cachemire. New Delhi lui demande de se préoccuper du rôle joué par la Chine dans l'armement nucléaire du Pakistan.

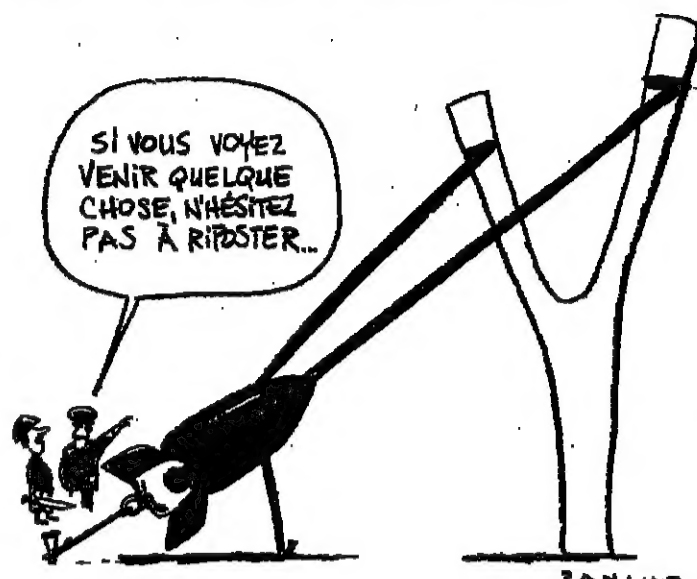
ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale
Au moins officiellement, le parallélisme avec l'Inde aura été total. Avec le nouvel essai nucléaire conduit samedi 30 mai dans le désert du Balouchistan, le Pakistan a fait six essais nucléaires, le même nombre que l'Inde si l'on inclut la première explosion indienne de 1974. Et comme l'Inde l'avait fait, le Pakistan a annoncé « la fin de la présente série de tests ». « Il n'y aura pas d'essais dans un futur proche », ont martelé tout le week-end les différents responsables pakistanais qui entendent maintenant engager l'action diplomatique.

Après avoir « restauré la balance stratégique » (avec l'Inde) le Pakistan souhaite en effet profiter de l'inquiétude internationale pour remettre sur la table le problème du Cachemire. « Nous sommes ouverts au dialogue avec l'Inde, mais elle doit réaliser que le Cachemire est à la racine de nos différends », a ainsi affirmé le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, devant une foule en liesse venue l'accueillir samedi dans sa ville natale.

Les propositions de M. Chirac

Le président français, Jacques Chirac, a estimé, dimanche 31 mai, que la communauté internationale devait « unir ses efforts pour convaincre l'Inde et le Pakistan de signer le traité portant interdiction des essais nucléaires et de négocier l'arrêt de la production de matières fissiles nucléaires ». M. Chirac a proposé que les grandes puissances accordent à New Delhi et à Islamabad une aide significative dans le domaine nucléaire civil ainsi que l'octroi de garanties de sécurité, « sous une forme ou sous une autre », en échange d'un abandon de leurs essais nucléaires et de la production de matières fissiles à usage militaire. « Il faut que les pays concernés se réunissent le plus rapidement possible, les cinq pays nucléaires du Conseil de sécurité et éventuellement tel ou tel autre pays », a encore dit le chef de l'Etat français lors d'une conférence de presse au terme de sa visite officielle au Liban. Les pays du G8 ont décidé de se retrouver le 12 juin à Londres pour « coordonner leurs positions ».



de Lahore, où il revenait pour la première fois depuis les essais. « Nous ne marcherons jamais notre sécurité », a ajouté le premier ministre. Il a réitéré à l'adresse de New Delhi son offre de « pacte de non-agression ». Une offre toutefois conditionnelle, selon le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Tariq Atiaf, qui a précisé : « La base de tout pacte de non-agression doit être une juste solution au Cachemire. Nous devons amener l'Inde à négocier sur le Cachemire pour qu'un tel pacte ait un sens. C'est maintenant à la communauté internationale de faire pression sur l'Inde pour l'amener à la table des négociations ».

Cette approche pourrait embarrasser New Delhi qui refuse toute intervention extérieure dans la recherche d'une solution au Cachemire. Les deux-tiers de ce territoire himalayen sous contrôle indien sont en proie depuis 1990 à une lutte séparatiste armée que l'Inde accuse le Pakistan d'alimenter. New Delhi, qui considère le Cachemire comme partie intégrante de l'Union, exige de ne traiter cette question que bilatéralement avec Islamabad, qui contrôle le tiers Nord. Le Pakistan pour sa part demande un référendum d'autodétermination sous contrôle de l'ONU pour les musulmans du Cachemire.

Alors que la tension entre les deux voisins ennemis reste forte, le ton est toutefois à l'apaisement dans les deux capitales. « Nous sommes prêts à chercher tous les moyens pour baisser la tension », a

affirmé le secrétaire général du ministère des affaires étrangères pakistanais, Shamshad Ahmed, qui a ajouté : « Il n'est pas dans notre intention d'entrer dans une course aux armements. Nous sommes prêts à entamer des discussions avec l'Inde pour faire tous les pas nécessaires pour une retenue mutuelle et l'établissement de mesures équitables pour une stabilisation nucléaire dans notre région ». M. Ahmed a refusé de dire si le Pakistan signerait le traité d'interdiction totale des essais nucléaires (CTBT) dans le cas où l'Inde le ferait, ce qui est de toute façon peu probable au stade actuel, New Delhi ayant des réserves sur certains points du traité.

INQUIETUDES INDIENNES

L'Inde pour sa part a réagi très calmement au dernier essai pakistanais de samedi, affirmant dans un communiqué qu'elle ne le percevait pas comme une nouvelle menace. L'Inde a d'autre part appelé dimanche « toutes les puissances nucléaires et la communauté internationale à ouvrir au plus tôt des négociations pour l'établissement d'une convention qui traite la question nucléaire d'une manière non discriminatoire. Les armes nucléaires doivent être traitées de la même manière que les deux autres armes de destruction massives, chimiques et biologiques », indique un communiqué du ministère des affaires étrangères. New Delhi reproche au Conseil de sécurité de l'ONU de n'avoir pas réagi au fait que le programme nucléaire pakis-

tanais a bénéficié de l'aide de la Chine et d'avoir ignoré que « les inquiétudes sécuritaires de l'Inde dépassent l'Asie du Sud ». Le communiqué conclut : « La communauté internationale peut être assurée que, de notre part, il n'y a aucun désir de faire monter la tension et le Pakistan ne fait face à aucune menace de l'Inde ».

Sur le plan intérieur pakistanais, M. Nawaz Sharif doit aussi faire face à la multiplication des critiques sur l'instauration de l'état d'urgence, chez les intellectuels et dans les milieux d'affaires. L'ancien président Farooq Leghari a violemment dénoncé le premier ministre, déclarant : « Nawaz Sharif a imposé une loi martiale civile sur le pays pour devenir un dictateur civil. C'est inacceptable », a-t-il ajouté. Principal chef de l'opposition, M. Benazir Bhutto, qui a accusé son successeur d'exploiter les essais de manière « partisane et pour des objectifs économiques », a affirmé : « On doit faire confiance à notre peuple qui est patriote ».

La population, toujours majoritairement heureuse mais surtout soulagée d'avoir désormais les moyens de prévenir une attaque indienne, pourrait aussi rapidement lui donner du souci. Les premiers signes des temps difficiles se font déjà jour avec une chute de la roupie qui a perdu en trois jours près de 5 % de sa valeur par rapport au dollar. Devant le Conseil national économique, dimanche, M. Sharif a, en outre, annoncé « une réduction de 50 % des dépenses publiques à l'exception des dépenses de développement ». Les coupes budgétaires s'appliqueront à tous les frais administratifs du gouvernement et à toutes les entreprises publiques. Celles-ci étant déjà quasiment toutes en faillite, on voit mal le bénéfice attendu.

Avec beaucoup de scepticisme, les milieux d'affaires se prennent à espérer que le premier ministre, qui à travers l'état d'urgence s'est donné les pleins pouvoirs, prenne enfin les mesures économiques et fiscales qui s'imposent dans un pays où moins de 1 % de la population paye des taxes. Très réticent, dit-on, à ordonner ces essais nucléaires, en raison de la crise économique déjà sévère que traverse le Pakistan, M. Nawaz Sharif n'a sans doute pas beaucoup de temps devant lui pour gérer une situation précaire.

Françoise Chipaux

Coude-à-coude à l'élection présidentielle en Colombie

Le bon score de la candidate indépendante souligne l'émergence d'une « troisième voie ». Le second tour aura lieu le 21 juin

BOGOTÁ

de nos envoyés spéciaux
Il faudra encore trois semaines pour savoir, au terme d'un second tour qui aura lieu le 21 juin, qui sera le prochain président de la République colombienne. Le libéral Horacio Serpa et le conservateur Andrés Pastrana, les deux candidats arrivés en tête du premier tour, dimanche 31 mai, sont seuls autorisés à se maintenir.

Selon les autorités et les observateurs, le premier tour s'est tenu « sans incidents majeurs », le procureur général de la République, Jaime Bernal Cuellar précisant même que « la Journée avait été totalement pacifique ». En Colombie, des élections sans incident, cela signifie : dix-huit morts et plusieurs dizaines de blessés, quatre cent cinquante électrices dynamitées, plusieurs dizaines de bureaux de vote incendiés et, au moins, deux responsables électoraux enlevés. Toutes ces actions sont attribuées à la guérilla ou aux groupes paramilitaires.

Selon des résultats portant sur 95 % des votes, Horacio Serpa et Andrés Pastrana obtiennent chacun 34 % des voix. Avec dix points de plus que ce que lui accordaient les instituts de sondage, Horacio Serpa a créé la première surprise de la journée, démontrant que sa fidélité constante au très critiqué président Samper n'avait pas hypothéqué ses chances. Son score démontre, en tout cas, l'efficacité de la machine libérale, secouée par le scandale lié à la drogue qui avait ébloui le président Ernesto Samper et affaibli par l'hémorragie des dirigeants libéraux, qui, par dizaines, avaient rejoint le Parti conservateur. C'est pourtant le candidat du Parti conservateur, Andrés Pastrana, que des sondages récents donnaient élu président dès le premier tour, qui est le grand perdant de cette journée, même s'il reste en lice pour le second.

Car l'autre surprise du scrutin provient des 27 % des suffrages recueillis par la candidate indépendante Noémi Sanín. Elle est certes éliminée, mais elle confirme qu'elle représente, avec son mouvement Option vie, une alternative réelle dans la vie politique des 40 millions de Colombiens. C'est en effet la première fois qu'un candidat indépendant remporte autant de voix. A Bogotá, Noémi Sanín est arrivée en tête avec 41,47 %, devançant largement les candidats traditionnels. Tous les médias soulignent l'étendue de son succès,

certaines allant même jusqu'à écrire qu'elle était « la femme la plus désirée de cette nuit ». Vêtue d'un tailleur rose, dansant et pleurant avec ses sympathisants, elle a célébré, dimanche soir, à Bogotá, la victoire de ce que les Colombiens appellent « la troisième voie ». Son colistier, Antanas Mockus, candidat à la vice-présidence et ancien maire de Bogotá, rayonnait, brandissant un bouquet de roses rouges.

LA FIN DES GRENOUILLAGES

Noémi Sanín s'impose comme la clé du second tour. Elle représente un vote différent, en pleine ascension, qui s'est constitué en rejet des deux partis traditionnels. Beaucoup d'observateurs soulignent qu'il lui a manqué « un peu de temps pour faire triompher ses idées ». Les deux candidats restants se sont immédiatement adressés à elle pour solliciter le soutien de ses électeurs. Horacio Serpa reconnaissant son « triomphe » et déclarant partager « son message de réconciliation nationale ».

Fidèle à sa campagne axée sur le rejet de la classe politique traditionnelle, Noémi Sanín a rétorqué qu'« elle ne pouvait pas donner de consigne de vote » et qu'elle laissait « entière liberté » à ses électeurs pour le second tour. La plus importante, à ses yeux, est l'émergence d'un nouveau pôle dans la vie politique du pays. « C'est le premier jour de la récupération du pays (...), je vais continuer à lutter pour en finir avec les grenouillages politiques, la pauvreté et la violence », a-t-elle affirmé dans la soirée.

Le général Bedoya, l'ancien chef des armées Jimogé en juillet 1997, est l'autre grand perdant de la journée. Partisan d'une lutte sans concessions contre la guérilla, il mesure, avec ses 1,8 % de voix, que les Colombiens ne partagent plus sa vision militariste pour régler les problèmes de la violence et de la drogue dans le pays. Andrés Pastrana, qui aura besoin de toutes les voix pour le second tour, a assuré qu'il partagerait ses « préoccupations pour l'avenir du pays ».

En tout état de cause, le scrutin confirme le croissant désir de paix des électeurs, qui, malgré l'aggravation des conflits, n'ont pas hésité à se rendre aux urnes, faisant monter le taux de participation à 52 %, contre 34 % en 1994.

Alain Abellard et Anne Proenza

La discrète satisfaction du père de la bombe pakistanaise

ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale
Souriant, visiblement satisfait, le « père » du programme nucléaire pakistanais, Abdul Qadeer Khan, n'a pas levé, dimanche 31 mai, lors d'une conférence de presse, toutes les interrogations qui subsistent sur le nombre d'essais nucléaires. Le chiffre est contesté par diverses sources. M. Khan s'est contenté de dire : « Le premier ministre a dit cinq [pour les premiers tests], c'est le chiffre », ridiculisant ainsi le ministre indien de la défense, selon lequel le Pakistan n'avait conduit qu'un test le 28 mai.

Expliquant la confusion, samedi 30 mai, entre les premières informations officielles qui ont annoncé deux tests puis un seul, il a affirmé que deux essais avaient été prévus mais que le gouvernement a ensuite décidé de n'en faire qu'un. M. Khan s'est montré discret sur la puissance des engins. Cependant, dans un entretien au quotidien The News, il a précisé que les bombes testées jeudi 28 mai étaient « à fission améliorée », c'est-à-dire des charges « dopées », comme certaines des expériences indiennes, qui utilisent des éléments du processus thermonucléaire et sont plus puissantes que des charges atomiques. Quatre des autres charges pakista-

naïses étaient tactiques, de faible puissance. Interrogé sur l'aide extérieure dont aurait bénéficié le Pakistan, M. Khan a indiqué : « De nos jours, tout projet est universel. Nous n'avons rien volé. » « Nous avons acheté sur le marché libre, et notamment dans les pays occidentaux, ce qui était nécessaire. Pour quoi nous nier la capacité scientifique ? », s'est-il exclamé. Il a déclaré que le Pakistan était prêt à produire des armes nucléaires « si le gouvernement le demande ». « Nous allons nous concentrer maintenant sur la technologie nucléaire civile », a-t-il toutefois ajouté.

M. Khan a affirmé que le Pakistan avait déployé des missiles Ghauri d'environ 1 500 kilomètres de portée lors des menaces indiennes, mais qu'il les avait maintenant retirés. Selon certaines sources, le Pakistan, qui a testé ce missile le 6 avril, en aurait dix exemplaires.

Considéré comme un héros national, M. Khan s'est dit convaincu que le Pakistan devait maintenant « résoudre [son] problème avec l'Inde ». Il a souhaité que « le Pakistan et l'Inde, qui se sont déjà affrontés à trois reprises, deviennent, comme la France et l'Allemagne, des partenaires et amis ».

Fr. C.

EP
PEQUIGNET

Mouvement d'exception pour l'horlogerie d'exception. Ce mouvement MOORE V rével en acier est proposé avec un mouvement automatique XS 5008, symbole de l'horlogerie de précision. L'unité en série limitée et numérotée à 250 exemplaires, à l'occasion du 25^e anniversaire des Montres PEQUIGNET, elle est dotée d'un cadran en argent massif, pour célébrer, comme il se doit, les forces dont il porte le nom.

Renseignements et liste des points de vente :
Tel. 03 81 67 30 66

Echec au populisme en Equateur

Jamil Mahamad, du Parti démocrate populaire, est arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle du dimanche 31 mai en Equateur, avec 35,35 % des voix. Au second tour, le 12 juillet, il affrontera le candidat populiste, Alvaro Noboa, soutenu par le parti radicaliste d'Equateur (PRE), qui a obtenu 26,8 % des suffrages au premier tour.

Jamil Mahamad a déclaré « n'avoir aucun doute dans [sa] victoire » en juillet. En effet, les deux autres principaux candidats, l'ancien président social-démocrate, Rodrigo Borja (15,9 %), et Freddy Echeles (14,3 %), feront campagne contre Alvaro Noboa, soutenu par l'ancien président Abdala Bucaram, en exil au Panama, après avoir été destitué pour « incapacité mentale ». La fin de la campagne électorale a été marquée par les attaques d'Alvaro Noboa contre son principal rival. Le candidat populiste a accusé Jamil Mahamad d'avoir financé sa campagne électorale grâce aux largesses des narcotrafiquants. Les partisans du maire de Quito, la capitale, n'ont pas cessé d'affirmer que leur « campagne a été propre ». Ils renvoyaient aux critiques visant la campagne d'Alvaro Noboa, marquée par une débauche de moyens, proche de l'achat de votes dans tout le pays. (Corresp.)

السماح من الامارات

La réforme des institutions en Italie est menacée par Silvio Berlusconi

L'opposition est prête à refuser les propositions de la commission parlementaire

Le vote sur les réformes institutionnelles proposées par la commission parlementaire « bicamérale », qui devait avoir lieu mardi 2 juin à l'As-

semblée italienne, pourrait se solder par un échec si le leader de l'opposition, Silvio Berlusconi, refuse toujours d'accepter les modifica-

tions prévues dans la Constitution. Dans ce cas, une Assemblée constituante devra être élue pour remanier la charte suprême.

ROME
de notre correspondant
Une lourde menace pèse sur la réforme des institutions, patient travail entrepris par le gouvernement de centre gauche pour faire naître une deuxième république en Italie. « La partie est finie », a annoncé, samedi 30 mai, Silvio Berlusconi, chef de file de l'opposition. Si le dirigeant de Forza Italia va jusqu'au bout de ses intentions, c'est-à-dire s'il refuse avec le Pôle de la liberté (coalition de l'opposition) de voter, mardi 2 juin, à la Chambre, les réformes proposées par la « bicamérale », le long échafaudage de la modification de la Constitution italienne sera à refaire et la « bicamérale », cette commission parlementaire commune à la Chambre des députés et au Sénat chargée de mener à leur terme ces travaux, risque fort de ne plus avoir d'objet. Ce qui signifie qu'il faudra donc repartir de zéro et procéder à l'élection d'une Assemblée constituante pour remanier un texte vieux de cinquante ans dont tout le monde s'accorde à penser qu'il aurait besoin d'être modernisé pour

faire entrer l'Italie dans le troisième millénaire, d'une part, et, d'autre part, rompre ainsi définitivement avec une ère démocrate-chrétienne qui a déjà sombré.
L'acte de décès de la « bicamérale » n'est pas encore signé. Loin s'en faut. Mais le ton utilisé par Silvio Berlusconi, sa volonté clairement affichée de ne plus suivre le chemin des réformes tracé par cette commission - tout particulièrement en ce qui concerne les pouvoirs qui devraient être accordés au président de la République - laissent augurer de sérieux remous sinon une mort prochaine, à moins que le magnat de la presse ne décide de faire marche arrière et ne souscrive finalement à ce qu'il avait accepté fin juin 1997, c'est-à-dire un modèle constitutionnel qui devait certes être amélioré mais qu'il avait voté.
La volte-face de Silvio Berlusconi dans un premier temps été jugée comme une manifestation de mécontentement d'un personnage sur lequel s'amoncelent de plus en plus sérieusement les foudres de la justice. Même son allié Gianfranco Fini,

leader d'Alliance nationale, s'était placé en retrait. Puis, devant la persistance de sa fronde, l'inquiétude a commencé à monter sur les possibles risques d'un capotage complet de l'édifice réformiste.
ÉQUILIBRE EN PÉRIL
Le ton est monté entre Massimo D'Alema, président de la « bicamérale », qui ne comprend pas « quels avantages Silvio Berlusconi peut tirer de l'échec du processus » et accuse le Cavaliere « d'être l'instrument plus que le moteur d'un projet néoconservateur » visant à reconstituer sous une forme ou sous une autre l'ancienne Démocratie chrétienne. Silvio Berlusconi a répliqué, accusant Massimo D'Alema d'être « arrogant » et « d'avoir encore une mentalité centraliste, justiciériste et autoritaire ». Le patron de Forza Italia s'est déclaré prêt à assumer la responsabilité de la mort de la « bicamérale » plutôt que d'aboutir à des réformes qui ne le satisfaisent pas.
La rupture est-elle consommée ? Romano Prodi, président du conseil, estime qu'un accord est toujours

possible car, a-t-il dit dimanche 31 mai, « la réforme constitutionnelle est une chose sérieuse à laquelle [il a] cru et [il veut] croire ». D'ores et déjà, dans un camp comme dans l'autre, chaque responsable politique se positionne en fonction du vote décisif de mardi concernant les pouvoirs du chef de l'État - dont Silvio Berlusconi souhaite qu'il en ait beaucoup plus que ceux prévus par la réforme.
Si la « bicamérale » disparaît, ce sera la fin d'un long travail d'équilibre entre les différentes forces politiques afin de rechercher un consensus. Le résultat obtenu après quinze mois de laborieux compromis sera passé par-dessus bord afin de commencer la nouvelle aventure, tout aussi incertaine, de l'Assemblée constituante. Ce serait aussi un revers pour le centre gauche au pouvoir depuis deux ans, qui avait fait de la modification de la Constitution son cheval de bataille.

Michel Bôlle-Richard

La presse turque dénonce le « baiser de la France aux Arméniens »

ISTANBUL
de notre correspondant
La question arménienne, et en particulier l'usage du mot « génocide », demeure un sujet extrêmement délicat en Turquie, comme l'a prouvé la virulence de la réaction turque après l'adoption par l'Assemblée nationale, vendredi 29 mai, du projet de loi reconnaissant le génocide arménien de 1915. « Je condamne fermement cette loi qui enflamme le terrorisme raciste contre la Turquie... », a déclaré le ministre des affaires étrangères, Ismail Cem, à Luxembourg, faisant allusion aux attentats de l'Armée de libération de l'Arménie (Asala) dans les années 70 et 80. M. Cem a ajouté qu'il observait « avec horreur, l'impudence de ceux qui ont besoin de la haine et de l'animosité pour définir leur identité ». Une note de protestation a été transmise aux autorités françaises par l'ambassadeur de Turquie à Paris, Sonmez Koksak.

Le premier ministre Mesut Yilmaz s'est montré un peu plus mesuré. Déplorant la décision de l'Assemblée, il a rappelé que le projet de loi devait encore être approuvé par le Sénat et par

le président de la République. « Le gouvernement français nous a affirmé qu'il n'avait pas accordé son soutien à cette proposition, qui relève d'une initiative des parlementaires », a déclaré le chef du gouvernement turc. « L'histoire ne s'écrit pas avec des décisions parlementaires. L'histoire est écrite par les historiens. J'attends du Parlement français qu'il évite une erreur aussi grossière. »

REPRÉSENTATIONS ANNONCÉES

Les bonnes relations entre Paris et Ankara ces dernières années et les efforts diplomatiques de la France en faveur de la Turquie au sein de l'Union européenne n'ont pas empêché la presse turque, qui joue volontiers la carte du nationalisme à outrance, de s'en donner à cœur joie en dénonçant à la une le « baiser de la France aux Arméniens », la « honte de la France » et « les petits calculs » des parlementaires français. Bien que le ministre des affaires étrangères refuse pour l'instant de se prononcer sur les conséquences possibles de la décision, la presse annonce des représailles sévères contre la France, tant au niveau diploma-

tique que dans le domaine économique. Les compagnies françaises pourraient être tenues à l'écart des appels d'offres dans les domaines de la défense ou de l'énergie, les visites officielles entre les deux pays seraient suspendues et l'accord « France-Turquie 2000 », signé lors de la récente visite officielle du président Süleyman Demirel à Paris, risquerait de « tomber à l'eau ». Une centaine de manifestations se sont réunies, dimanche, devant le consulat de France à Istanbul pour réclamer le boycottage des produits français.

De telles menaces, si elles venaient à être prises, ne seraient sans doute pas annoncées avant le vote du Sénat, mais la Turquie n'a pas attendu l'adoption officielle de la loi - qui n'a pas d'implications judiciaires - pour manifester son extrême mécontentement. Le président de l'Assemblée nationale, Hikmet Cetin, entreprendra des démarches auprès du président du Sénat français dans l'espoir d'éviter une sérieuse détérioration des relations franco-turques.

Nicole Pope

Washington souhaite une nouvelle aide financière pour la Russie

« LES ÉTATS-UNIS soutiennent une aide supplémentaire et conditionnelle de la part des institutions financières internationales, autant qu'il sera possible, pour promouvoir la stabilité, les réformes structurelles et la croissance en Russie... » ces propos tenus par le président Bill Clinton, dimanche 31 mai à Washington, n'ont pas seulement une portée psychologique évidente dans un contexte de grave crise de confiance, sur les marchés, à l'égard de la Russie. Certes, le président américain déclare sans surprise que le plan anticrise du nouveau gouvernement russe « renforcera les fondements de l'économie russe et permettra le maintien de la stabilité du rouble ». Mais Bill Clinton va plus loin : il dit que Washington est prêt à soutenir de nouvelles dépenses pour éviter la chute du rouble et sauver l'économie russe du désastre.

Sans prononcer le moindre chiffre, Bill Clinton, qui venait de s'entretenir au téléphone avec Boris Eltsine, laisse entendre qu'un nouveau plan d'aide pour-

rait s'ajouter aux crédits internationaux déjà décidés. Une tranche de 670 millions de dollars, sur un programme triennal de près de 10 milliards de dollars annoncé en mars 1996, a été décaissé par le FMI vendredi 29 mai (Le Monde daté dimanche 31 mai-lundi 1^{er} juin).
Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, déjà très engagés en Russie, pourraient être invités à proposer de nouvelles solutions et le décaissement de nouveaux fonds, alors que leur capacité d'action est déjà très limitée par les crises thaïlandaise, sud-coréenne et indonésienne. Or on sait que le Congrès américain n'a toujours pas voté l'augmentation de la quote-part américaine au capital du FMI, et que la Maison-Blanche doit faire face à de nombreuses critiques dès qu'elle défend l'action des institutions financières internationales. Le dossier russe pourrait aider les avocats du FMI à imposer leurs arguments.

Lucas Delattre

Résultats Grandes Ecoles

Admissibilité

ESLSCA
ISC

3615 LEMONDE

Bruxelles veut renforcer le budget de l'« Europe de la connaissance »

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant
La Commission européenne vient de proposer aux Quinze de renforcer sensiblement les moyens budgétaires de ses programmes en faveur de l'éducation, de la formation professionnelle et de la jeunesse. Elle recommande pour la période 2000-2004 un budget de 3 milliards d'euros (20 milliards de francs) au lieu de 1,8 milliard d'euros (12 milliards de francs) pour 1995-1999, soit une augmentation de plus de 60 %. Le budget du programme « Socrates » (éducation) progresserait de 52 % à 1,4 milliard d'euros (9,5 milliards de francs), « Leonardo » (formation professionnelle) de 39 % à 1 milliard d'euros (6,5 milliards de francs) et « Jeunesse » de 22 % à 0,6 milliard d'euros (4 milliards de francs).

« Ce sont les programmes les plus populaires que gère la Commission. Notre objectif est de toucher une fraction de plus en plus large de la population. Les États membres hésitent à accroître leurs contributions budgétaires. Mais, alors qu'ils expliquent à long terme l'éducation et la formation sont la clé de l'emploi, vont-ils pouvoir se montrer restrictifs ? Nous bénéficions de surcroît d'un appui sans faille du Parlement européen », a fait valoir Edith Cresson, la commissaire responsable, en présentant le projet la semaine dernière.

« L'Europe de la connaissance », qui est ainsi en train de se construire, largement fondée sur la mobilité, les échanges, la

création de réseaux transnationaux, la pratique des langues, n'a rien d'élitiste, a souligné M^{me} Cresson. Après s'être adressés aux universitaires, étudiants et professeurs, « Erasmus » est la principale action du programme « Socrates » : 500 000 étudiants et 60 000 professeurs en ont bénéficié, elle touche les apprentis, les instituteurs, les jeunes défavorisés.

COOPÉRATION DES ENTREPRISES

Les propositions qui sont maintenant soumises aux Quinze valorisent les acquis des programmes actuels, s'efforcent d'en corriger les erreurs (insuffisance des bourses notamment), jettent des ponts entre les différentes actions et innovent. On relève ainsi l'« Erasmus de l'apprentissage », qui ouvre la possibilité pour de jeunes ouvriers d'aller parfaire leur formation dans un autre pays que le leur ; l'action « Grundtvig » (du nom d'un pasteur danois pionnier en la matière) qui tente d'aborder l'éducation « tout au long de la vie » ou encore l'action « Chance aux jeunes » dont l'objet est de soutenir un projet, une initiative, présentés individuellement ou collectivement.

M^{me} Cresson s'est félicitée de la coopération des entreprises, impliquées dans plusieurs des programmes. S'agissant de la formation professionnelle, les efforts ainsi accomplis pour développer la mobilité transnationale peuvent se combiner avec les programmes développés au titre du Fonds social européen.

Philippe Lemaître

La coalition du président monténégrin en tête des législatives

PODGORICA. Selon des résultats préliminaires des élections législatives et municipales du 31 mai au Monténégro, publiés par la commission électorale, la coalition présidentielle de Milo Djukanovic a remporté 50,43 % des voix, contre 34,38 % à la liste de Momir Bulatovic. La coalition Vivre mieux dévancerait nettement le Parti socialiste populaire (SNP, conservateur) de Momir Bulatovic, ancien président monténégrin nommé il y a dix jours par le président yougoslave Slobodan Milosevic au poste de premier ministre de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro). - (APR)

Le Parti socialiste du président Diouf remporte les législatives au Sénégal

DAKAR. Le Parti socialiste (PS) a remporté les élections législatives, organisées dimanche 24 mai, en enlevant 93 sièges sur les 140 que comptera la nouvelle Assemblée nationale, selon les résultats provisoires officiels rendus publics dans la nuit de vendredi à samedi. Au pouvoir depuis 1960, le PS obtient - avec seulement 50,12 % des voix - une large majorité absolue dans la nouvelle Assemblée, suivi par le Parti démocratique sénégalais (PDS, principal parti d'opposition) de Me Abdoulaye Wade (23 sièges), et le Renouveau démocratique (RD) de l'ancien ministre socialiste Djibo Ka (11 sièges). Deux autres partis d'opposition, And Jeff de Landing Savané et la Ligue démocratique du ministre Abdoulaye Bathily, obtiennent respectivement 4 et 3 sièges. Six autres petits partis d'opposition, sur les 18 en lice, n'auront qu'un député dans la nouvelle Assemblée. - (APR)

Trois anciens chefs d'Etat africains devant la justice de leur pays

L'ancien président zambien, Kenneth Kaunda, âgé de soixante-quatorze ans, devait comparaître, lundi 1^{er} juin, devant la Haute Cour de justice de Lusaka pour recel d'informations concernant une tentative de coup d'Etat organisé par un groupe de militaires, le 28 octobre dernier. L'ancien président se trouvait en Afrique du Sud au moment des faits. En Afrique du Sud, le procès de l'ancien président Pieter W. Botha, qui devait reprendre lundi à George (province du Cap-Occidental), sera marqué par la déposition, comme témoin à charge, de l'archevêque anglican Desmond Tutu, président de la Commission vérité et réconciliation (TRC). M. Botha, quatre-vingt-deux ans, est accusé d'avoir refusé de témoigner devant la TRC sur ses responsabilités et le rôle de l'Etat sous l'apartheid.

Au Zimbabwe, l'ancien président Canaan Banana, professeur de théologie, « personnalité éminente » de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), devait se retrouver lundi devant la Haute Cour de justice de Harare, accusé de sodomie. - (APR)

Libération d'une trentaine de détenus politiques en Syrie

PARIS. Une trentaine de prisonniers politiques, dont le secrétaire général du Parti communiste libanais, M. Turk, et le porte-parole des Comités de défense des libertés démocratiques et des droits de l'homme (CDF) en Syrie, Aktham Nouaïseh, ont été remis en liberté, ont annoncé les CDF dans un communiqué publié dimanche 31 mai à Paris. M. Turk était détenu depuis dix-sept ans sans procès ni jugement. Détenu depuis le 18 décembre 1991, M. Nouaïseh, qui est aussi vice-président de la Commission arabe des droits humains, avait été condamné, ainsi que cinq autres membres des CDF, à neuf années de détention et de privation des droits civiques par un tribunal d'exception. Ces libérations montrent « un changement d'attitude des autorités à l'égard de la société civile », estiment les CDF, qui demandent la « libération immédiate » de tous les détenus politiques.

M. Giscard d'Estaing plaide pour un dialogue constructif avec l'Iran

TÉHÉRAN. L'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing a plaidé, dimanche 31 mai à Téheran, pour « un dialogue ouvert et constructif » entre l'Iran et la communauté internationale, en particulier l'Union européenne. Arrivé vendredi à Téheran pour une visite de trois jours, il a rencontré le président Mohammad Khatami, le ministre iranien des affaires étrangères, Kamal Kharazi et le vice-président du Parlement, Hassan Rouhani. Par ailleurs, l'hodjatolislam Ali Akbar Nategh-Nouri a été reçu dimanche par 165 voix sur 258 députés présents, à la tête du Parlement iranien (Majlis), confirmant la prédominance des conservateurs, adversaires du président Khatami, au sein de cette institution. - (APR)

Eclatement de la coalition au pouvoir à Tokyo

TOKYO. La coalition tripartite menée par le Parti libéral-démocrate (PLD) du premier ministre Ryutaro Hashimoto a éclaté, lundi 1^{er} juin, avec le départ du Parti socialiste (PSJ). Mais le PLD reste en mesure de continuer à gouverner avec 261 des 500 sièges de la Chambre basse. Le chef du petit parti centriste Sakigake, Masayoshi Takemura, troisième composante de la coalition qui avait permis le retour aux affaires du PLD en 1994, a indiqué que sa formation se retirait aussi du fait du départ des socialistes. Le PSJ a expliqué son départ par des divergences politiques mais la véritable raison est à chercher dans l'érosion de son influence depuis qu'il s'est allié au PLD, et la crainte des socialistes d'essuyer une nouvelle défaite lors des élections sénatoriales du 12 juillet. - (APR)

Quatorze militaires vietnamiens tués dans un accident d'avion

HANOI. Le chef de l'état-major général Dao Trong Lich et treize autres responsables de l'armée vietnamienne ont été tués, il y a une semaine, dans un accident d'avion au Laos, a confirmé, lundi 1^{er} juin, la presse officielle vietnamienne. Selon le quotidien Vietnam News, ces quatorze responsables militaires ont été incinérés, samedi 30 mai au Laos, cinq jours après la chute d'un avion militaire laotien de fabrication russe, un Yak-40, dans la plaine des Jarres. L'accident a provoqué la mort de tous les passagers et membres d'équipage de l'avion. - (APR)

QUE SERAIT L'AUDACE SANS LA GRACE ?

SO
PRETTY



Cartier

ANNIVERSAIRE Le 21 avril 1997, Jacques Chirac prononçait la dissolution d'une Assemblée nationale largement dominée par la droite. Le 1^{er} juin, les électeurs don-

naient la majorité à la gauche. Celle-ci profitait du rejet de la politique conduite par Alain Juppé, mais aussi du renouvellement de ses candidats et de la volonté de Lionel Jospin de

moderniser le fonctionnement des institutions. **LES NOUVEAUX** députés, en un an, ont pu mesurer la force du système majoritaire, des traditions parlementaires et de la

maîtrise des mécanismes par les plus anciens. L'obligation où ils sont de ne pas compliquer la tâche du gouvernement les contraint à réfréner leurs ardeurs rénovatrices.

LES FEMMES, qui sont à présent soixante-trois, restent spécialisées dans les domaines sociaux. La majorité manque d'experts économiques et financiers.

Les frustrations des nouveaux députés face à la pesanteur du système majoritaire

Il y a tout juste un an, la gauche « plurielle » remportait les élections législatives. Socialistes, communistes, écologistes ou radicaux, les « enfants de Jospin » se heurtent à la tradition et à la volonté des plus anciens de conserver leurs prérogatives

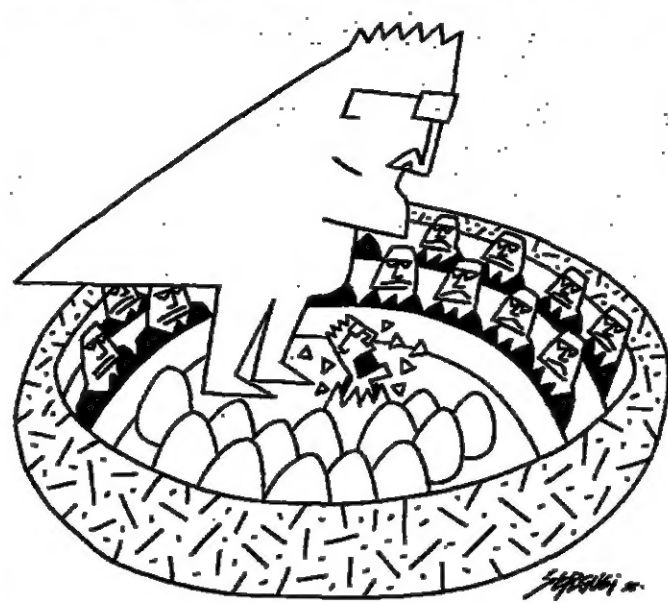
LE SCÉNARIO est toujours le même : à chaque nouvelle législature, les « nouveaux » veulent tout changer, constate, ironique, Bernard Derosier, qui siège à l'Assemblée nationale depuis 1978. Pendant les premiers mois, le Palais-Bourbon est pris dans un tourbillon « cyclothymique », il faut « moderniser », souf-il, moquer à l'égard de ses benjamins. Et puis, quelques mois plus tard, « ça se calme, tout revient dans l'ordre », ajoute cet élu socialiste dans un large sourire. Lui qui a connu cinq « arrivages » successifs de nouveaux - 1981, 1986, 1988, 1993... et 1997 -, il sait de quoi il parle.

Pourtant, un an après la victoire législative de la gauche « plurielle », le 1^{er} juin 1997, la flamme des nouveaux ne s'est pas éteinte. Les anciens ont beau souffler dessus, elle résiste, comme une bougie de farces et d'atrapes. Il faut dire que les quelque cent soixante-dix députés de la gauche « plurielle » (134 PS, 15 RCV, 17 PCF) élus pour la première fois en 1997 ont le vent pour eux. Ils sont les « enfants » de la campagne de Lionel Jospin, qui a fait du renouvellement politique - rajeunissement, féminisation - son slogan de campagne, avec la lutte pour l'emploi. Comment reprocher aux « jeunes » de vouloir mettre en

application les promesses de M. Jospin ?

En même temps, les nouveaux sont liés par la solidarité majoritaire à laquelle Matignon veille, avec plus ou moins de succès. Les débats sur les emplois-jeunes, l'immigration, la nationalité, les 35 heures ont montré les limites des marges de manœuvre du député de base, en particulier chez les socialistes. On leur demande d'être présents dans l'hémicycle mais de limiter leur temps de parole, pour ne pas retarder le débat. C'est : « Tais-toi et vote ! », soupire un nouveau. Lors des réunions du groupe socialiste, au moment de la répartition des questions d'actualité, les députés en herbe ont appris qu'« on ne pose une question au ministre que lorsqu'il est prêt ». Ils ont aussi découvert le vocabulaire des initiés, comme ce « très bien ! » que les députés lâchent à voix haute, en guise d'approbation, en appuyant bien sur le « très ». Certains se font un point d'honneur à ne pas entrer dans le moule.

Le débat sur la limitation du cumul des mandats a sans doute le mieux révélé le fossé qui sépare certains nouveaux, fervents défenseurs du texte, des anciens, accrochés à leurs responsabilités locales. Les rénovateurs ont peine à faire entendre leur voix face à tous les opposants à la réforme, de



droite comme de gauche, face aussi à Jean-Pierre Chevènement, qui défendait les textes du bout des lèvres et ironisait sur certains amendements. M. Montebourg s'est dit « furieux » d'avoir été traité d'« ayatollah » par Catherine Tasca, une nouvelle pourtant, d'autant qu'un conseiller de Lionel Jospin lui avait auparavant « reproché de se taire » : « J'en ai assez de la dictature des histrions du

groupe socialiste », lance-t-il.

Mais la modernisation de la vie politique « ne se limite pas » au non-cumul des mandats, souligne Bernard Birsinger (Seine-Saint-Denis), l'un des dix-sept nouveaux élus du groupe communiste. Le maire de Bobigny croit davantage au rapprochement des élus avec la population. Il faut « redonner le goût aux gens de participer », dit-il. Concrètement, avant qu'un projet

de loi ne soit débattu à l'Assemblée, il raconte qu'il recueille les propositions d'amendement issues des acteurs de terrain, dans sa circonscription. « Certains ont été adoptés par l'Assemblée », se félicite-t-il. Visiblement, c'est moins le conflit anciens-nouveaux que les rapports avec les socialistes qui préoccupent les députés communistes, comme le confirme Patrick Braouezec, qui siège à l'Assemblée depuis 1993. M. Birsinger n'est « pas sûr » que les « vieux démons hégémoniques du PS » se soient éteints. Les communistes souhaitent avant tout marquer leur empreinte au Parlement, en votant la « taxation des grandes fortunes et des produits financiers », ou encore « un moratoire sur les licenciements économiques ».

L'EFFICACITÉ D'ABORD

Les six députés Verts ont appris à domestiquer leurs revendications. Tous nouveaux, ces élus écologistes se sont fixés pour objectif de « faire entrer le militantisme » au Palais-Bourbon, explique Yves Cochet (Val-d'Oise). Rien de moins ! A l'automne, ils pensaient avoir les coudées plus franches que leurs jeunes collègues socialistes. Noël Mamère fonce tête baissée, à l'occasion du texte sur la nationalité puis, surtout, du projet de loi sur l'immigration. Il finit par se heurter au « mur » gouvernemental. Vendredi 12 décembre 1997 à minuit, les Verts abandonnent le débat, écumés de s'être vus « traités avec le mépris le plus total ». Deux mois plus tard, le soir du vote des 35 heures en première lecture, Yves Cochet arbore, tout sourire, une dizaine d'amendements adoptés. Le vice-président de l'Assemblée vante les mérites de l'« efficacité » face à la « rhétorique », et se félicite que les Verts aient parfois les questions taboues du groupe majoritaire.

Avec les députés du Mouvement des citoyens (MDC), et les élus du Parti radical de gauche (PRG) - réunis au sein du groupe Radical, Citoyen et Vert (RCV) -, les Verts revendiquent, et s'autorisent, une certaine « liberté d'expression », en tant que « laboratoire d'idées ». Le radical de gauche Alain Tourret (Calvados) n'a pas hésité à concurrencer la garde des sceaux sur la réforme de la justice, en fai-

sant adopter sa proposition de loi sur la détention provisoire. Mais de longues négociations avec la chancellerie suivies d'une difficile première lecture dans l'hémicycle lui ont fait mesurer le chemin qui reste à parcourir pour « redonner du pouvoir au Parlement ».

Le groupe socialiste compte bien quelques aghateurs, comme Yann Gahut (Cher), au sein de la

Disette d'économistes dans les travées

En pointe sur le social, la gauche reste faible en économie. « La nouvelle génération aurait dû nous apporter les chefs d'entreprise qui nous manquaient : cela est loin d'être le cas », souligne Matignon. Les fonctionnaires, les enseignants, les avocats dominent toujours au sein du groupe socialiste, qui compte peu de dirigeants de petites et moyennes entreprises. Les meilleurs experts socialistes de la commission des finances sous les précédentes législatures ne siègent plus à l'Assemblée : Dominique Strauss-Kahn, Alain Richard et Christian Pterret sont devenus ministres, tandis que Henri Emmanuelli a été privé de son siège par la justice.

Gauche socialiste, ou encore René Mangin (Meurthe-et-Moselle). Celui-ci s'est même attaqué à un sujet tabou, la réserve parlementaire : il s'agit d'une petite fraction du budget de l'Etat que le gouvernement laisse à la discrétion du président et du rapporteur général de la commission des finances, à charge pour eux de satisfaire les demandes de quelques députés amis pour leur circonscription. Dans un courrier interne au groupe, M. Mangin critiquait l'« opacité » de ce mode de distribution de subventions. « Lorsqu'il y a attribution d'argent public, la plus totale transparence doit régner », explique ce nouveau parlementaire. Transparence ! C'était aussi une promesse de Lionel Jospin.

Raphaëlle Bacqué, Clarisse Fabre et Jean-Baptiste de Montvalon

Quinze « rénovateurs » socialistes pour jouer « collectif »

N'ALLEZ PAS CROIRE qu'il existe une fraction minoritaire au sein du groupe socialiste ! Pourtant, depuis quelques semaines, quinze « nouveaux » députés socialistes se réunissent, le mardi soir à 19 h 30, pour faire un « travail collectif », explique Eric Besson, membre du club. N'y voyez pas la résurgence d'un courant : « Il y a des jospinistes, des rocardiens, des fabiusiens... », et ne cherchez pas le leader : « Il n'y en a pas ! »

Outre les quatre bouffeux - Christophe Carèsche (Paris), Arnaud Montebourg (Saône-et-Loire), Christian Paul (Nièvre) et Vincent Peillon (Somme) - qui avaient proposé une loi sur la limitation des cumuls des mandats dès octobre 1997, ce club compte deux femmes - Marisol Touraine (Indre-et-Loire) et Laurence Dumont (Calvados) - et neuf autres élus : Eric Besson (Drôme), Jérôme Cahuzac (Lot-et-Garonne), Gaëtan Gorce (Nièvre), François Lamy (Essonne), Bruno Le Roux (Seine-Saint-Denis), Philippe Nauche (Corrèze), Germain Peiro (Dor-

dogne), André Vallini (Isère) et Philippe Vuille (Ardennes). S'ils ont tous « autour de la quarantaine » et, pour certains, des parcours similaires, cela suffit-il à expliquer les liens ?

A quinze, il y a une « qualité de travail » qui n'existe pas au sein d'un groupe socialiste de deux cent cinquante et un députés, confie l'un des membres. Et la parole est libre : par exemple, tous ne sont pas convaincus de la nécessité de limiter le cumul des mandats ; certains défendent cette réforme uniquement « parce qu'il faut respecter la promesse de campagne ». D'autres sont sceptiques sur la ratification du traité d'Amsterdam, à l'instar de la Gauche socialiste et des Verts ; en revanche, M. Peillon est un « pro-Amsterdam ». « Informel », le groupe prépare toutefois très sérieusement, les dossiers-clés des prochains mois : MM. Paul, Peillon et Gorce sont « en pointe » sur la limitation du cumul, MM. Vallini et Montebourg sur la justice, M. Nauche sur la réforme de la santé et de l'hôpital public, M. Peiro sur les retraites...

Conscients de la « faiblesse des moyens » du député de base, qui peine à donner son nom à un amendement, à être l'auteur d'une loi, les « quinze » veulent jouer un rôle d'aiguillon. Seulement ? Il n'est pas « exclu » que ce petit groupe donne naissance à quelque chose de « plus structuré » ; en tout cas, certains le souhaitent.

Le groupe des « quinze » est le prolongement d'un autre club informel, d'une quarantaine de nouveaux, qui recevait une personnalité différente tous les mois : Elisabeth Guigou, François Hollande, Laurent Fabius ont ainsi figuré parmi les invités du « troisième mardi du mois », créé par M. Besson à la rentrée 1997. Parallèlement, coexistaient des « petits-déjeuners débats », sur le même modèle. Désormais, le club est réduit à quinze participants. « Au moins, on est sûr qu'en sortant de la réunion personne ne va téléphoner à un éléphant socialiste... »

CL F. et J.-B. de M.

Sous l'œil sourcilieux de Matignon

UNE PETITE FICHE pour chacun ! Matignon les connaît bien, ces cent trente-quatre nouveaux députés socialistes. Autant de néophytes du Palais-Bourbon dans le groupe-pilier de la majorité « plurielle », cela ne facilite pas forcément les choses. Pierre Guéman, chargé du Parlement au cabinet du premier ministre, en reçoit un presque tous les matins à Matignon. A ce rythme, il n'y en a plus beaucoup avec qui il n'ait pas partagé un café-croissant. Il les écoute, note leurs centres d'intérêt : économie, famille, Internet... Fort d'une expérience acquise comme attaché parlementaire de Lionel Jospin depuis 1985,

M. Guéman conseille ces novices : « Soyez incombustibles sur un sujet ! », « Ne vous éparpillez pas ! ». C'est la manière la plus sûre, selon lui, d'obtenir des responsabilités sur un texte. A titre d'exemple, il cite quelques bons élèves, comme Dominique Gillot, très « pointue » sur la famille, Patrick Bloche, sur le multimédia, André Vallini, sur la justice : des gens que l'on « entend peu » mais qui « travaillent », assure M. Guéman. Bruno Le Roux, spécialisé sur les questions de sécurité, est l'auteur de la proposition de loi sur le régime des armes et des munitions votée vendredi 29 mai. L'homme de Matignon souligne aussi que des « pros » du

social ont intégré la très demandée commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi contre les exclusions, comme Nicole Feldt, Odette Grzegorzka, Catherine Génissou, Gaëtan Gorce, etc. Le message est clair : quand on travaille, ça marche ! Et les plus médiatiques ne sont pas toujours les plus bouseux...

Ni les plus dociles... Les pointures sont loin d'être désintéressés : lors des préliminaires au débat sur l'immigration, il s'agissait surtout de compter et recompter ceux qui étaient « dans la ligne » et ceux qui ne l'étaient pas.

CL F. et J.-B. de M.

Madame la députée veut banaliser sa présence

AU FOND, elles sont ravies de ne plus être des bêtes curieuses. Le succès médiatique des premiers mois finissait par être pesant. Trop de questions sur leurs vies privées. Trop de clichés de leurs enfants dans les journaux. Et la désagréable impression que la télévision ne sélectionne encore que les plus jolies d'entre elles, lorsqu'elle consent à les filmer.

Les soixante-trois femmes de l'Assemblée sont redevenues de simples élus et la banalisation de leur présence leur paraît encore le meilleur signe de l'évolution des mentalités. Elles ont obtenu la féminisation des titres parlementaires. Sous l'impulsion de Laurent Fabius, le bureau de l'Assemblée a décidé, le 14 mai, que les femmes seront appelées « madame la députée », et non plus « madame le député ».

Bien sûr, elles sont loin d'avoir tout conquis. Passé l'exaltation des premiers jours, les députées ont bien dû se rendre à l'évidence : elles restent extrêmement minoritaires dans l'ensemble des groupes parlementaires. A gauche, 42 femmes sur 251 élus siègent au groupe socialiste, 1 sur 6 parmi les écologistes, 5 élus communistes sur 37. A droite, les proportions sont plus édifiantes encore : 5 députées RPR sur 139 et 7 élus UDF sur 109. Pas de quoi menacer le bastion masculin. Elles ne l'ont d'ailleurs pas tenté.

Près de la moitié d'entre elles ont en effet « spontanément » opté, dès leur arrivée à l'Assemblée, pour la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Une répartition aussi traditionnelle des tâches a parfois surpris : une seule élue à la commission de la défense, sept à la commission des lois, moins d'une dizaine à celle de la production et des échanges. Il a fallu une volonté toute particulière du groupe socialiste pour que Béatrice Marre (Oise) et Nicole Brice (Seine-et-Marne) rejoignent finalement, en février, soit sept mois après leur arrivée à l'Assemblée, la commission des finances, où elles demeurent les deux seules femmes.

Conséquence de leurs choix : les députées se retrouvent donc particulièrement en pointe sur tous les sujets traités par une autre femme, la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry. L'exclusion, la réforme des allocations familiales, la réduction de l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) ont, chaque fois, proposé face à la ministre de nouvelles élues, comme Dominique Gillot (PS, Val-d'Oise) ou Odette Grzegorzka (PS, Alsace).

Convaincues d'être plus « assidues » que les hommes, lors des séances de travail comme dans l'hémicycle, les nouvelles élues ne notent pourtant pas de difficultés particulières dans leurs relations

avec leurs collègues masculins. Mais sans doute faut-il d'abord y voir un effet de leur âge. Car les femmes qui sont arrivées en 1997 à l'Assemblée appartiennent le plus souvent à la génération « post-féministe ». Moins directement revendicatives, elles ont d'abord le souci d'être aussi politiques et aussi performantes que les hommes. Et se distinguent ainsi d'élus plus aguerries qui, à l'instar d'une Yvette Roudy (PS, Calvados) ou d'une Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire), continuent d'afficher une solidarité féminine, au-delà des clivages gauche-droite. Sans doute forcées par des années d'isolement au cœur du club masculin qu'a longtemps été l'Assemblée nationale.

Rie. B.

Le poids des enseignants et des fonctionnaires

● **Composition actuelle de l'Assemblée nationale** : sur les 572 députés siégeant actuellement, 320 appartiennent à la majorité de gauche « plurielle » : 251 membres du groupe socialiste et apparentés, 36 au groupe communiste et 33 au groupe RCV (Radical, Citoyen et Vert). L'opposition compte 252 députés, dont 140 RPR et 112 UDF.

● **Cumul des mandats** : sur les 134 nouveaux élus socialistes, 58 sont maires et 3 présidents de conseil général ; 13 des 17 députés

communistes sont maires ; 8 des 15 nouveaux députés RCV sont maires, parmi lesquels 2 Verts (sur 6) et 4 radicaux (sur 6).

● **Profession** : 28 % des nouveaux élus socialistes viennent de l'éducation nationale, 19 % sont issus du monde de l'entreprise (parmi lesquels 3 chefs d'entreprise), 13 % exercent une profession libérale. Parmi les 40 % restant, on compte bon nombre de fonctionnaires de l'Etat ou de fonctionnaires territoriaux. Sur les 15 nouveaux élus communistes, 5 viennent de l'éducation

nationale et 4 sont issus de l'industrie (ouvriers et techniciens). 3 élus Verts sont issus de l'éducation nationale.

● **Age** : 40 nouveaux élus de la gauche « plurielle », dont 35 socialistes, sont âgés de moins de 45 ans. Un seul élu a moins de 30 ans : il s'agit de Cécile Helle (Vaucluse), 28 ans, 14 nouveaux élus de la gauche « plurielle », dont 8 socialistes, ont plus de 60 ans.

● **Féminisation** : 36 femmes ont été élues pour la première fois le 1^{er} juin 1997 : 34 socialistes et 2 Verts. Au total, 63 femmes sont députées.

الجمهورية الجزائرية

ESEC École du cinéma, de la vidéo et du numérique

01 43 42 43 22

Lutte ouvrière critique sans ménagement le gouvernement et le PCF de Robert Hue

Arlette Laguiller veut attirer les militants communistes déçus

Lors de la fête annuelle de son organisation, la porte-parole de Lutte ouvrière a fustigé la politique du gouvernement, qui se résume, à ses

yeux, à des « petites mesures ponctuelles et dérisoires ». L'organisation trotskiste entend apparaître comme la seule véritable alternative à

gauche de la majorité « plurielle ». A cet égard, elle semble disposée à poursuivre ses contacts avec la Ligue communiste révolutionnaire.

« CAMARADES et amis, le combat politique que nous menons, nous en sommes fiers. Les médiocrités et les colonnes aussi, nous en sommes fiers ! Tant que cela durera, c'est que nous gagnons. » Fait sans précédent, Arlette Laguiller a consacré plus de la moitié de son traditionnel discours de Pentecôte à répondre aux attaques médiatiques, se fendant d'une violente diatribe contre « certains journalistes ». La porte-parole du mouvement trotskiste s'exprimait dans le cadre de la 27^e fête de Lutte ouvrière (LO), organisée du 30 mai au 1^{er} juin dans le parc du château de Presles (Val-d'Oise), dont son organisation est propriétaire depuis 1979.

Lutte ouvrière, une « secte », une organisation cultivant maniaquement le goût du secret ? La publication, après d'autres, d'un article de *Liberation* (daté 30 mai) décrivant certaines spécificités de fonctionnement de LO a agacé. Et, en premier lieu, Arlette elle-même : « A Lutte ouvrière, il n'y a pas de chef, il n'y a pas de patron et encore moins de gourou. Je ne suis manipulée par personne et je n'ai ni manette dans le dos ni écouteur dans l'oreille, et si je lis mon papier, c'est comme bien d'autres », a-t-elle précisé.

Ces mises au point faites, il s'agissait de passer aux choses sérieuses et d'attaquer, sans ménagement, le gouvernement de Lionel Jospin, le patronat et le PCF. Arlette Laguiller a vivement dénoncé l'action du gouvernement, qualifiée de négative. Tout juste « un saupoudrage de petites mesures ponctuelles », mais « dérisoires ». « Si ce n'est pas pire que ce qu'on a fait un gouvernement de droite, on ne peut pas dire que ce premier bilan soit meilleur », a-t-elle indiqué. Evoquant la loi sur les 35 heures, la porte-parole de LO s'est montrée sceptique : « On la présente comme très positive parce qu'elle fait hurler le patronat. Mais le patronat hurle tout le temps et ce n'est pas parce qu'on l'attaque, c'est le plus souvent parce qu'on ne lui en donne pas assez », a-t-elle estimé. Abordant le dossier des sans-papiers, elle a dénoncé la politique menée par le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement : « une façon de cautionner la démagogie imbécile de l'extrême droite ».

Restait le PCF. Espérant attirer ceux des militants et sympathisants communistes qui, après un an de pouvoir de la gauche « plurielle », ne se reconnaissent pas dans la ligne adoptée par M. Hue, Lutte

ouvrière s'attaque désormais de front aux communistes, et en particulier à leur secrétaire national. « Robert Hue demande, mais à genoux, à Lionel Jospin d'aller plus vite, de faire des gestes plus forts mais sans préciser plus vite vers quoi et plus fort contre qui (...). Le parti communiste essaie de faire croire qu'il rue dans les brancards car il sait qu'il perd sa base », a déclaré Arlette Laguiller. Avant d'ajouter : « Lutte ouvrière entend, sur le terrain, mener le combat que le PC ne mène plus. » Fait sans précédent, un grand débat était d'ailleurs organisé, dimanche, avec la Gauche communiste du PCF.

DISCUSSIONS AVEC LA LCR

De même, des discussions ont été entamées avec la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en vue des élections européennes de 1999. Deux Krivine étaient proposés au programme de la fête : le premier, Jean-Michel, avec lequel les participants étaient invités à entonner des chants révolutionnaires ; le second, Jean-Paul, qui dissertait sur le thème : « Astrologie, voyance ou

charlatanisme ». Alain, le porte-parole de la LCR n'y figurait pas. Toutefois, signe de négociations entre les deux organisations et manifestation d'une certaine bonne volonté de LO, était disponible une brochure, *Les élections régionales de 1998 et la situation politique actuelle*, publiée par Lutte ouvrière, où sont reproduits intégralement des points de vue parus dans *Rouge*, l'hebdomadaire de la LCR.

Solidaire avec les grévistes d'Air France, la porte-parole de LO a appelé de ses vœux « une explosion sociale », « trente ans après mai 68 ». En attendant, on était venu un peu plus nombreux que l'an dernier à Presles, jouer aux échecs, faire du vélo, et de crises. Au total, ces trois journées ont accueilli plus de vingt mille visiteurs. Et au milieu des stands, discrètement coincé au milieu de multiples petites formations invitées, on notait la présence régulièrement démentie, mais toujours confirmée, du Sentier lumineux péruvien.

Frédérique Lombard

M. Jospin souhaite associer les partenaires sociaux à la réforme des retraites

Le Plan est chargé d'un rapport d'ensemble

INSTRUIT par l'échec d'Alain Juppé, Lionel Jospin a décidé de rouvrir le dossier des retraites en recourant à une méthode radicalement différente : refuser de poser comme postulat que tous les régimes doivent passer sous la même toise ; associer patronat et syndicats au diagnostic et, à terme, aux « adaptations » nécessaires par le choc démographique « brutal » et « inéluctable » de 2005, lorsque les générations nombreuses de l'après-guerre cesseront leur activité.

C'est cette approche nouvelle que le premier ministre précise dans la lettre de mission qu'il a adressée, le 29 mai, au nouveau commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, chargé de cette délicate mission. Celui-ci devra remettre ses conclusions « avant le 31 mars 1999 », mais le chef du gouvernement attend les premières conclusions du Plan « avant la fin de l'année 1998 ». L'ensemble du système est concerné : régime général, régimes spéciaux (fonctionnaires, SNCF, EDF-GDG,

RATP...), caisses complémentaires, non salariés, transferts de compensation entre régimes. Le Plan aura aussi à évaluer les effets des évolutions démographiques sur l'équilibre financier des autres composantes de la protection sociale.

M. Charpin devra « rechercher l'équité entre retraités » sans, pour autant, opposer salariés du privé et agents du secteur public. Il lui faudra donc prendre en compte les spécificités liées au statut des agents de l'Etat. L'importance du dossier a conduit M. Jospin à le prendre lui-même en main, comme Michel Rocard l'avait fait en 1990. Le premier ministre souhaite « un diagnostic aussi partagé que possible par les partenaires sociaux et les gestionnaires des différents régimes ». Sans cette « phase de concertation menée dans la clarté, et inspirée par un souci permanent de justice entre générations et entre catégories sociales », estime-t-il, toute réforme est vouée à l'échec.

Jean-Michel Bezat

M. Hue renouvelle ses mises en garde

Critiqué sans ménagement par la porte-parole de Lutte ouvrière, le secrétaire national du PCF, Robert Hue, a renouvelé, dimanche 31 mai à Saint-Nazaire, ses avertissements au Parti socialiste. Fustigeant des « pratiques hégémoniques » que, selon lui, les socialistes ne savent pas toujours éviter, M. Hue s'est toutefois refusé à dresser le bilan d'un an de gouvernement de Lionel Jospin. Il a affirmé que « ce qui a déjà été engagé procure de légitimes motifs de satisfaction », mais que « le moment n'est pas venu de faire une "pause" ». Il a notamment réclamé « un moratoire sur les plans sociaux », « un relèvement significatif du pouvoir d'achat », ainsi qu'un référendum sur la ratification du traité d'Amsterdam.

Le statut des DOM au centre du voyage en Guyane de M. Queyranne

CAYENNE
de notre correspondant
Les accords de Nouméa sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie ont relancé, depuis quelques semaines, le débat sur la question statutaire dans les départements d'outre-mer, notamment en Guyane. Au lendemain de la signature de ces accords, le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Jean-Jack Queyranne, avait convoqué les responsables institutionnels de ce département à « reprendre le dialogue sur l'avenir de la Guyane ». Il avait fixé le cap fin mai, lors d'un déplacement aux Antilles, en déclarant : « Il est temps pour les DOM de prévoir des évolutions différenciées (...), nous devons aller vers une plus grande responsabilité au niveau régional et local. » M. Queyranne devrait être amené à préciser la position du gouvernement au cours de son séjour en Guyane, du 5 au 10 juin.

DEUX DOCUMENTS DE TRAVAIL
Le président du conseil régional et celui du conseil général de Guyane ont pris les devants. Ils se sont entendus pour saisir leur assemblée et élaborer des propositions communes. Ils disposent notamment de deux documents de travail. D'une part, le rapport des Etats généraux du développement réel et durable, qui propose un pacte de développement sur une trentaine d'années et la définition d'un nouveau statut. Présenté par

ses rédacteurs comme « le résultat de la consultation de la société civile », ce rapport est, en fait, le fruit de discussions animées en grande partie par la « famille » indépendantiste ; au point que l'Etat, la majorité des partis politiques et certains socioprofessionnels engagés à l'origine dans ce projet lancé par l'ancien ministre de l'Outre-mer Jean-Jacques de Peretti ont très vite pris du recul et n'ont pas participé aux débats. D'autre part, le rapport de Jean-François Merle, réalisé à la demande de l'actuel gouvernement et rendu public en octobre 1997, préconise une charte de développement sur dix ans et, sans aborder directement la question statutaire, rappelle cependant les adaptations législatives autorisées par la Constitution.

Les deux assemblées territoriales devraient donc adopter, à partir de ces rapports, une délibération commune destinée à servir de base à la discussion avec l'Etat sur d'éventuels transferts de compétences. Cette entente entre les deux collectivités fait resurgir l'idée d'une « assemblée unique » regroupant les compétences du conseil régional et du conseil général. Déjà proposée par la gauche en 1982, cette hypothèse de « super-assemblée » avait alors été rejetée par le Conseil constitutionnel.

Stéphane Urbajtel

DÉPÊCHES

■ **CUMULS** : le Sénat rejettera le projet de loi sur la limitation du cumul des mandats adopté jeudi 28 mai à l'Assemblée nationale, a prévenu le président du Sénat, dans un entretien publié, samedi 30, par *La Voix du Nord*. « Le Sénat n'acceptera pas l'éviction des maires du Parlement et les députés seront contents qu'on ne l'accepte pas », déclare René Monory. Comme il s'agit d'une loi organique relative aux sénateurs, elle doit être acceptée dans les mêmes termes par les deux Assemblées (Sénat et Assemblée nationale), précise-t-il.

■ **EUROPÉENNES** : le président délégué du MDC, Georges Sarre, a déclaré, dimanche 31 mai sur France 2, que, « personnellement », il ne fera pas « une affaire d'Etat » de la réforme du mode de scrutin pour les élections européennes. Il a cependant jugé que « le statu quo serait préférable ».

Des petits budgets peuvent faire une grande équipe.

HP OMNIBOOK 2100
12 690 FHT
(15 304,14 FTTC)
12,18 FHT par jour*
Processeur Intel Pentium® avec technologie MMX, 233 MHz, disque dur 3,5 Go, RAM 32 Mo, CD-ROM 24x, Windows 95, garantie 1 an, envoi et retour sur site.

HP VA DROIT AU BUT EN ATTAQUANT LES PRIX.

HP LASERJET 3100
4 990 FHT
(6 017,94 FTTC)
70 pages en mode normal, 4 pages en copie.

HP BRIO 7990 FHT
(9 635,94 FTTC)
7,67 FHT par jour*
Modèle 8334, processeur Intel Celeron™, 266 MHz, disque dur 4 Go, RAM 32 Mo, CD-ROM 24x, MS Word 97, Moniteur 10".

HP NETSERVER E45
12 800 FHT
(15 436,80 FTTC)
12,29 FHT par jour*
Processeur Intel Pentium® II 233 MHz, disque dur 4 Go, RAM 64 Mo.

HP HUB-8E
666 FHT (803 FTTC)
Hub 8 ports 10Base-T

HP INSIDE
Pour en savoir plus sur nos promotions Coupe du Monde, appelez le 0 800 800 500, ou bien consultez notre site internet <http://www-europe.hp.com/promotion/france>.

HEWLETT PACKARD

FRAUDE Le Château-Giscours, l'un des grands crus les plus prestigieux du Médoc, intéresse la justice. Le parquet de Bordeaux a ouvert une information contre d'anciens respon-

sables de l'exploitation qui ont été mis en examen. ● **LES SOUPÇONS** portent sur des trucs de la qualité du vin, d'appellation contrôlée Margaux. Les livres de chais de la propriété

indiquent que du lait, de l'eau et certains acides auraient été ajoutés dans les cuves. ● **L'ENQUÊTE** a également permis d'établir que des mélanges de millésimes et d'appellations

ont été pratiqués, au mépris des règles fixées par l'Institut national des appellations d'origine contrôlée. ● **INTERROGÉ** par Le Monde, l'ancien directeur de la société d'exploitation du

Château, Jean-Michel Ferrandez, reconnaît qu'une cuve de haut-médoc a été utilisée pour « améliorer le Margaux ». « Nous avions un objectif qualitatif », se justifie-t-il.

Un grand cru du Médoc est soupçonné de tromperie sur la qualité

Le Château-Giscours, domaine prestigieux du Bordelais, fait l'objet d'une information judiciaire pour une série de pratiques illicites. L'enquête porte notamment sur des mélanges d'appellations et de millésimes qui pourraient provoquer un scandale à Bordeaux

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

A la suite d'une information ouverte par le parquet de Bordeaux, plusieurs responsables de l'exploitation du Château-Giscours, 3^e grand cru classé de Margaux, l'un des fleurons du Médoc et du vignoble bordelais, ont été mis en examen par le juge d'instruction bordelais Denis Couhé. Il s'agit d'un jeune oenologue, Régis Froidefond, toujours employé du domaine, et de Jean-Marie Ferrandez, qui fut directeur général pendant quatre mois de la Société anonyme d'exploitation du Château-Giscours (SAECG). Celle du PDG, Eric Albada-Jelgersma, homme d'affaires et milliardaire hollandais, qui a été entendu, le 15 mai, dans le cadre d'une procédure de garde à vue, devrait intervenir dans les jours qui viennent.

Les griefs concernent des faits d'escroquerie et de tromperie sur la qualité qui, si la poursuite de l'enquête devait les confirmer, porteraient un coup terrible à l'un des noms les plus prestigieux du Médoc, à l'appellation Margaux mais aussi à l'ensemble du vignoble bordelais. Il est en effet question de mélange d'appellations et de millésimes, mais aussi de produits et de pratiques interdites par la législation, même si elles ne posent pas de problème pour la santé des consommateurs.

Pour Château-Giscours, c'est la suite d'une longue série d'ennuis qui ont ébranlé, ces dernières années, l'un des plus beaux domaines du bordelais. Une terre bannie des dieux entre les petits villages de Macau et Labarde. Là s'arrête l'appellation « Haut-Médoc » où l'on reste entre crus « bourgeois ». Là commence le Margaux, terre d'aristocratie des grands crus. Justement, à Giscours, sur les 230 hectares de bois, d'herbages et de vignes du domaine, les deux appellations se côtoient, mais il est hors de question

qu'elles se mélangent. Les trente hectares de La Hourringue et les vingt et un de Rose Labiche font partie de la propriété mais sont classés Haut-Médoc. Un chemin les sépare du Margaux de Giscours. Il en est ainsi depuis 1855 et il y a fort peu de chances pour que cela change avant longtemps.

QUERELLE FAMILIALE

Le magnifique château édifié sous le Second Empire semblait veiller sur cet équilibre immuable. Giscours fut repris en 1952 par Nicolas Tari, important viticulteur qui avait décidé de se retirer d'Algérie. Celui-ci a redressé un domaine quasiment à l'abandon. Dans les années 70, il fut aussi l'un des premiers à rompre avec la pratique qui consistait, pour les châteaux, à confier toute la production à des « négociants-éleveurs » pour requérir les services d'un distributeur, un groupe anglais, qui prenait en outre les vignes en fermage. Tout a fort bien marché jusqu'à ce que la SAECG, la société fermière qui gère l'exploitation, sous l'impulsion de Pierre Tari, l'un des deux héritiers du fondateur, décide de voler de ses propres ailes. Pierre Tari s'est alors trouvé en conflit avec sa sœur Nicole et avec son père. Depuis, Giscours vit dans la tempête.

A une querelle familiale se sont ajoutées des difficultés financières. La dette à honorer par le repreneur, en 1995, était de 45 millions de francs. L'administrateur provisoire a trouvé cette somme chez Eric Albada-Jelgersma, l'une des plus grosses fortunes de Hollande. Celui-ci venait de se désengager du contrôle de son groupe de distribution alimentaire, Unigro, dont il restait cependant actionnaire. Pierre Tari lui a cédé ses parts (51 % de la SAECG), mais le patriarche et sa fille Nicole ont refusé, contestant la vente de Pierre qui est pour eux une cession de bail déguisée.

Les appellations du Médoc



Commence un imbroglio juridique qui fait fantasmer tous les avocats de la place. En 1995, Eric Albada-Jelgersma se présente en nouveau maître de Giscours. Pourtant, tout milliardaire qu'il soit, il n'est que le fermier de Nicolas et Nicole Tari, qui ont racheté les parts de Pierre dans la GFA (groupe foncier agricole) de leur père, le fondateur du domaine.

REMAKE DE DALLAS

Le nouveau patron de la SAECG est un gestionnaire implacable, qui instaure des pratiques qui détonnent dans le pays. Giscours avait par exemple des réserves à s'associer aux échanges d'échantillons et dégustations en aveugle qui marquaient entre châteaux les grandes étapes de la vinification. Le conflit engagé avec la famille Tari, propriétaire du foncier, ne pouvait évidemment rien arranger dans ce climat de suspicion.

C'est dans ce contexte d'un remake girardin de Dallas, et peut-être à cause de lui qu'éclate le scandale actuel. Bordeaux en bruisse depuis des mois.

SACRILÈGES

Cela a commencé en 1996 avec une vilaine affaire de « douelles » (des planches ou des copeaux de chêne) plongées dans des cuves pour renforcer la teneur en tanin et éviter ou raccourcir le passage dans des fûts neufs. On évoque la dénonciation vengeresse d'un régisseur licencié par le nouveau patron. Il se trouve aussi des gens pour plaider la légalisation d'une pratique en cours dans certains pays concurrents. L'affaire n'est pas encore définitivement jugée mais dans d'autres accusations du même type, le doute a joué en faveur de l'accusé.

Il y a beaucoup plus grave. En même temps que cette affaire de douelles, la Direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DCCRF) avait été informée d'autres pratiques qui n'ont pas laissé le parquet indifférent. Le dossier a été transmis à la section financière du SRPJ de Bordeaux. Ses investigations ne pouvaient passer inaperçues dans un petit pays comme Labarde où, par-dessus les vignes, rien n'échappe d'un château à l'autre. Cette fois, l'omerta n'a pas joué. Surtout, le SRPJ de Bordeaux a trouvé des livres de chais tellement bien tenus que tout y était mentionné, y compris les pratiques et les produits illicites. C'est ainsi que pour la récolte 95, la fraude suspectée ou établie porterait sur plus de 1 400 hectolitres.

Acceptées dans certains chais, pour des vins secondaires, voire autorisées sous contrôle, certaines pratiques ne peuvent être acceptées dans un établissement comme Giscours. Le lait permet d'enlever certaines odeurs désa-

gréables. Il le fait beaucoup mieux que le charbon qui, lui, décolore. Mais les services de répression des fraudes interdisent cette pratique, constatée à Giscours. On aurait aussi ajouté de l'eau dans certaines cuves, pratique également interdite et dont les autorisations dérogatoires sont très rares et effectuées sous contrôle. Quant à certains acides utilisés pour corriger la saveur du vin, ils sont strictement interdits, notamment si l'on a eu recours à la chaptalisation.

Tout cela figure dans les livres

quaient encore de générosité (lire ci-dessous).

L'enquête et les expertises devront aussi déterminer si ces pratiques étaient habituelles ou simplement occasionnelles. Si les premières accusations peuvent être considérées comme des entorses à la réglementation relativement vénielles en bordelais - on le fait mais on ne le dit pas - le mélange des appellations est infiniment plus grave et a déjà abouti à deux mises en examen. Jean-Michel Ferrandez est d'ailleurs revenu tout spécialement du Liban

Des prix au plus haut

Spéculation de la propriété et forte demande, les bordelais n'ont jamais été aussi chers et la tendance reste à la hausse après les fortes hausses de deux millésimes de bonne qualité, 1995 et 1996. Pour 1997, les grands crus ont accusé une hausse de 18 % à 20 %. Cette augmentation est parfois jugée un peu folle dans la mesure où 1997 n'est pas considéré comme un millésime exceptionnel.

La tendance est la même pour le bordelais rouge, le produit d'appel, puisqu'il est passé d'une fourchette de 7 500 à 8 000 francs le tonneau, à un sommet de 13 000 francs, soit le prix d'un AOC médoc en 1995. Si les cours sont légèrement à la baisse depuis peu, il se trouve déjà des candidats à l'achat sur souche, c'est-à-dire sur pied, à cinq mois des vendanges et autour de 10 000 francs le tonneau. Cela ne s'était jamais vu.

de chais et certains membres du personnel, dont deux ouvriers licenciés, auraient confirmé les faits.

L'enquête du SRPJ a également permis d'établir que le nouveau maître de Giscours aurait autorisé des pratiques sacrilèges, comme des mélanges de millésimes ou le passage de Haut-Médoc en Margaux. Sur ce dernier point, le témoignage de Jean-Michel Ferrandez, qui fut directeur de la SAECG en 1995 est formel : on a pris du vin de parcelles d'une propriété classée en Haut-Médoc, avec de vieilles vignes, pour renforcer le second vin de Giscours fait à partir de jeunes vignes qui man-

pour être entendu par le juge Denis Couhé. Eric Albada-Jelgersma, dont Jean-Michel Ferrandez (voir ci-dessous) affirme qu'il a été totalement associé à une décision destinée à sauver le vin, a, pour le moment, simplement été entendu. Ses avocats ont déclenché un tir de barrage qui a peut-être contribué à retarder de quelques jours une mise en examen qui paraît inévitable, et un scandale que Bordeaux redoutait depuis plusieurs mois, en sachant qu'il pourrait être aussi dévastateur que celui qui, après 1973, avait mis le négocié à bas.

P. Ch.

TROIS QUESTIONS À

JEAN-MICHEL FERRANDEZ

1 Directeur de la SAECG pendant quatre mois, à partir de novembre 1995, vous êtes actuellement directeur des vignobles de Kefraya, dans le sud de la vallée de la Bekaa, au Liban. Pourquoi avez-vous quitté aussi rapidement Château-Giscours ?

Eric Albada-Jelgersma a tout fait pour me retenir. Mais ma vie était un véritable enfer à Giscours. Il me confiait des missions juridiques et financières alors que j'avais été engagé pour mes éventuelles qualités techniques et vinicoles. Toujours en blazer et en cravate, je ne passais pas 20 % de mon temps aux chais

ou dans les vignes. Ces querelles avec les Tari coûtaient (voir ci-dessus) 120 000 francs de frais d'avocats par mois ! Un stress qui était tout le contraire de la sérénité dont on a besoin pour faire du vin.

2 S'il y a eu fraude, est-ce sur l'ordre d'Eric Albada ?

Mon souci était de faire le mieux possible en matière d'assemblage. En arrivant, j'ai trouvé des cuves de vin issu de jeunes vignes de Giscours, même pas dignes de la propriété de La Hourringue, de l'autre côté du chemin, qui n'est qu'un haut-médoc mais qui a des parcelles de vieilles vignes de trente ans qui font merveille. Dans l'intérêt du second vin de Giscours, nous avons utilisé une cuve de haut-médoc pour améliorer le margaux. Avant de le faire, comme c'est illé-

gal, j'en ai parlé à Eric Albada-Jelgersma. Je lui ai expliqué que, pour des raisons qualitatives, beaucoup de gens le faisaient. Encore faut-il avoir deux AOC dans le même chais. Il a répondu « bon, bien d'accord, on le fait ». Mais je n'ai pas le droit de dire que j'ai agi sous influence ou sous la contrainte.

3 Avez-vous connu d'autres pratiques interdites ? Sur ce qui s'est passé avant ou après moi, je ne peux rien vous dire. Là, nous avions eu un objectif qualitatif. C'est tout. Jamais il ne m'a donné l'ordre de tricher, de trafiquer, de bidouiller. Ce n'était pas son style, et de toute façon je ne l'aurais pas fait.

Propos recueillis par Pierre Cherruau

L'indispensable respect des appellations contrôlées

Le prestige et le prix des grands vins français, aujourd'hui toujours croissants, font que toute affaire de fraude ou de malversation atteignant l'un

ANALYSE

Isolée ou non, tout laisse penser que cette affaire portera tort à la région dans son ensemble

d'entre eux vient, mécaniquement, jeter l'opprobre sur tous ceux de l'appellation, voire de la région. Le dossier du célèbre Château-Giscours, troisième cru classé de Margaux, est le dernier

en date d'une série de scandales qui agitent de manière récurrente les grands vignobles français. Si rien, en l'état des données disponibles, ne permet de conclure que les pratiques frauduleuses incriminées sont largement répandues dans le Bordelais, tout, en revanche, laisse penser que cette affaire portera tort à cette région qui, en dépit de la concurrence internationale, demeure la principale productrice de vins du monde.

Certains soutiennent aujourd'hui à Bordeaux qu'il ne faut voir dans ce scandale naissant que le fruit de certaines pratiques individuelles et familiales. Ils assurent que les pratiques illi-

cites reconnues ne sauraient entacher la réputation des principales appellations du Médoc, celle de Margaux au premier chef. Voir Le Bordelais comme la Bourgogne tirent leur puissance du concept d'appellation d'origine contrôlée (AOC). En la matière, la réglementation, drastique, est en vigueur depuis plus d'un demi-siècle, qui impose de respecter une série de contraintes géographiques, ampélographiques et physico-chimiques. Ne pas respecter, à la lettre, ce cahier des charges conduit à menacer la totalité de l'édifice.

RELÂCHEMENT DES PRATIQUES

Bordeaux le sait mieux que personne qui, il y a un quart de siècle, a payé au prix fort les pratiques condamnables de quelques-uns. La Bourgogne aussi, où certains ont cru pouvoir tirer de solides profits financiers en bafouant la tradition viticole de cette région. Et le Val de Loire jugeait il y a quelques semaines des pratiques de chaptalisation massives qui, à coup sûr, lui porteraient de graves préjudices.

Circoscrit à un domaine ou, plus gravement, symptôme d'un relâchement des pratiques bordelaises l'affaire de Château-Giscours vient rappeler que les grands vins français ne tirent leur célébrité que du respect d'une tradition séculaire aujourd'hui codifiée sous l'égide officielle de l'Institut national des appellations d'origine contrôlée (INAO). Cible de nombreuses critiques, alors que l'on ne cesse d'élargir la liste des aliments bénéficiaires d'une AOC, cet institut est-il encore en mesure d'assurer les missions dont il est chargé ?

Henri Tincq

Jean-Yves Nau

De la Marche pour Jésus à la Nuit de l'éthique : deux facettes du protestantisme

QUAND la Marche pour Jésus a traversé le Quartier latin, samedi 30 mai, veille de Pentecôte, les badauds sur les trottoirs se pincèrent pour le croire. Il y a trente ans, ici même, on défiait aux idées de Marx et de la Révolution. Aujourd'hui, derrière cinq camions équipés de sonorités, de trompettes et de batteries, en dansant et en chantant des gospels, en scandant des *alleluia* et des *hosannas*, près de cinq mille chrétiens évangéliques annonçaient l'imminence du Royaume : celui de « Jésus vivant », « Jésus roi des nations », « Jésus qui te cherche », « Jésus qui répond à tes souffrances », comme le certifiaient les banderoles et les slogans de cette étrange manifestation.

Perché sur l'un des camions, Bible à la main, un prédicateur s'égoïla derrière son mégaphone : « Parisiens, Jésus seul peut vous sauver ! » Et il implora : « Seigneur, sauve Paris ! Seigneur, sauve la France ! » A ses pieds, des femmes sautaient, dansèrent, se débattaient. Des ballons, marqués de *Jésus t'aime*, s'envolaient. A l'approche de la Sorbonne, le discours se fit plus vif : « L'Université, les grandes écoles n'enseignent plus la Vé-

rité. Elles ne parlent plus de Dieu. Elles ne transmettent plus que des connaissances académiques. Nous chrétiens, nous sommes gênés, empêchés de croire en Dieu. Frères, prions pour que l'Université revienne à ses fondements, à la Vérité, pour que les professeurs, les instituteurs laïques n'aient plus honte de Jésus-Christ notre Seigneur. » Devant le lycée Louis-le-Grand, une femme se signa et cria : « Au secours, les enfants des lycées ! ». Un groupe de jeunes filles pouffèrent de rire et lancèrent un sonnet : « Vive l'école laïque ! »

La Marche pour Jésus a lieu chaque année depuis 1987, le même jour, aux États-Unis, en Angleterre, en Allemagne, en Australie, au Japon, en Afrique, etc. Selon ses promoteurs français, elle aurait réuni, samedi, dix millions de fidèles à travers la planète. « Comme si on avait rempli vingt fois tous les stades de la Coupe du monde », exulte Judith Robertson. En France, plus d'une centaine d'Eglises de la mouvance évangélique, baptiste, charismatique avaient appelé à cette manifestation, mais la hiérarchie des Eglises protestantes et catholiques avait pris ses distances avec ce carnaval de la foi chrétienne. « Ce n'est pas

grave. Elles seront obligées, un jour, de nous rejoindre », se console l'un des organisateurs que ne désame aucune question gênante : « Seul Dieu a les réponses. »

« TRAVERSÉE CAVALIÈRE » EN 17 LEÇONS

A quelques centaines de mètres, au temple des Batignolles, vient de s'achever la Nuit de l'éthique, devenue également depuis une dizaine d'années le rendez-vous d'un protestantisme autrement plus intellectuel et exigeant. Assis sur un tabouret, près d'un piano, dans un sobre décor d'échelles, de caisses de bois et de projecteurs, Olivier Abel, professeur de philosophie à la faculté de théologie protestante de Paris, propose, en dix-sept leçons, « une traversée cavalière » de la morale, autour de thèmes comme le courage de vivre, la justice et le pardon.

Jusqu'à 5 heures du matin, puisant dans les ressources de la philosophie et de la théologie, d'Aristote à Levinas, de Thomas d'Aquin à Spinoza, il jongle avec les concepts. Il résume une année de cours à l'usage d'étudiants, de retraités, d'intellectuels en mal de révisions ou de recherches. Entre chaque

« veille » précisément minutée, Pierre Laus triait au piano, des chorégraphes, des poètes, des chanteurs prennent le relais, interprètent des duos du Moyen Âge, des *Lieder* de Schumann, des œuvres de musique polyphonique ou de Couperin. On passe des extraits d'Eisenstein, de Luc Besson, de Billy Wilder, on lit des poèmes de Dylan Thomas. Luttant contre le sommeil, certains jouent au puzzle ou au ping-pong. D'autres se restaurent ou s'allongent sur un sac de couchage.

D'année en année croît le succès de cette Nuit de l'éthique qu'Olivier Abel rapproche de la vogue des cafés philosophiques, des succès d'un André Comte-Sponville ou d'un Luc Ferry, du sursaut d'intérêt pour les questions morales, religieuses au détriment - ce qu'il regrette - de la politique. Pourquoi la nuit ? Parce qu'elle se prête mieux au mélange des genres littéraires, de l'étude, de la narration et de l'imaginaire. « C'est au déshébergement de la nuit personnelle, dit Olivier Abel, que cette Nuit de l'éthique voudrait inviter et encourager. »

2015 10 15 20

Le recteur de la Mosquée de Paris aurait été visé par les islamistes du GIA interpellés en France

Dalil Boubakeur est placé sous la protection de la police depuis un mois

Après l'opération de police des 26 et 27 mai, les enquêteurs ont acquis la conviction que Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, était

visé par un projet d'attentat. M. Boubakeur, porte-parole d'un islam modéré, est considéré comme proche du pouvoir algérien. Seize mil-

tants islamistes ont été mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ».

LE RECTEUR Dalil Boubakeur, cinquante-sept ans, était la cible privilégiée des activistes proches du Groupe islamique armé (GIA). Une tentative d'assassinat visant le dignitaire de la grande mosquée de Paris aurait été en préparation. Au terme de la garde à vue des cinquante-cinq personnes interpellées mardi 26 mai et mercredi 27 mai, dans toute la France (Le Monde du 27 mai), les enquêteurs ont acquis cette conviction. En tout, seize militants islamistes ont été mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », et certains d'entre eux, pour « possession de faux documents administratifs » et « séjour irrégulier » sur le territoire français par les juges d'instruction antiterroristes Jean-Louis Brugère, Gilbert Thiel, Laurence Le Vert et Jean-François Ricard. Ils ont tous été écroués.

Dès le début de l'enquête, les policiers ont pu rassembler des éléments qui révélaient les me-

naces pesant sur le recteur Boubakeur. Une perquisition menée en région parisienne à la suite du vaste coup de filet des 26 et 27 mai a notamment permis de découvrir dans le coffre d'une voiture un document daté de 1995 qui condamnait à mort Dalil Boubakeur. Entendus par les magistrats, certains des militants islamistes qui se présentaient eux-mêmes comme des comparses, des « petits soldats » confondus dans un rôle de coursiers ou de collecteurs de fonds, ont confirmé l'existence d'un projet visant à éliminer le recteur de la Mosquée de Paris. Il avait participé récemment aux cérémonies du cinquantenaire de la création de l'Etat d'Israël. Selon une source proche des milieux musulmans citée par l'Agence France Presse, la présence du recteur à la synagogue aurait été dénoncée dans des tracts distribués à la sortie de la Mosquée.

Depuis environ un mois, il bénéficie d'une surveillance et d'une

protection renforcée par les policiers des renseignements généraux de la préfecture de police (RGPP). Interrogé par Le Monde, lui-même a fait état de rumeurs et de menaces diffusées qui entouraient sa personne depuis un certain temps.

RAPPROCHEMENT

Par ailleurs, jeudi 28 mai dans la soirée, un proche du recteur, Mahjoub Bentebria, directeur de l'administration générale de la Mosquée, a été victime d'une agression dans le parking de son immeuble, à Paris. Deux personnes s'en sont violemment prises à lui, et l'ont blessé sans connaissance, avant de prendre la fuite. M. Bentebria perdant du sang en abondance, a été transporté jusqu'à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, où il a subi une intervention chirurgicale de quatre heures. Rien ne permet pour l'instant d'effectuer un rapprochement avec les menaces visant Dalil Boubakeur. La police a cependant pu constater que rien

n'avait été dérobé à Mahjoub Bentebria, semblant écarter la piste d'une simple agression crapuleuse. Nouvel homme de fort de la Mosquée, M. Bentebria a notamment eu la charge de restructurer et de former le personnel du centre religieux parisien, dont trois membres ont été, à son initiative, licenciés pour faute.

Les enquêteurs ne peuvent s'empêcher de faire le rapprochement entre les menaces visant le recteur Boubakeur, et l'assassinat le 11 juillet 1995 à Paris d'un religieux imam Abdelhak Sahraoui, proche du Front islamique du salut (FIS). Cette mort avait été le prétexte à la campagne d'attentats qui avait touché la France l'été et l'automne 1995. Mais, c'est vers la personnalité d'Abdallah Kinaï, « Cheikh Abdallah », cinquante-trois ans, que se concentre, aujourd'hui, l'intérêt des magistrats instructeurs. Tenu pour le responsable de la branche française du réseau islamiste lié au GIA (Le Monde du 28 mai), c'est lui qui avait pour mission de réactiver dans l'Hexagone les soutiens au GIA, mis à mal par les arrestations qui avaient précédé et suivi la campagne d'attentats de 1995.

Pascal Ceaux
et Henri Tincq

« Mon seul objectif est d'apaiser les tensions »

« JE SUIS un homme de paix », Dalil Boubakeur ne comprend pas qu'on ait voulu porter atteinte à sa vie. Né le 2 novembre 1940 en Algérie à Skikda (ex-Philippeville), arrivé

PORTRAIT

Homme de culture et d'ouverture, le recteur cherche à imposer l'idée d'un islam « français »

à Paris en 1957 avec son père, Si Hamza - éminent spécialiste du Coran, nommé recteur de la grande Mosquée par Guy Mollet -, cardiologue à la Pitié-Salpêtrière, il est élu à son tour, le 12 avril 1992, recteur de l'établissement vitrine de l'islam de France. Depuis, homme de culture et d'ouverture, Dalil Boubakeur se dépense pour imposer l'idée d'un islam « français », mais sans en prendre toujours les moyens les plus adéquats, ce qui lui vaut d'être l'une des personnalités les plus controversées de la communauté musulmane.

Les liens historiques et financiers de la grande Mosquée de Paris avec l'Algérie - aujourd'hui prétexte à la campagne anti-Boubakeur des islamistes - affaiblissent un organisme qui aurait dû devenir le pôle de regroupement et de représentation de l'islam de France. Si, succédant à deux diplomates algériens (Cheikh Abbas, Tedjini Haddam), le Français Dalil Boubakeur donnait satisfaction à la France, depuis il n'a jamais été en mesure de rompre le lien ombilical avec l'Algérie à qui son père, en 1982, avait cédé le contrôle de la Mosquée. Il n'a pas non plus réformé les statuts d'association privée (société des ha-

bous) qui font aussi de cet établissement une lucrative affaire familiale.

Les efforts d'assainissement financier conduits par le recteur Boubakeur (sans un seul licenciement économique) ont permis de réduire à 50 % la participation du ministère des affaires religieuses d'Algérie. Mais des « fonctionnaires » de la Mosquée et une cinquantaine d'imams exerçant en France sont toujours détachés par l'Algérie. « C'est une situation dont j'ai hérité », plaide aujourd'hui Dalil Boubakeur, attaché à la formation et au recrutement d'imams en France pour mettre fin aux détachements et « aux imams autopromus qui sont la plaie de la communauté ».

A l'entendre, ses liens avec l'Algérie s'arrêtent là : « Je ne connais rien au pouvoir en Algérie. Je ne connais pas les dirigeants de ce pays, encore moins les responsables de son armée », déclare-t-il au Monde, avant d'ajouter : « Je déplore la situation en Algérie, mais je ne suis pas impliqué. Je ne reçois d'ordres de personne. Mes interlocuteurs sont les pouvoirs publics en France, un point c'est tout ». Alors pourquoi serait-il devenu la cible des islamistes ? « Connaissez-vous un seul recteur de la Mosquée de Paris qui n'ait été une cible évidente, compte tenu de la notoriété et du prestige de la Mosquée qu'il dirige ? »

La plupart des efforts que Dalil Boubakeur entreprend pour faire l'unité de la communauté et prendre ses distances avec la tutelle algérienne ne sont pas couronnés de succès. Il crée une Coordination des musulmans de France, rédige une Charte de l'islam de France, mais toutes ces tentatives fédéralistes demeurent des coquilles

vides. D'autres formés de regroupement (Fédération nationale des musulmans de France, Union des organisations islamiques de France, plus récemment le Haut-Conseil des musulmans de France) s'opposent à ce qu'ils perçoivent, souvent à tort, comme une volonté hégémonique de la Mosquée de Paris.

CADEAU EMPOISONNÉ Faute de moyens, Dalil Boubakeur se montre aussi incapable de sortir de la paralysie l'Institut musulman de la formation et de l'enseignement, pour en faire, selon le vœu de tous les gouvernements de droite comme de gauche, le haut lieu de l'islam intellectuel et de la formation des cadres de la communauté. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, lui fait un cadeau empoisonné en agréant la Mosquée de Paris, dans un arrêté en 1994, comme organisme religieux unique chargé d'habiller les sacrifices de viande halal et de percevoir la dime sur l'abattage rituel. Toute la communauté se lève contre ce privilège, mais bloque ainsi le seul moyen de trouver un financement de la communauté compatible avec les lois laïques.

Depuis, Dalil Boubakeur cherche à rompre son isolement, va à la rencontre de ses fidèles dans toute la France, défend partout (récemment en Malaisie) un islam compatible avec la laïcité, none des rapports avec les représentants des communautés chrétienne, juive, bouddhiste : « Mon seul objectif, dit-il encore au Monde, est d'apaiser les tensions. Je suis contre tous les intégrismes. L'intégrisme est une folie ».

H. T.

Les sans-papiers occupent un temple protestant à Paris

MANIFESTATIONS et occupations d'églises ont ponctué le dimanche 31 mai, date fixée pour la fin de l'examen des demandes de régularisation des étrangers sans papiers. A Paris, les quelque 200 personnes, en majorité des Turcs et des Chinois, qui occupaient depuis le 16 mai le foyer protestant de la rue de l'Avre (15^e), ont quitté les lieux pour investir le temple de Béthanie, rue des Pyrénées, dans le 20^e arrondissement. Ils demandent « le réexamen de tous les dossiers rejetés et la régularisation de tous ceux qui en ont fait la demande ». Dans l'après-midi, quelques centaines de personnes ont manifesté sur l'esplanade de Bercy, à l'appel d'un autre « collectif » parisien de sans-papiers. La veille, au Havre, environ 600 personnes ont défilé pour réclamer la régularisation des Africains qui occupent l'église Saint-Pierre. Le pasteur Michel Bertrand, président du Conseil national de l'Eglise réformée de France, qui doit rencontrer Lionel Jospin mardi, a souhaité, dimanche, que « l'ensemble » de son Eglise apporte son aide aux paroisses occupées par des sans-papiers. De son côté, Claude Bartolone, ministre délégué à la Ville, a déclaré préférer « une règle du jeu plutôt que de continuer à laisser croire que les frontières peuvent être ouvertes et voir la misère s'accumuler ».

DÉPÊCHES

■ **ORAGES** : un pompier volontaire a été tué dans l'accident d'un véhicule de secours, samedi 30 mai au soir près de Salsigne (Aude), alors qu'un violent orage s'abattait sur la région de la Montagne Noire, provoquant l'inondation de nombreux sous-sols. Dimanche, c'est en Franche-Comté que de violents orages, accompagnés de forts vents et de grêle, se sont abattus, provoquant des dégâts matériels. Dans l'Ardèche, l'état d'alerte a été décrété par la préfecture à la suite des fortes précipitations.

■ **ROUTE** : quatorze personnes ont été blessées, dont neuf grièvement, samedi 30 mai au matin, lorsqu'une voiture a heurté un groupe d'une vingtaine de cyclotouristes arrivant en sens inverse sur une route départementale à Saint-Alban (Côtes-d'Armor). La conductrice a été mise en examen pour « coups et blessures involontaires ».

■ **EXPLOSION** : une femme a été très grièvement brûlée et trois autres personnes plus légèrement intoxiquées, dimanche 31 mai au soir, lors d'une explosion au gaz dans un immeuble à Nice. La violente déflagration a fait voler en éclats des vitres et endommagé trois voitures.

■ **VIOLENCE** : deux cocktails Molotov ont été lancés, samedi 30 mai, contre la villa de Jean Mouton, président (UDF-FD) du conseil général de la Drôme, endommageant légèrement la façade et un véhicule. Les enquêteurs estiment que ce geste fait suite aux déclarations de M. Mouton, également maire de Pierrelatte, qui avait « manifesté un certain courroux à l'égard d'une frange de la population maghrébine » après des dégradations commises par des jeunes de la ville.

CARNET

Naissances

Sham et Sami GIBKILI ont l'immense joie d'annoncer la naissance de
Chloé et Marc,
le 22 mai 1998.

44, rue de Crouxault,
75015 Paris.

Anniversaires de naissance

- 2 juin 1998 : soixante ans !

Cher Jean-Marie.

Nous te souhaitons un joyeux anniversaire !
Christine,
Marie-Christine, Christian,
Adeline, Maon, Lucie,
Laurence, Arjen et Brice.

Mariages

Pascale FABRE
et
Philippe KRIDELKA
ont la joie d'annoncer leur mariage, à
Vielles-Saint-Gilles (Landes), le 30 mai 1998.

Ambassade de Belgique à Varsovie,
Ul. Senatorska, 34,
PL-00-095 Varsovie (Pologne).

Décès

- Mexico, 23 mai 1998.

Les nombreux enfants, petits-enfants,
arrière-petits-enfants de

Gertrude BIDAULT-LESORT,

font part dans la peine et l'espérance de son retour à Dieu.

S'adressant à eux, les familles Paul-André, Xavier et Gonzague Lesort, Chamussy, Sibérin-Blanc, Dhavernas, Guyot, Kervella.

Chamussy,
18, rue du Refuge,
78000 Versailles.

Anniversaires de décès

« Elle est retrouvée
Quoi ? L'Eternité !
C'est la mer à l'aise
Avec le soleil »
Arthur Rimbaud.

En souvenir de

Gérald,

si loin, si proche.

soudroyé à cinquante et un ans,
le 2 juin 1997.

Il nous manque tant !
Sa femme et ses trois enfants.

CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Assemblées générales

LANGUES ORIENTALES
Les Anciens Elèves et Amis des Langues O sont invités à la prochaine assemblée générale de leur association, qui se tiendra le lundi 8 juin 1998, à 18 heures, dans les salons de l'Inalco, 2, rue de Lille, Paris-7.
Rapport moral et financier.
Adoption du règlement intérieur.
Mot du président de l'Inalco.
Renouvellement du conseil.
Questions diverses.

L'Ecole de voile d'Erquy invite ses adhérents à l'assemblée générale du vendredi 12 juin, à 19 heures, salle des fêtes d'Erquy.

Ordre du jour :
Rapport moral du président.
Bilan d'activités 1997.
Rapport financier 1997.
Rédaction du tiers sortant.
Questions diverses.

Le président, Olivier Boyon.

ASSOCIATION AMIS DE L'ORIENT
- Assemblée générale mardi 9 juin 1998, à 17 h 30, EFEO, 22, avenue du Président-Wilson, Paris-16^e.

SOUTENANCES DE THÈSE
67 F HT la ligne
Tarif Etudiants 98

Expositions

Exposition de peinture
Malik ARIAS-ARRANZ
Galerie Art Présent,
79, rue Quincampoix,
75003 Paris,
jusqu'au 5 juin 1998,
de 13 heures à 19 heures.

Formation continue

UNIVERSITÉ BLAISE-PASCAL
DESS Tourisme d'espaces
3^e cycle bac-5

Un diplôme national de haut niveau est ouvert aux titulaires de bac-4, ou bac-2 minimum et cinq ans d'expérience professionnelle par procédure de validation d'acquis.

Renseignements sur les modalités d'accès et le calendrier des enseignements :
Université Blaise-Pascal,
Secrétariat des formations touristiques,
24, avenue Carnot,
63000 Clermont-Ferrand.
Tél. : 04-73-40-63-80.
Fax : 04-73-40-61-11.

Communications diverses

- Maison de l'Hebreu : dix cours individuels, pour pratiquer la Bible et parler l'hébreu. Professeur Benaïss : 01-47-97-30-22.

Partez en vacances avec Le Monde

FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT VOS VACANCES :

• Retournez ce bulletin au moins 10 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la page 1 de votre journal).

• Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES.

Retournez-nous au moins 10 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

FRANCE	FRANCE
12 numéros (12 m)	129
12 numéros (12 m)	129
12 numéros (12 m)	129
12 numéros (12 m)	129
12 numéros (12 m)	129
12 numéros (12 m)	129
12 numéros (12 m)	129
12 numéros (12 m)	129
12 numéros (12 m)	129
12 numéros (12 m)	129

Date et signature obligatoires :

Vous êtes abonné(e) :

Votre numéro d'abonné (impératif) : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Commune de résidence habituelle (impératif) : _____

□ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant) :

du : _____ au : _____

□ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement) :

du : _____ au : _____

Votre adresse de vacances :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Vous n'êtes pas abonné(e) :

Votre adresse de vacances :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Votre règlement : □ Chèque joint □ Carte bancaire n° : _____

• Pour l'étranger, nous consulter.

Le Monde - 100 rue de la Harpe - 75005 Paris - Tél. : 01-42-17-21-36 - Fax : 01-42-17-21-36

Découvrez-le.

avec :

Philippe Decouffé
rédacteur en chef invité,
Philippe Brenot,
Belinda Cannone,
Noëlle Châtelet,
Merca Cunningham,
Ariette Farge,
Olivia Grandville,
Lydie Salvayre,
Jean-Didier Urbain,
Jocelyne Vaysse,
Georges Vigarello...

« Vivre. Est-il encore possible d'être bien dans son corps quand la société agresse, corsete, contraint ? » Exalter. L'amour, la fête, les vacances. Quand le corps même la danse... Comprendre. A l'école, les déplacements corporels ont-ils disparu ? Découvrir. Le métier de prof de gym a bien changé. Portrait.

Et aussi :

« La folle des rapports à l'éducation nationale » Comment sauver les banlieues ? La méthode du thérapeute Charles Rojzman « Peut-on encore travailler dans la culture ? » Voyage en Emilie-Romagne, le pays où naquit le théâtre à l'italienne « Sports : l'amateurisme est-il encore possible ? »

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 30 F

HORIZONS

ENQUÊTE

En Côte d'Ivoire, le recours aux jeunes filles mineures pour les tâches domestiques est monnaie courante. Contrecoup du chômage, de la misère des familles rurales et de l'appauvrissement des fonctionnaires, l'exploitation des fillettes est au cœur d'une stratégie de survie des adultes

AWA a onze ans. C'est une petite fille boulotte, serrée dans une robe de paille à l'effigie de Félix Houphouët-Boigny, une loque qui a dû être taillée du vivant de l'ancien président. On est au milieu de l'après-midi, dans les locaux de l'Association ivoirienne pour la défense des droits des femmes (AIDF). Awa fait une pause, la seule de la journée. Son visage d'adulte ne s'anime pas quand elle répond aux questions : « Le matin, je me lève à 6 heures. Je balaie la cour, je balaie la cuisine. Après je lave les enfants. Ils ont six mois et cinq ans. J'accompagne le grand à l'école et je surveille le bébé. Je gagne 6 000 francs CFA (60 francs français) par mois. Ça fait huit mois que je fais ça. Je voudrais aller à l'école. »

Personne ne sait combien Abidjan, la capitale économique ivoirienne, compte de petites bonnes. Presque tous les foyers qui abritent une personne salariée ont recours au travail domestique. Certains emploient des adultes, mais l'immense majorité préfère recruter de très jeunes filles, souvent des enfants, en brousse. Awa a grandi - et encore, pas tant que ça - à Toubou, au nord de la Côte d'Ivoire. Elle n'est jamais allée à l'école. Un jour, son père l'a envoyée chez ses grands-parents, à Abidjan. Là, on lui a trouvé une place de bonne.

« Souvent, elles ne perçoivent pas de salaire. Les employeurs invoquent les liens familiaux ou villageois pour justifier ce travail gratuit »

Constance Yai, la présidente de l'AIDF. D'abord, par leur travail salarié, qui leur ouvre le mariage, ensuite, par le travail gratuit au service de leur mari.

Mais les projets de mariage, la tentation de l'aventure urbaine ne sont plus que des motivations secondaires. Les parents qui placent leur petite fille à Abidjan, les employeurs qui prennent une petite bonne le font avant tout pour pouvoir survivre, pour faire face au casse-tête économique infernal qu'est la vie en Afrique de l'Ouest. La crise des années 80, qui a culminé avec la dévaluation de 50 % du



Les corvées des petites bonnes d'Abidjan

grès à faire. Les parents de familles nombreuses sont trop heureux de caser un enfant, surtout s'il s'agit d'une fille. On peut espérer employer les garçons aux champs. Leurs sœurs, au contraire, ont vocation à quitter le foyer. Dans la plupart des communautés, il faudra aussi les doter.

La dot, ou la constitution du trousseau, sont à l'origine de la généralisation de l'emploi salarié des petites filles. En Côte d'Ivoire, l'archétype de la petite bonne vient du nord-est du pays, elle est abron, l'équivalent équatorial de la petite Bretonne de la Belle Époque, que l'on recrutait à sa descente du train, gare Montparnasse. Hugues Ouizun-Bi, sociologue, vient de réaliser une étude pour le Bureau international catholique de l'enfance (BICE). Il explique ce qui motivait à l'origine le départ des petites Abrons vers Abidjan : « La jeune fille devait présenter un trousseau lors de son mariage, une valise bien garnie, des pagnes. Si elle ne se changeait pas au moins deux fois dans la journée de son mariage, elle faisait honte à sa famille. » Il s'agissait donc d'économiser sur le maigre salaire de bonne, de façon à revenir au village en temps et en heure, puisque la tradition abron veut que toutes les filles de la même génération se marient simultanément.

Mais aujourd'hui, moins de 20 % des filles mènent ce projet à bien. Selon Hugues Ouizun-Bi, elles préfèrent malgré tout rester à la ville. Certaines ne parviennent pas à

franc CFA, en janvier 1994, a frappé aussi bien les campagnes que les milieux urbains.

Dans les villages, la chute du cours des matières premières (essentiellement le café et le cacao, pour la Côte d'Ivoire) a fait régresser la scolarisation dont le coût est devenu insupportable, pendant que la régression de la couverture médicale mettait encore un peu plus les familles à la merci du moindre ennui de santé. La reprise économique de ces trois dernières années a d'abord fait sentir ses effets dans les campagnes, mais il faudra sans doute encore attendre pour qu'elle infuse sur l'œil des fillettes vers les villes.

La dévaluation, l'ajustement structurel ont d'abord frappé les salariés urbains. Les fonctionnaires ont perdu leur emploi ou vu leur pouvoir d'achat amputé de près de la moitié, les artisans ont vu leurs marchés s'évanouir. Les paysans ont alors cherché à rentabiliser leurs domestiques. « Le cas classique, explique Joseph Kokou, directeur de l'Association ivoirienne pour la défense des droits des femmes (AIDF), est celui du fonctionnaire qui achète un congélateur. Il fait confecturer des sachets d'eau glacée ou de sirop, et la petite va le vendre dans la rue quand elle n'a rien à faire à la maison. » Comme l'explique ironiquement Constance Yai, « c'est aussi grâce aux petites bonnes que les femmes ivoiriennes s'émancipent ».

Les plus rentables sont les « enfants placés ». Souvent, les petites

domestiques ne perçoivent pas de salaire. Les employeurs invoquent les liens familiaux ou villageois pour justifier ce travail gratuit. Marie-Josée K. emploie des petites bonnes depuis des lustres. Aujourd'hui, elle en a trois à son service : une Burkinabé de dix-huit ans, qui aide au ménage, « mais je ne vais pas la garder, elle discute et ne reconnaît pas quand elle a tort ». La deuxième, une Ivoirienne, a quinze ans. Elle met de l'eau glacée en sachets à longueur de journée, pour 15 000 francs CFA par mois (150 francs français). La troisième, dix ans, « n'a pas de salaire. Elle vient de mon village, vers Dimbokro, c'est ma nièce ».

Toutefois, Marie-Josée n'aime pas avoir recours à de trop jeunes filles : « On ne peut pas les éduquer à notre manière. Si tu n'es pas leur parent, le voisinage parle quand tu es trop dur avec les petites. »

Rachel, quatorze ans, raconte : « Quand je gîte (casse) quelque chose, ma patronne me frappe. » La pratique des coups est si répandue, que la station de radio abidjanaise a récemment consacré une émission de conseils. L'animateur recommandait de ne pas battre les petites bonnes, par peur d'une vengeance. Ce sont elles qui préparent la nourriture, elles qui gardent les enfants, elles peuvent se faire justice en empoisonnant la famille, ou en martyrisant à leur tour les enfants, expliquait-on aux auditeurs. Tous connaissent la légende noire qui entoure les petites bonnes, né-

gèrement accusées d'être voleuses, menteuses ou séductrices. Les employeurs redoutent aussi la servante voleuse de mari. « C'est un problème, ça. Soit elle ne s'entend pas avec ton mari et c'est impossible, soit elle est trop gentille avec lui et elle te le vole », reconnaît Marie-Josée K. qui ajoute aussitôt : « Mais je n'ai jamais connu ce problème. »

L'ambiguïté du statut des petites bonnes - parentes pauvres ou employées de maison -, leur isolement, leur manque d'éducation et les fantasmes qui les entourent leur font courir de terribles dangers. Régulièrement, les journaux abidjanais relatent des crimes dont ont été victimes ces enfants. Le dernier en date est rapporté par *Soir Info*, un quotidien à sensations, sous le titre « Le fils viole la bonne, son père le fait emprisonner ». L'article raconte comment une jeune fille a été violée par le fils aîné de la maison, à quatre reprises, sur une période de deux mois, avant que le père de famille - démarche exceptionnelle, voire inédite - ne se décide à dénoncer le coupable à la police. Mais dans la majorité des cas, ces violences restent impunies.

Il est fréquent que, arrivées à l'âge adulte, les jeunes filles tentent d'échapper à leur servitude. Isabelle a vingt ans. Pendant huit ans, elle a travaillé gratuitement chez une femme qui était venue la chercher dans son village, près de Bouaké, au centre de la Côte d'Ivoire. La jeune fille se souvient de sa joie au moment du départ, des trois premières

années pendant lesquelles elle n'a pas vu ses parents, et de son premier retour dans sa famille : « J'ai demandé à ma mère de rester, mais elle m'a répondu qu'elle n'avait pas grand-chose pour s'occuper de moi. » Isabelle est retournée à Abidjan, jusqu'au jour où elle a commencé à prendre des cours de couture et d'alphabétisation à la paroisse Sainte-Bernadette de Marcori, le quartier résidentiel où elle travaille.

Ces cours sont organisés par le BICE, et le curé de Sainte-Bernadette incite ses paroissiennes à y envoyer leurs petites bonnes. La pression morale qu'exerce le prêtre est efficace, puisqu'elles sont plus de soixante-dix à suivre une formation destinée à leur donner un peu d'autonomie. Isabelle vient de franchir le pas, elle a avoué à sa « tante » qu'elle ne voulait plus travailler : « Elle répond que je suis de sa famille quand je lui demande pourquoi elle ne me paie pas. Alors je lui ai dit qu'elle serait seulement ma tante et que je chercherais un travail ailleurs. » Depuis, la vie de la jeune fille, qui habite toujours chez son ex-patronne, est devenue intenable : « Elle se fâche sans cesse, elle dit que mes parents ne sont rien. »

Après le premier emploi, qui leur a souvent volé leur enfance et leur adolescence, beaucoup de petites bonnes cherchent une autre place, mieux rémunérée. Elles se retrouvent alors à Bracodi-Bar, un quartier du grand faubourg popu-

laire d'Adjamé. Avec ses étals mités, ses jeunes filles qui attendent des journées entières un hypothétique employeur, ce marché aux petites bonnes est parfaitement sordide. Des intermédiaires y recueillent l'inscription des candidates, moyennant 2 500 francs CFA (25 francs français).

En fait, les jeunes filles qui ont recours aux agences de placement de Bracodi-Bar sont moins à plaindre que les enfants placés. Elles sont toutes rémunérées et bénéficient de la collaboration engagée par le BICE avec certaines de ces agences. En échange d'une assistance juridique, ces dernières s'engagent à respecter quelques-unes des dispositions légales : ne pas proposer les services de filles de moins de quinze ans ; ne pas signer de contrat à leur place ; exiger le consentement des parents ou d'un tuteur légal. Il reste encore à payer les petites bonnes au salaire minimum (environ 36 000 francs CFA), à leur donner un jour de congé hebdomadaire. Ce n'est pas seulement une question d'argent. « Les domestiques ivoiriennes ne sont correctement payées que lorsqu'elles sont prises en charge par une société ou une administration, explique Constance Yai. Dès que des particuliers les salarient sur leurs fonds propres, ils sont maltraités. Ces pratiques reflètent aussi la place que nous donnons aux enfants au sein de nos familles. »

Thomas Sotinel
Dessin : Maja

par Alain Bauer

L'univers virtuel permet à des enfants
de vivre dans un monde parallèle,
où les actions, même les plus meurtrières,
n'ont jamais de conséquences

Corruption et politici-
semble y faire assez de
ses dernières années,
dévèraient sur le y
menées sommes d'
ments étrangers direct
Jackets, scandales au
vations... tandis qu'
teurs, économiques
étaient au beau fixe,
pour bien des Hongrois
chose de déléterer dans

Viktor Orban, le che
présentait pour deve
ministre, a trente-quin
cuse le chef du gouver
tant. Gyula Horn, 50
ans, de manquer de
riques », d'avoir cher
tenir l'influence des
ratchiks dans l'éco-
médias, la culture ». L
est fort entre les deu
D'un côté, le jeune y
D'un certain charisme
ses amis étudiants ei
gnait, par le passé, d
midots ou brandissa
comme symbole de
d'un régime commun
on a pu prêter l'intent

Inde-Pakistan : la dynamique d'une crise

LE PRINCIPAL RESPONSABLE scientifique du programme nucléaire indien, A.P.J. Abdul Kalam, que l'on a beaucoup vu ces derniers jours, dans l'extase de son succès, est un musulman tamoul, du sud de l'Inde ; le véritable père du programme nucléaire pakistanais aura été le grand physicien Abdus Salam, professeur dans la lointaine Trieste et Prix Nobel, aujourd'hui décédé. Ce dernier ne serait plus musulman, en revanche, car le mouvement Ahmedî, auquel il appartenait par tradition familiale, a été exclu de la communauté des croyants par les autorités religieuses sunnites pakistanaises. Simple paradoxe un peu inaperçu ou véritable énigme productrice de sens pour peu qu'on la déchiffre ? Toute la question est là, lorsqu'on veut aborder au fond la nucléarisation progressive de l'Asie du Sud.

Si l'on en demeure sur le plan des principes généraux, il n'y a en effet pas grand débat : deuxième pays de la Terre après la Chine pour sa population, l'Inde doit à son statut encore colonial en 1945 d'avoir raté son entrée comme membre permanent du Conseil de sécurité à la

fondation des Nations unies. Avec tout le respect que l'on doit aux souffrances de la Chine à la même époque, force est de constater qu'elle n'avait pas contribué militairement à la hauteur des peuples de l'Inde et du futur Pakistan à la victoire des Alliés. En témoignent les cimetières militaires indo-britanniques éparpillés de l'Italie à la Birmanie. Or cette promotion méritée de l'Inde lui eût assuré *ipso facto* un droit d'accès tacite, plus tard, à l'arme nucléaire dès lors que les cinq membres permanents actuels en détenaient le monopole légal.

La guerre froide, la partition de 1947, ainsi qu'un contestable ressentiment antibrannique lui ont peu à peu fait perdre tous les soutiens possibles pour une entrée amiable et progressive dans le club des puissances nucléaires. Il faut donc forcer la porte, dans les années 70, en détournant une filière civile canadienne puis en cajolant une Union soviétique en plein affrontement stratégique avec l'Inde, pour que l'Inde parvienne à ses fins, mais dans la honte et l'humiliation nationale d'être traitée en contre-

venant. Les événements de ces derniers jours viennent donc de rétablir l'honneur indien mis à mal. C'est précisément ce que voulait le premier ministre national-hindouiste Vajpayee, parfaitement conscient de l'étroitesse de sa marge de manœuvre intérieure dans tous les autres domaines. On peut déplorer la courtoisie électorale et parlementaire des nationalistes du Bharatya Janata Party (BJP). Mais il ne faut pas s'y tromper : la victoire nucléaire indienne n'est pas celle d'un parti ou d'une conception du monde ; c'est celle de tout un peuple, particulièrement de ces grands serviteurs ascétiques de l'Etat à la commission de l'énergie atomique que sont Chidambaram et Abdul Kalam, qui ont tout sauf l'air d'électeurs du BJP.

En Inde, les apparences comptent pour beaucoup. Naipaul rappelle que dans ses Mémoires que Gandhi conserve de son arrivée en Angleterre est le sentiment de confusion et de ridicule qu'il éprouve à débarquer en complet crême, alors que le climat des lieux exigeait évidemment la tenue sombre de l'ignominie pour un futur avocat au barreau de Londres.

Le problème existentiel - et vestimentaire - du mahatma ne sera définitivement réglé que lorsqu'il aura adopté les pils sommitaires de la tenue du Sadhu, du sage traditionnel, pour devenir ce « *fakir nu* » que dénonçait Churchill, désormais vestimentaire britannique. Il faut bien comprendre que, pour l'Inde entière, les protocoles de non-prolifération qu'on souhaiterait lui imposer seront tournés de la même manière, tout comme elle a feint, en adoptant le *sartana* traditionnel, de rejeter la « *sartana splendide* » du Raj britannique.

PAUVRE NUCLEAIRE

Aura-t-on davantage de chance avec le Pakistan mal-aimé, qui multiplie à son tour les essais nucléaires ? Ici aussi, peu de choses auront changé dans les attitudes fondamentales des élites locales depuis 1947. Comme de jeunes historiens indiens commencent à le comprendre, la séparation intervenue entre les deux communautés, séparation célébrée ou déplorée, n'a rien résolu : à certains égards, elle se poursuit à ce jour, au Cachemire, par exemple ; à d'autres, elle se trouve remise en cause par les évolutions des deux pays en bougeant les lignes de front de manière singulière, chez les sikhs du Pendjab indien ou chez les mohajirs de Karachi.

Dans l'affaire, les musulmans n'ont en rien modifié leurs objectifs depuis six décennies : ils veulent ce qu'ils appelaient déjà, dans l'Inde britannique, la parité avec les hindous. A présent, cette parité est simplement devenue nucléaire. La plupart des musulmans de l'Inde, du Bangladesh et du Pakistan lui-

même se sentiront d'autant plus à l'aise dans leur identité fondamentalement hindoustanie qu'ils sauront les Indiens incapables d'imposer, dans tout le sous-continent, un modèle unique de société - quels qu'en soient les mérites - par la force.

Voici donc pourquoi le dilemme est aussi complet et irréductible : dans cette civilisation blessée, pour reprendre l'épithète profonde que lui a conférée Naipaul, l'aspiration de l'Inde à sa juste place, l'aspiration de ses musulmans à la parité sont des exigences non négociables, également fondées en raison par une histoire douloureuse qui est source de leur légitimité contradictoire. Il sera vain de s'épuiser à brouiller les cartes, les bombes atomiques sont là pour rester. Clinton ne fera pas mieux que Mounabatten en d'autres circonstances pour imposer un ordre aseptisé qui ne conviendra à personne.

Peut-on dès lors imaginer une autre politique, qui permette au moins d'éviter une catastrophe toujours possible ? C'est ici qu'il faut revenir aux deux frères en esprit, Abdus Salam et Abdul Kalam, que l'on pourrait croire issus d'un conte de Salman Rushdie. L'un a voulu donner la bombe au Pakistan pour éviter que, par peur de l'Inde, il ne bascule un jour dans le militarisme intégriste et ne persécute la confrérie de ses parents. L'autre a voulu donner la bombe à l'Inde pour faire cesser une fois pour toutes le soupçon de trahison patriotique qui pèse sur ses coreligionnaires. Le hasard veut qu'aujourd'hui les ahmedis aient été excommuniés officiellement de l'islam au Pakistan et qu'en Inde gouvernement des hommes qui veulent dénier à la communauté musulmane les droits civils particuliers dont elle jouit depuis toujours.

Pourquoi ne pas utiliser la dynamique actuelle de la crise pour offrir une sortie par le haut aux deux pays ? Accepter leur entrée, certes négociée, dans le club des puissances nucléaires à la seule mais impérative condition que s'ouvre une conférence permanente de la paix entre Delhi et Islamabad, débouchant sur un début de réconciliation politique, économique, culturelle mais, bien sûr, pas encore militaire de l'Asie du Sud.

Une fois vidées les querelles de fond, la possession d'une panoplie stratégique complète par l'Inde et d'une dissuasion minimale par le Pakistan ne constitue plus cette machine infernale qui inspire tant de craintes à la communauté internationale. Si demain un Cachemire indivisible redevenait le pays des pandits hindous et des soufis musulmans unis dans le souvenir du bouddhisme qui les y a précédés, ne pourrait-on dire alors que la sérénité retrouvée de Srinagar valait bien les bombes d'Abdus Salam et d'Abdul Kalam ?

Alexandre Adler pour le Monde

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Une grève de trop

POUR être légitime, la grève doit être menée avec un certain sens des responsabilités. Les routiers l'ont compris, en repoussant à septembre toute nouvelle action revendicative. Pas les pilotes d'Air France. En décidant, avec un mot d'ordre de grève de quinze jours à partir du 1^{er} juin, de prendre en otage le Mondial, ils mettent en jeu davantage que la simple défense de leurs intérêts. C'est l'image de leur compagnie, partenaire officiel du tournoi, et celle de la France qui s'en trouvent entachées.

Les pilotes n'ont pas tous les torts. On peut s'étonner qu'il faille être, pour ainsi dire, à la veille de la Coupe du monde de football pour entendre les appels au dialogue lancés par le ministre des transports, Jean-Claude Gaxotte. Le niveau de leurs rémunérations n'interdit bien entendu pas aux pilotes d'avoir des revendications salariales. Encore faut-il que leur combat soit justifié. Cela ne semble pas être le cas. Que leur demande la direction d'Air France ? Ni baisse sans compensation de salaire, ni licenciements, comme l'affirment certains représentants du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), majoritaire, mais l'échange d'une partie de leur salaire (à hauteur de 15 %) contre des actions de la compagnie, qui doit être introduite en Bourse à l'automne, ou, à défaut, une évolution plus lente de leurs rémunérations, pour contribuer à l'objectif d'économies que s'est fixé la direction de l'entreprise. Il n'est pas illégitime de de-

mander un effort aux pilotes. Les autres personnels d'Air France ont été plus mis à contribution et l'ont accepté. Les contribuables aussi l'ont accepté : depuis 1993, l'Etat a injecté 20 milliards de francs dans la compagnie. Cette aide, autorisée par Bruxelles, ne pourra pas être renouvelée. Ces efforts conjugués ont permis à Air France d'adhérer en 1997 un bénéfice de 1,8 milliard de francs après sept ans de pertes.

Les pilotes prennent précisément prétexte de ce bénéfice pour refuser l'effort qui leur est demandé. Oublient-ils que le redressement d'Air France, lourdement endettée, est fragile et que quinze jours de grève suffisent à anéantir ce résultat ? D'autres compagnies aériennes - non des moindres : PanAm, TWA - ont péri. Le monopole n'existe plus dans le secteur aérien.

L'obstination des pilotes est d'autant moins compréhensible que leur effort contribuerait à financer un ambitieux programme de croissance, condition impérative pour assurer un avenir dont ils seraient les premiers bénéficiaires. Les 40 milliards de francs d'investissements prévus par la compagnie sont destinés essentiellement à l'achat de 70 nouveaux avions avec, à la clé, 600 embauches de pilotes.

Les pilotes reviendront-ils à la raison ? Pour cela, il faut qu'ils acceptent de contribuer au sauvetage de leur entreprise, comme les autres catégories de personnel l'ont fait avant eux. Sinon, les Français finiront par penser que la grève est une chose trop sérieuse pour être laissée aux pilotes d'Air France.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombant
Directeur : Jean-Marie Colombant ; Directeur général : Noël Jean Bergeyrou ; Directeur général adjoint :
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé
Rédacteur en chef : Jean-François Besset, Pierre Gascar, Laurent Gaudes, Irène Vassilakou, Michel Kohnen, Bernard Le Goff
Directeur artistique : Dominique Ruysser
Rédacteur en chef technique : Eric Aron
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Médiateur : Thomas Renard
Directeur exécutif : Eric Platon ; Directeur délégué : Anne Chassebois
Conseiller de la direction : Alain Kella ; Directeur des relations internationales : Daniel Vermet
Conseil de surveillance : Alain Min, président ; Gérard Corrois, vice-président
Autres directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1949), Jacques Faure (1949-1953), André Laurens (1953-1955), André Fontaine (1955-1991), Jacques Lescourat (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 960 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beau-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Press, L'Espresso, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Les gens par Kerleroux



Renouveau hongrois, inquiétudes magyares

Suite de la première page

Corruption et politique avaient semblé y faire assez bon ménage, ces dernières années, alors que se déversaient sur le pays d'immenses sommes d'investissements étrangers directs. Bombes, rackets, scandales autour des privatisations... tandis que les indicateurs économiques de base étaient au beau fixe, il y avait, pour bien des Hongrois, quelque chose de délectable dans l'air.

Viktor Orban, le chef de Fidesz, pressenti pour devenir premier ministre, a trente-cinq ans. Il a accusé le chef du gouvernement sortant, Gyula Horn, soixante-cinq ans, de manquer de « valeurs civiques », d'avoir cherché à maintenir l'influence des « vieux apparatchiks dans l'économie, les médias, la culture ». Le contraste est fort entre les deux hommes. D'un côté, le jeune yuppie, doté d'un certain charisme, qui, avec ses amis étudiants en droit, signait, par le passé, dans des *samizdat* ou brandissait l'orange comme symbole de l'absurdité d'un régime communiste auquel on a pu prêter l'intention de pou-

ser ce fruit sur les rives du lac Balaton... De l'autre, le briscard pragmatique de la scène politique, ancien ministre des affaires étrangères du dernier gouvernement communiste, converti, à cinquante ans passés, à l'économie de marché.

Ce qui est sorti des urnes est un véritable changement de visage pour la Hongrie. Comment Viktor Orban va-t-il gouverner ? La question est d'importance, au moment où sont engagées les négociations d'adhésion à l'Union européenne, un processus pour lequel la Hongrie a parié, jusqu'ici, le pays le mieux préparé en Europe centrale. La réponse dépend du type d'accord de coalition que Fidesz est contraint de conclure avec le parti populiste des Petits Propriétaires. Sans l'apport des quarante-huit sièges de cette formation controversée qui moulent un discours à connotations nationalistes teintés d'euroscépticisme, il n'y aura pas de majorité parlementaire. Fidesz devra faire oublier son inexpérience dans la gestion des affaires publiques et clarifier son programme, pour éviter de se laisser trop gagner par les thèmes de ce partenaire encombrant et difficile.

TENTATIONS NATIONALISTES

Défenseurs des paysans inquiets de la concurrence européenne et d'un rachat des terres par les étrangers, les Petits Propriétaires sont les porte-parole de la Hongrie rurale, provinciale, retranchée, frileuse vis-à-vis de l'Europe, manifestant un attachement

certain au souvenir des grandeurs passées et aux liens avec les minorités magyares hors des frontières. C'est l'autre visage d'un pays que l'on a peut-être trop tendance à réduire à son centre vibrant qu'est Budapest, en oubliant les régions et les populations moins favorisées par la transition.

Viktor Orban a semblé, à plusieurs reprises, au long de la campagne, céder aux sirènes d'un populisme chauvin, qui a fait grincer des dents dans des pays voisins. Il déclarait, au soir du second tour des élections : « Les frontières de l'Etat hongrois ne coïncident pas avec les frontières de la nation hongroise ». La crainte est réelle, chez de nombreux Hongrois, de voir un verrouillage des frontières après l'entrée dans l'Union européenne les couper des minorités à l'étranger.

Les relations entre la Hongrie et la Slovaquie restent par ailleurs difficiles. Elles achoppent sur deux questions : les minorités et l'ensemble hydroélectrique de Gabčíkovo-Nagymaros, sur le Danube, un projet auquel Fidesz a annoncé vouloir s'opposer. Avec la Roumanie, les choses se sont améliorées de façon notable - et remarquée à Bruxelles - depuis la signature du traité de coopération en 1996. Mais ce progrès pourrait être fragilisé par d'éventuels dérapages nationalistes.

Un avis répandu est que Viktor Orban, une fois en poste, se départira de la rhétorique qu'il a adoptée, selon certains, à des fins purement électorales. Faut-il de quoi il risquerait de tomber dans

les errements du gouvernement national-conservateur de 1990-1994, qui ont laissé un souvenir dérangeant.

Le ton général des déclarations du jeune politicien sur les négociations avec l'Union européenne - où il s'agit de résister aux « exigences de Bruxelles » - annonce toutefois un nouveau ton, un certain raidissement. A l'instar de la Pologne, où un courant nationaliste, identitaire, existe au sein de la coalition au pouvoir, la Hongrie a signifié par ces élections que, derrière l'engouement officiel pour l'intégration dans l'Union, se nichent des inquiétudes concrètes.

Natalie Nougayrède

RECTIFICATIF INDE-PAKISTAN : ESSAIS NUCLEAIRES

La citation de V.S. Naipaul, dans l'article « Entre New Delhi et Islamabad, un demi-siècle d'hostilité absolue » (*Le Monde* du 30 mai), comportait une erreur. Il fallait lire : « Pour la première fois depuis des centaines d'années, les non-musulmans (du sous-continent) relèvent la tête » et non « Pour la première fois depuis des milliers d'années ».

D'autre part, le tirage du *Monde* (daté 31 mai-1^{er} juin) était en cours lorsque le ministère des affaires étrangères pakistanais a fait savoir que le Pakistan avait effectué, samedi 30 mai, un seul essai, et non deux comme annoncé précédemment sur place et dans nos colonnes (lire p. 3).

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Particularismes bavarois

LES ELECTIONS municipales qui ont eu lieu dimanche en Bavière fournissent d'intéressantes indications sur l'état d'esprit du peuple allemand. Certes, il convient de les accueillir avec quelque prudence : elles ne portaient que sur les villes de plus de 10 000 habitants, et la Bavière a toujours en une tendance particulariste plus accentuée que les autres « pays » allemands. On ne peut cependant négliger la polarisation des votes vers les partis extrêmes, alors que jusqu'à présent, dans l'Allemagne occidentale, les partis modérés s'affirmaient dans tous les scrutins avec d'écrasantes majorités.

A Nuremberg, les communistes emportent 16 % des suffrages (24 000 contre 18 000 en 1946) et se placent au deuxième rang, après les sociaux-démocrates, avant les chrétiens sociaux et les libéraux.

qui les devançaient aux précédentes élections. Ils gagnent encore du terrain dans des villes industrielles telles que Hof, Munich, et, dans l'ensemble, portent leur pourcentage de 9 % à 10 % dans les quarante et une villes qui ont été le théâtre d'élections.

A l'extrême opposé, on remarque la victoire, plus importante et plus significative, des séparatistes bavarois, qui s'attribuent 15 % des voix, n'ayant présenté des candidats que dans vingt-six localités. Ils en obtiennent 24 000 dans la seule ville de Munich. Ces gains se font essentiellement aux dépens des chrétiens sociaux, qui perdent la moitié de leurs effectifs, tombant de 35 % à 18,5 %. La social-démocratie subit un recul moins sensible : elle passe néanmoins de 37 % à 31 %.

(2 juin 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 2 JUIN 1998

CONFLITS La grève des pilotes d'Air France a commencé lundi 1^{er} juin. Pour une durée inconnue. La direction a annulé une grande partie de ses vols. ● LE MINISTRE DES TRANSPORTS, Jean-Claude GAYSSOT, a appelé, dimanche soir, à reprendre les négociations interrompues.

PORTS, Jean-Claude GAYSSOT, a appelé, dimanche soir, à reprendre les négociations interrompues. ● LE MINISTRE DES TRANSPORTS, Jean-Claude GAYSSOT, a appelé, dimanche soir, à reprendre les négociations interrompues.

d'Air France, demande aux pilotes d'économiser 500 millions de francs par an pour financer partiellement l'achat d'avions et les embauches. Il leur propose une baisse du salaire en

échange d'actions Air France ou une évolution plus lente des salaires permettant la construction d'une nouvelle grille de rémunération. ● LES PILOTES refusent ce nouvel effort

alors qu'Air France vient de renouer avec les bénéfices. (Lire aussi notre éditorial page 13.) ● SEMAINE DE MOBILISATION dans l'énergie, le ferroviaire, le commerce et la défense.

Les pilotes paralysent Air France à la veille du Mondial de football

Rien n'a pu empêcher la grève déclenchée, lundi 1^{er} juin, pour une durée indéterminée. Le déroulement de la Coupe du monde pourrait en être perturbé. Le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, a appelé, dimanche soir, à reprendre les négociations interrompues

LA GRÈVE des pilotes d'Air France a commencé lundi 1^{er} juin. Pour une durée inconnue. Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), majoritaire au sein des 3 200 pilotes de la compagnie nationale, a déposé un préavis pour une grève de quinze jours, renouvelable, qui pourrait donc mettre en péril le bon déroulement de la Coupe du monde de football (10 juin-12 juillet). Quatre autres syndicats de pilotes minoritaires ont, eux aussi, appelé leurs troupes à cesser le travail : entre le 1^{er} et le 6 juin pour trois d'entre eux, issus de l'ex-Air Inter (SPAF, SNPL-Air Inter et SNPNAC), et entre le 1^{er} et

le 4 juin pour le SPAC, implanté à Air France. Plutôt que de laisser ses 100 000 passagers par jour découvrir les effets d'une grève, qui devrait être suivie à près de 100 %, la direction d'Air France a préféré annuler une grande partie de ses vols : 90 % des long-courriers, 75 % des moyen-courriers au départ de Roissy et 83 % de ceux au départ d'Orly. Les vols maintenus sont en fait, pour l'essentiel, ceux qui assurent en temps normal des compagnies franchisées ou affrétées par Air France. Depuis jeudi 28 mai, la compagnie s'est efforcée d'informer ses clients de sa décision, afin d'éviter une trop grande pagaille en ce lundi de Pentecôte. Les billets annulés sont tous remboursés et quand cela est possible les passagers sont replacés sur des compagnies concurrentes. Air France a également affrété un train SNCF lundi entre Biarritz et Paris. Mais ces mesures ne devraient concerner que peu de personnes : la SNCF et les autres compagnies aériennes avaient généralement déployé leurs capacités maximum en prévision du dernier week-end férié de mai.

Après s'être séparés, jeudi soir, sur un constat d'échec, direction et organisations syndicales ne se sont pas revues officiellement ce week-end, même si des contacts informels ont eu lieu. Dimanche soir, à l'occasion de l'émission « Public » sur TF1, le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, a appelé à la reprise des négociations. « Ne jouons pas la politique du pire, re-

prenons tout de suite le chemin des négociations », a-t-il déclaré. Christian Paris, le porte-parole du SNPL, qui assistait également au rendez-vous hebdomadaire de Michel Field, a accusé Jean-Cyril Spinetta, le président d'Air France, de ne pas être « adepte du dialogue social ». Mais il a lui-même fait preuve de peu d'ouverture en réaffirmant que « les 500 millions de francs d'économies que l'on demande aux pilotes ne sont absolument pas justifiés », à l'heure où « Air France annonce des résultats records » (1,87 milliard de francs de résultat net par groupe pour l'exercice clos au 31 mars 1998).

PHASE DE CROISSANCE Air France, qui serait morte en 1993 si l'Etat ne l'avait pas recapitalisée à hauteur de 20 milliards de francs et si Christian Blanc, le prédecesseur de M. Spinetta, ne l'avait pas engagée dans un important plan d'économies et de redressement, aborde aujourd'hui une phase de croissance. Si elle veut maintenir, voire améliorer ses parts de marché, il lui faut pouvoir répondre à la demande croissante du

trafic aérien et saisir l'occasion unique que constitue la prochaine construction des troisième et quatrième pistes à Roissy. Pour cela, M. Spinetta prévoit d'investir 40 milliards de francs dans les cinq prochaines années, dont 30 milliards seront consacrés à l'achat de 70 nouveaux avions. Et d'embaucher, sur trois ans, 600 pilotes, 3 000 hôtesses et stewards, 4 000 personnels au sol pour accompagner ce développement.

Mais M. Spinetta refuse de financer ce développement par la dette, comme cela s'est fait dans le passé. « Air France va mieux, mais son avenir n'est pas encore complètement assuré », a déclaré M. Gayssot dimanche soir. « Son endettement est encore élevé (près d'une fois ses capitaux propres) », soutenant ainsi le choix de M. Spinetta d'autofinancer ses investissements, plutôt que de creuser l'endettement. Le président de la compagnie a donc mis en place un plan d'économies de 3 milliards de francs par an dont 500 millions doivent être trouvés auprès des pilotes. Ceux-ci cotisent en effet 40 % de plus que leurs homologues de British Airways et

19 % de plus que ceux de Lufthansa. M. Spinetta leur propose d'atteindre cet objectif de deux manières, au choix. Soit en acceptant une baisse de leurs rémunérations de 15 % en échange d'actions Air France pour environ 450 000 francs, à l'occasion de l'ouverture du capital de la compagnie prévue cet automne. Soit, en acceptant une évolution plus lente, voire un gel, de leurs salaires pendant une période pouvant aller jusqu'à cinq ans.

NIVEAU D'EMBAUCHE Une nouvelle grille de rémunération des pilotes pourrait ainsi être construite : elle intégrerait les jeunes recrues d'Air France, qui, depuis un an, sont embauchées à des conditions inférieures à celles de leurs prédécesseurs (240 000 francs bruts par an pour ceux qui n'ont aucune expérience et 320 000 francs pour ceux qui sont un peu plus expérimentés au lieu de 350 000 francs pour leurs prédécesseurs), et permettrait de baisser le coût des pilotes de 15 %. « Dans les deux cas, il n'y aurait pas de baisse du revenu disponible », a affirmé dimanche M. Gayssot, fai-

sant siens les propos de M. Spinetta. « Un échange salaire-action est envisageable s'il n'est pas définitif », a déclaré M. Paris dimanche soir. C'est à dire si, après quelques années, les pilotes récupèrent le salaire qu'ils percevaient avant l'opération d'échange, tout en conservant les actions alors attribuées.

Quant à la proposition de M. Spinetta de construire une nouvelle grille de rémunération pour l'ensemble des pilotes, ils font semblant de ne pas la comprendre. « Nous voulons une suppression de la double échelle des salaires. Nous avons donné des pistes à M. Spinetta en ce sens », dit M. Paris. « Il faut que les négociations reprennent », estime M. Gayssot, qui a marqué son soutien à M. Spinetta dimanche : « Les propositions faites par la direction offrent de quoi discuter. En attendant, la grève coûtera plus de 100 millions de francs par jour à la compagnie.

Virginie Malingre

La compétition sportive ne peut se passer de transport aérien

SI ELLE SE PROLONGE jusqu'au 10 juin, jour du match inaugural entre le Brésil et l'Ecosse, la grève des pilotes d'Air France, commencée lundi 1^{er} juin, perturbera considérablement la

XVI^e Coupe du monde de football. Un événement qui a lieu sur dix sites différents peut difficilement se passer de transport aérien. Il le peut encore plus difficilement quand chacune des équipes qualifiées joue ses trois matches du premier tour dans trois villes différentes.

C'est Michel Platini, l'ancien capitaine des Bleus, aujourd'hui président du Comité français d'organisation (CFO) qui avait imaginé ce système de « tournante », inédit en phase finale de Coupe du monde. L'intérêt n'est pas mineur : tout spectateur ayant acheté un « pass », qu'il soit de Nantes ou de Montpellier, pourra voir jouer entre huit et dix équipes différentes.

Beaucoup plus préoccupante, en revanche, sera la question de l'acheminement de toutes les autres populations. Aux lignes régulières existantes, Air France a ajouté un ensemble de 24 rotations supplémentaires pour l'ensemble de la compétition. Les deux-tiers de ces vols complémentaires doivent se faire sur des « gros porteurs » (de type Airbus A 340 ou Boeing 747). Si la flotte reste au sol, une belle panique risque de se produire.

N'y échapperont, par exemple, ni les Lillois supporters des Bleus, ayant un billet pour le France-Afrique du Sud de Marseille ; ni certains spectateurs étrangers ayant acheté, auprès de tour-opérateurs, des forfaits dans lesquels sont compris des vols intérieurs ; ni, bien sûr, la grande famille des VIP et autres officiels pour lesquels des emplois du temps très serrés ont été concoctés. Un report sur les TGV se fera automatiquement. Juin et juillet étant traditionnellement des mois où les trains sont bien remplis, cet

afflux de clientèle risque de venir contrarier le programme « spécial Coupe du monde » que la SNCF a mis en place de son côté.

Reste le cas des journalistes. Neuf mille représentants des médias seront accrédités pendant la Coupe du monde. L'envoyé spécial d'un journal danois qui voudra suivre de bout en bout son équipe devra se rendre à Lens, Toulouse et Lyon, sans compter quelques aller-retours à Saint-Cyr-sur-Mer (Var) où les joueurs danois prendront leurs quartiers.

HYPER-MÉDIATISÉ Sans avion, le séjour de ce confrère tournera au périple incessant. « Les grévistes doivent prendre leurs responsabilités vis à vis de l'opinion publique française, mais aussi de l'opinion publique internationale. La Coupe du monde est l'événement le plus médiatisé de la planète », rappelle-t-on au CFO.

Les troupes de Michel Platini commencent à être rompues à ce genre de situation. Le premier tirage au sort de la Coupe du monde, effectué au Carrousel du Louvre, avait eu lieu alors que Paris était totalement immobilisé par le mouvement social de décembre 1995. Pour le second tirage au sort, le 3 décembre 1997 au Stade vélodrome, c'est une grève des transports en commun marseillais qui avait troublé l'organisation de la manifestation.

A chaque fois, des solutions avaient été trouvées, les événements ayant lieu, il est vrai, sur une seule journée. La Coupe du monde de football, elle, dure 33 jours.

Frédéric Potet

Mobilisation à EDF-GDF, à la SNCF, aux arsenaux...

LA MOBILISATION devrait gagner cette semaine les secteurs de l'énergie, du ferroviaire, du commerce et des arsenaux.

● L'ensemble des cinq fédérations syndicales d'EDF et de GDF (CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC) appellent, jeudi 4 juin, à une grande marche pour le service public de l'énergie, au moment où se prépare la transposition dans le droit français de la directive européenne qui ouvrira le marché de l'électricité à la concurrence dès février 1999.

Les organisateurs appellent à huit heures d'arrêt de travail et à une manifestation le matin à Paris. Ils attendent cinquante mille manifestants et envisagent d'y associer les usagers. Cependant, jusqu'à ces derniers jours, la mobilisation in-

terne semblait faible et l'objectif assigné difficile à atteindre.

● La SNCF sera touchée par la grève vendredi 5 juin. Quatre syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC) ont appelé les contrôleurs à la grève à partir de jeudi soir pour obtenir une revalorisation des salaires. Ce jour-là, les conducteurs de locomotives (locomotives qui permettent la mise en place des rames dans les gares) seront aussi en grève pour exiger la reconnaissance de leur métier, SUD-Rail, de son côté, veut mobiliser les contrôleurs à partir du lundi 8 juin. Les agents de conduite autonomes de la Gaa : veulent, quant à eux, se mobiliser à partir du mardi 9 juin, veille du coup d'envoi de la Coupe du monde. Des perturbations lo-

cales ont déjà affecté le trafic régional, en Bretagne dimanche 31 mai, et à Nîmes, lundi 1^{er} juin.

● Les travailleurs des arsenaux d'Etat seront en grève, jeudi 4 juin, à l'appel de la CGT, CFDT, FO, UN-ISA, CFTC, CGC. Ils entendent soutenir les grévistes de l'arsenal de Toulon, en grève depuis le 9 avril pour protester contre la décision gouvernementale de confier la réparation du pétrolier-ravitailleur Vior à leur concurrent privé, la Compagnie marseillaise de réparation, à Marseille.

● Les salariés du commerce sont appelés à une journée d'action, jeudi, sur la réduction du temps de travail.

C. J.

Publicité La Mondiale info-assurance

Clause bénéficiaire : Soyez précis !

« En cas de décès en cours de contrat, je désigne comme bénéficiaire : Mon conjoint non séparé judiciairement, à défaut mes enfants... »

La clause bénéficiaire est un des grands avantages de l'assurance vie. C'est elle qui permet d'attribuer les fonds aux personnes choisies par l'assuré, sans qu'elles aient à supporter des droits de succession. Il faut la rédiger attentivement, d'autant qu'elle peut se retourner contre l'assuré...

Déterminer le bénéficiaire avec précision

La désignation d'un ou plusieurs bénéficiaires peut se faire par leur nom, ou par une définition claire pour permettre l'identification au moment de l'exigibilité du capital. Exemple : indiquer « mon conjoint » revient à désigner comme bénéficiaire celui ou celle qui aura cette qualité au décès de l'assuré.

Rester libre

L'acceptation de cette clause par le bénéficiaire (il lui suffit d'envoyer une lettre à l'assureur) a pour effet d'entraîner un blocage du contrat à son profit. Cela oblige l'assuré, s'il

change d'avis ou souhaite utiliser son contrat, à demander l'accord de ce bénéficiaire. Nombre d'assurés ayant désigné leur conjoint comme bénéficiaire ont connu des surprises, après leur divorce, lorsqu'ils ont constaté que celui-ci avait accepté la fameuse clause.

La clause bénéficiaire peut, non seulement, figurer dans le contrat, mais aussi dans un avenant, une lettre adressée à l'assureur ou dans un testament notarié ou non.

Un large choix vous est offert

Sur votre demande, un spécialiste peut étudier la rédaction la plus pertinente en fonction des objectifs que vous vous êtes fixés : démembrement de la clause entre enfants et conjoint survivant, stipulations de parts inégales, ordre des bénéficiaires... N'hésitez pas à lui demander conseil.



LA MONDIALE ASSURANCE VIE

L'homme

est imprévisible. C'est prévu.

Renseignements 03 20 67 37 37 - 36 15 LA MONDIALE*

AGENDA

MARDI 2 JUIN

● Suisse : week-end européen international (101) à Genève, jusqu'à 11h.
● France : statistiques automobiles en mai.
● États-Unis : ventes de motos pour avril, mai et juin.
● Grèce : élections législatives.

MERCREDI 3 JUIN

● France : indices boursiers et industriels pour mai.
● Union européenne : ministères de l'Éducation, de la Santé et de l'Environnement.
● Italie : sommet trilateral (G8) à G8, 4 juin.

JEUDI 4 JUIN

● Union européenne : réunion du conseil à Luxembourg.
● Allemagne : publication d'un rapport sur l'économie.
● France : comptes de l'État, premiers résultats.
● Grande-Bretagne : monnaie mensuelle d'Angleterre.
● États-Unis : continuation des pourparlers pour le trimestre 1998.
● Japon : convention nationale en avril.

VENDREDI 5 JUIN

● Union européenne : ministères de l'Économie, de la Santé et de l'Environnement.
● États-Unis : rapport en mai.

AFFAIRES

ÉNERGIE

● ÉNERGIE : les groupes Toshiba et américain Electric ont annoncé, hier, qu'ils allaient s'associer pour développer une nouvelle génération de centrales thermiques.

● AUTOMOBILE : le président indonésien Suharto, « Tommy », vendra les 60 % qu'il possède de la Volkswagen pour profiter du projet de « voiture nationale ».

● ROLLS ROYCE : des actionnaires de Rolls Royce dans une société Crewe Motors, seraient une offre de 450 millions (4,4 milliards de francs), aux propositions respectives allemandes Volkswagen et BMW, pour permettre au constructeur d'automobile de rester britannique.

SERVICES

● GRÈVES : le trafic d'air était quasiment inexistant hier (lire p. 14).

● AVIATION : la compagnie aérienne Cathay Pacific va réduire ses effectifs de 1 000 personnes, soit 7 % de 15 000 salariés, afin d'économiser 65 millions de dollars.

● ÉDITION : le groupe de communication Bertelsmann est autorisé par les autorités américaines de la concurrence à racheter la deuxième maison d'édition américaine, Random House. Renforcée de la américaine de Bertelsmann, Bantam Doubleday Dell House deviendrait le plus grand éditeur mondial anglophone, dépassant Penguin.

FINANCE

● FORTIS : le groupe de financiers belgo-néerlandais affirme être en voie d'acquisition de la Générale de banque de Belgique, et d'ainsi échouer la contre-offensive d'ABN-Amro.

● BANCA INTESA : la banque italienne, née d'une fusion entre la banque Banco Ambrosiano Veneto et l'Ente di Credito Commerciale di Carpi, a annoncé l'augmentation de capital à 5,4 milliards de francs.

* Toutes les valeurs du site Web « La Monnaie ».

www.lamonde.fr

AGENDA

MARDI 2 JUIN

- Suisse: session annuelle de l'Organisation internationale du travail (OIT) à Genève, jusqu'au 19 juin.
- France: statistiques du marché automobile en mai.
- États-Unis: ventes de logements neufs pour avril, indice composite des grands indicateurs pour avril.

MERCREDI 3 JUIN

- France: indices Insee des prix de vente industriels pour avril.
- Union européenne: conseil des ministres de l'éducation et des affaires sociales à Luxembourg (et 4 juin).
- Italie: sommet italo-allemand à Bologne (et 4 juin).

JEUDI 4 JUIN

- Union européenne: première réunion du conseil de l'euro à Luxembourg.
- Allemagne: publication du produit intérieur brut (PIB) du premier trimestre 1998.
- France: comptes trimestriels (Insee), premiers résultats du 1^{er} trimestre.
- Grande-Bretagne: décision monétaire mensuelle de la Banque d'Angleterre.
- États-Unis: commandes industrielles pour avril, productivité au 1^{er} trimestre 1998.
- Japon: consommation des ménages en avril.

VENREDI 5 JUIN

- Union européenne: conseil des ministres de l'économie et des finances à Luxembourg.
- États-Unis: rapport sur l'emploi en mai.

AFFAIRES

INDUSTRIE

- ÉNERGIE: les groupes japonais Toshiba et américain General Electric ont annoncé, lundi 1^{er} juin, qu'ils allaient s'associer pour développer une nouvelle génération de centrales thermiques.

AUTOMOBILE: le fils de l'ex-président indonésien

Suharto, « Tommy », pourrait vendre les 60 % qu'il possède dans Lamborghini à Volkswagen au profit du projet de « voiture nationale ».

ROLLS ROYCE: des actionnaires de Rolls Royce

réunis dans une société baptisée Crewe Motors, seraient prêts à faire une offre de 450 millions de livres (4,4 milliards de francs), supérieure aux propositions respectives des groupes allemands Volkswagen et BMW, pour permettre au constructeur d'automobiles de luxe de rester britannique.

SERVICES

- GRÈVES: le trafic d'Air France était quasiment inexistant lundi matin (lire p. 14).

AVIATION: la compagnie aérienne Cathay Pacific Airways

va réduire ses effectifs d'environ 1 000 personnes, soit 7 % de ses 15 000 salariés, afin d'économiser quelque 65 millions de dollars.

ÉDITION: le groupe allemand de communication Bertelsmann

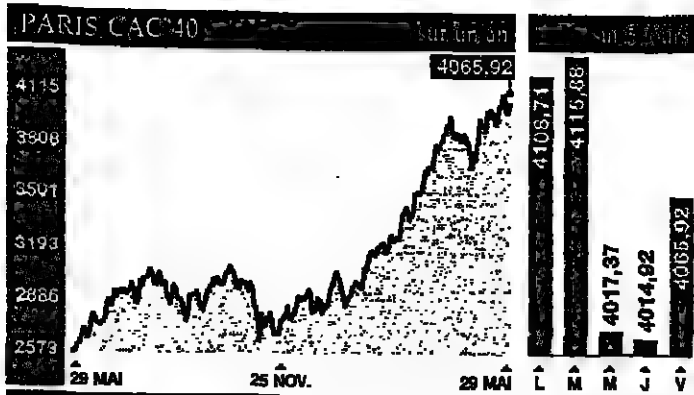
est autorisé par les autorités américaines de la concurrence à racheter la deuxième maison d'édition américaine, Random House. Renforcée de la filiale américaine de Bertelsmann, Bantam Doubleday Dell, Random House deviendrait le premier éditeur mondial anglophone, détrônant Penguin.

FINANCE

- FORTIS: le groupe de services financiers belge-néerlandais affirme être en voie d'acquiescer 40 % de la Générale de banque, première banque de Belgique, et de faire ainsi échouer la contre-offre d'ABN-Amro.

● BANCA INTESA: la deuxième banque italienne, née de la fusion entre la banque Banco Ambrosiano Veneto et la caisse d'épargne Cariplo, a annoncé une augmentation de capital d'environ 3,5 milliards de francs.

● Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde »: www.lemonde.fr



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse	Cours 2005	Var. % 27/05	Var. % 31/05	Baisse	Cours 2005	Var. % 27/05	Var. % 31/05
EUROTUNNEL	27,23	+6,91	+40,23	DMC (DOLPUS)	130	-4,20	+55,14
CAO CEMAI	27,23	+6,91	+40,23	LAPEYRE	130	-4,20	+55,14
BOUYGUES	27,23	+6,91	+40,23	S.E.L.	130	-4,20	+55,14
EURO DISNEY	27,23	+6,91	+40,23	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	130	-4,20	+55,14
LAGARDERE	27,23	+6,91	+40,23	SIDEL	130	-4,20	+55,14
CHRISTIAN DOL	27,23	+6,91	+40,23	ROCHETTE (LA)	130	-4,20	+55,14
HAVAS ADVERT	27,23	+6,91	+40,23	EUROPE 1	130	-4,20	+55,14
LABINAL	27,23	+6,91	+40,23	SAUPQUET (NS)	130	-4,20	+55,14
THOMSON-CSF	27,23	+6,91	+40,23	SODENHO ALIA	130	-4,20	+55,14
MAIRIE HENRI	27,23	+6,91	+40,23	FINDEXTEL	130	-4,20	+55,14

LES PLACES BOURSINIÈRES

LONDRES

LUNDI 1^{er} JUIN, la Bourse de Londres a ouvert sur une note stable. Sur les premiers échanges, le recul a été limité à 0,6 point, à 5 870,10 points. Vendredi 29 mai, l'indice FT avait gagné 0,14 %.

PARIS

LUNDI 1^{er} JUIN, le marché parisien était fermé. Vendredi 29 mai, l'indice CAC 40 avait gagné 0,65 %, à 4 065,92 points dans un marché très actif (17,5 milliards de francs échangés). Les rehausseurs en Asie n'ont pas entamé la confiance des investisseurs dans l'économie française, renforcée par la baisse du chômage de 0,4 %. Le groupe informatique Bull a gagné 7,3 % et Fromageries Bel, 6,9 %. Les deux valeurs Bouygues et Bouygues Offshore ont été activement recherchées après l'annonce d'une éventuelle entrée du fonds américain Capital Research dans le tour de table du groupe de BTI.

NEW YORK

VENREDI 29 MAI, Wall Street a terminé la semaine sur une note négative. Après avoir bécoté, l'indice Dow Jones a abandonné 0,78 % en fin de séance, à 8 899,95. Les valeurs bancaires étaient orientées à la baisse avec les reculs des actions J.P. Morgan (en baisse de 2,37 dollars, à 124 dollars), BankAmerica et Chase Manhattan. Par ailleurs, les actions Microsoft (-1,66 %) et Intel (-2,72 %) ont continué à perdre du terrain, entraînant dans leur sillage d'autres valeurs technologiques, comme IBM et Texas Instruments. Les investisseurs attendent avec anxiété les prochains chiffres du chômage, qui devraient être publiés vendredi 5 juin. Les spécialistes prévoient une nouvelle baisse du nombre de demandeurs d'emploi de 4,7 % à 4,4 %. Si ces chiffres se vérifient, les craintes sur la surchauffe de l'économie pourraient ressurgir, et avec elles, celles d'un relèvement des taux d'intérêt.

TOKYO

LUNDI 1^{er} JUIN, la place nipponne a chuté de 2,23 %, à 15 321 points, affectée par le nouvel accès de faiblesse du yen. La cote a été entraînée par la baisse des valeurs électroniques, comme Hitachi (-4,2 %) et Toshiba (-5,5 %). Seule l'annonce d'une prise de participation de Travelers dans le capital de Nikko a fait grimper les titres financiers.

HONGKONG

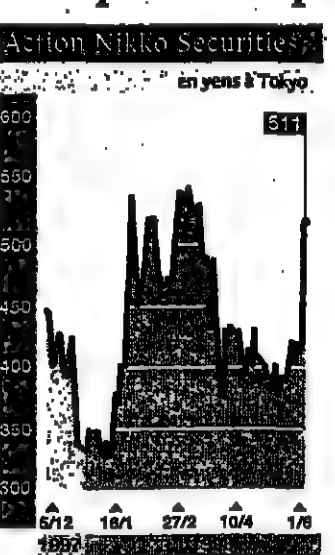
LUNDI 1^{er} JUIN, la Bourse de Hongkong a perdu 3,40 %, à 8 630,97 points, son plus bas niveau depuis le 13 janvier 1998. L'indice avait déjà perdu 6,5 % la semaine dernière. Pour la première fois depuis treize ans, le territoire pourrait connaître une récession économique. Les investisseurs reprochent au gouvernement son immobilisme alors qu'au premier trimestre la production intérieure a baissé de 2 %.

Valeur du jour: Nikko passe sous pavillon américain

VENREDI 29 MAI, les autorités boursières décalent des mouvements suspects sur l'action Nikko Securities, la troisième maison de titres japonaise. Mais, alors qu'elles s'apprêtaient à ouvrir une enquête, la nouvelle est tombée. Dans un communiqué, Nikko a confirmé, lundi 1^{er} juin, être en négociation avec Travelers Group à propos d'un accord commercial et capitalistique. Du coup, l'action, incotable au début de la séance du lundi, a bondi de 17 %, à 511 yens.

Travelers Group, la première banque mondiale depuis son mariage avec la Citibank, devrait acquérir 25 % du courtier japonais pour 1,5 milliard de dollars et devenir son premier actionnaire. A la suite de cette prise de participation, une société commune devrait être créée entre Salomon Smith Barney (filiale de Travelers) et Nikko Securities, afin de constituer l'une des premières banques d'affaires globales au Japon, Nikko conservant son activité de courtage. La nouvelle société, baptisée Nikko Salomon Smith Barney, devrait être détenue à 51 % par la japonaise et à 49 % par l'américain, mais ce dernier devrait en avoir la direction opérationnelle.

En 1997, les deux entités avaient déjà envisagé de travailler ensemble dans les domaines du conseil aux entreprises et de la banque de détail. Mais, entre-



temps (en mars 1998), le Japon a effectué son « big bang » financier qui a fait tomber les barrières entre les métiers de la banque, du courtage et de l'assurance. Désormais, les investisseurs étrangers sont autorisés à proposer une large palette de services financiers aux épargnants japonais. Les investisseurs étrangers se sont engouffrés dans la brèche. Merrill Lynch a absorbé une large partie des activités de Yamachi. La première banque britannique HSBC s'est allié avec la banque de fiducie Chuo Trust pour la gestion d'actifs, tandis que Yasuda Trust s'est associé à Goldman Sachs dans la création de fonds de placement à l'étranger. Et Daiwa Securities, la seconde firme de courtage japonaise derrière Nomura, pourrait être la prochaine cible, selon un gestionnaire de fonds japonais. Cette vague d'achats par des investisseurs étrangers est facilitée par la situation précaire des établissements nippons. Ces derniers sont fragilisés par des années de scandales financiers et de lourdes pertes. Ainsi, Nikko Securities a affiché un déficit avant impôts de 38 milliards de yens (1,6 milliard de francs) sur l'exercice fiscal achevé le 31 mars 1998.

Enguerrand Renaud avec Brice Pedroletti à Tokyo

MONNAIES

● Dollar: le billet vert s'inscrivait en léger recul, lundi matin 1^{er} juin, face aux devises européennes dans un volume de transactions très réduit en raison de la fermeture de nombreuses places financières. Il cotait 1,770 mark et 5,96 francs. La monnaie américaine continuait en revanche à s'apprécier vis-à-vis de la devise nipponne, à 139,35 yens, son plus haut niveau depuis le mois de juin 1997. Les opérateurs ne croient guère à une intervention de la Banque du Japon pour tenter de freiner la baisse du yen. Au mois d'avril, elle avait vendu, à cette fin, près de 20 milliards de dollars, mais son action n'avait eu aucun effet. Seule une intervention coordonnée des banques centrales - et notamment une participation américaine - pourrait, selon les experts, se révéler efficace. Mais Washington estime que, compte tenu de la faiblesse actuelle de l'économie japonaise, une telle opération serait vouée à l'échec.

Cours de change

2005 12h30	Cours	2005 12h30	Cours	2005 12h30	Cours	2005 12h30	Cours
FRANCE	5,86	5,91	5,73	4,06	2,88	4,32	0,34
DM	1,78	1,87	2,81	1,20	0,88	0,18	0,98
LIRES (100)	178,35	194,32	288,21	118,53	87,51	128,47	88
YEN (100)	139,35	139,35	139,35	139,35	88,14	7,81	77,94
FLORIN	2,01	2,22	3,28	1,38	1,45	0,11	1,13
FRS	1,48	1,84	2,42	0,81	0,74	1,07	0,83
LIRES	0,61	0,68	0,81	0,41	0,51	0,44	0,54
ECU	0,91	1,48	0,81	0,45	0,45	0,85	0,51
DOLLAR	1,10	1,83	0,87	0,50	0,50	0,72	0,56

Taux d'intérêt (%)

Taux 2005	Taux 2005	Taux 2005	Taux 2005	Taux 2005	Taux 2005	Taux 2005	Taux 2005
FRANCE	5,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
ALLEMAGNE	5,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
GBRÉTAGNE	5,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
ITALIE	5,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
JAPON	5,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
ÉTATS-UNIS	5,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
SUISSE	5,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
PAÏS-BAS	5,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50

Marché des changes

Devises 17h30	Cours	2005 12h30	Cours	2005 12h30	Cours	2005 12h30	Cours
ALLEMAGNE (100)	335,33	322	348	335,33	322	348	335,33
AUTRICHE (100)	17,55	17,55	17,55	17,55	17,55	17,55	17,55
BELGIQUE (100)	15,88	15,88	15,88	15,88	15,88	15,88	15,88
CANADA	4,81	4,81	4,81	4,81	4,81	4,81	4,81
DANEMARK (100)	6,55	6,55	6,55	6,55	6,55	6,55	6,55
ESPAGNE (100)	16,57	16,57	16,57	16,57	16,57	16,57	16,57
ÉTATS-UNIS	5,96	5,96	5,96	5,96	5,96	5,96	5,96
FINLANDE (100)	10,58	10,58	10,58	10,58	10,58	10,58	10,58
GRÈCE (100)	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75
IRLANDE	6,05	6,05	6,05	6,05	6,05	6,05	6,05
ITALIE (100)	3,15	3,15	3,15	3,15	3,15	3,15	3,15
JAPON (100)	139,35	139,35	139,35	139,35	139,35	139,35	139,35
NORVÈGE (100)	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50	7,50
PORTUGAL (100)	20,57	20,57	20,57	20,57	20,57	20,57	20,57
SUÈDE (100)	72,82	72,82	72,82	72,82	72,82	72,82	72,82
SUISSE (100)	103,62	103,62	103,62	103,62	103,62	103,62	103,62

Indices boursiers

Europe 12h30	Cours	2005 12h30	Cours	2005 12h30	Cours	2005 12h30	Cours
PARIS CAC 40	4065,92	4065,92	4065,92	4065,92	4065,92	4065,92	4065,92
SBF 120	2773,67	2773,67	2773,67	2773,67	2773,67	2773,67	2773,67
SBF 250	2623,50	2623,50	2623,50	2623,50	2623,50	2623,50	2623,50
SECOND MAR.	2435,22	2435,22	2435,22	2435,22	2435,22	2435,22	2435,22
MIDCAP	2178,81	2178,81	2178,81	2178,81	2178,81	2178,81	2178,81
LONDRES FT100	5870,10	5870,10	5870,10	5870,10	5870,10	5870,10	5870,10
AMSTERDAM AEX	1155,24	1155,24	1155,24	1155,24	1155,24	1155,24	1155,24
BRUXELLES BEL	3236,22	3236,22	3236,22	3236,22	3236,22	3236,22	3236,22
FRANCFORT DAX	3322,10	3322,10	3322,10	3322,10	3322,10	3322,10	3322,10
MADRID IBEX35	3700,80	3700,80	3700,80	3700,80	3700,80	3700,80	3700,80
MILAN MIB30	2523,7	2523,7	2523,7	2523,7	2523,7	2523,7	2523,7
SUISSE SM1	7570	7570	7570	7570	7570	7570	7570
STOCKHOLM	1294,72	1294,72	1294,72	1294,72	1294,72	1294,72	1294,72
EURO STOCK 320	1123,33	1123,33	1123,33	1123,33	1123,33	1123,33	1123,33
STOCK 50	104	104	104	104	104	104	104
EURO STOCK 50	104	104	104	104	104	104	104

Monde

Cours	2005 12h30	Var. %	31/05	Cours	2005 12h30	Var. %	31/05
NEW YORK DJ	8899,95	0,28	12,43	SP 500	650,23	0,28	12,43
NASDAQ	2099,23	0,28	12,43	BUENOS AIRES	109,34	1,07	-11,34
JOHANNESBURG	5174,29	0,01	23,55	MEXICO BOLSA	133,63	-0,87	-15,90
SANTIAGO IPSA	89,40	-0,58	-20,88	SÃO PAULO BOV	101,52	4,16	-0,44
TOKYO NIKKEI	15321	-2,23	13,14	BANGKOK SET	2223	-2,02	-13,38
ASIE 1015	2805	2805	31/05	HONGKONG H.	8630,97	0,84	-18,88
SEOUL	239,33	4,41	-7,23	SINGAPOUR ST	2250,18	-0,12	-17,83
SINGAPOUR ST	2250,18	-0,12	-17,83	SYDNEY ALL O.	2765,30	0,04	3,78
TOKYO NIKKEI	15321	-2,23	13,14	TOKYO NIKKEI	15321	-2,23	13,14

ÉCONOMIE

Les syndicats chinois dénoncent les licenciements abusifs

LES SYNDICATS officiels chinois ont critiqué les licenciements abusifs effectués par « certaines » entreprises publiques et demandé au gouvernement de mieux contrôler ces sociétés d'Etat, rapporte, lundi 1^{er} juin, le China Daily. Selon un responsable de la Fédération chinoise des syndicats (FCS), cité par le quotidien de langue anglaise, certaines entreprises « violent les droits des travailleurs » en procédant à des mises à pied sans raison valable. « Certains travailleurs ont perdu leur travail simplement parce que leur employeur les a jugés trop vieux », a déclaré M^{me} Feng Lei, du service de protection de la FCS, l'unique organisation qui rassemble les syndicats officiels. La Banque mondiale a accordé quatre prêts, d'un montant total de 600 millions de dollars (3,6 milliards de francs), à la Chine dans le cadre de projets visant à moderniser ses infrastructures, a annoncé, vendredi 29 mai, l'institution internationale de développement.

● MALAISIE: la Malaisie paraît ne pas pouvoir échapper à sa première récession depuis treize ans, la Banque centrale venant d'annoncer une baisse de 1,8 % du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre de cette année alors que l'objectif officiel de croissance pour 1998 reste de 2 % de croissance.

● SINGAPOUR: la cité-Etat pourrait éviter la récession cette année et même afficher 1,5 % de croissance, selon un panel d'analystes financiers interrogé par le Sunday Times de Singapour, qui prévoit une légère reprise à 3,2 % en 1999.

● JAPON: le marché automobile japonais a reculé de 8 % en mai, par rapport à son niveau du même mois de 1997, a annoncé lundi 1^{er} juin l'Association des concessionnaires automobiles japonais (JADA).

● EURO: plusieurs sociétés françaises et étrangères vont se partager la fabrication des milliards de flans métalliques sur lesquels seront frappées les futures pièces françaises de l'euro, a indiqué, samedi 30 mai, le directeur de la Monnaie de Paris Emmanuel Constans.

● ITALIE: avec l'euro et le retour à la stabilité monétaire l'Italie est à la « croisée des chemins » et tout dépendra de sa politique en matière de finances publiques et de coût du travail, a estimé, samedi 30 mai, le gouverneur de la Banque d'Italie, Antonio Fazio.

● Les ventes au détail ont augmenté en mars de 1,8 % par rapport au même mois de 1997 et de 2,2 % par rapport au mois de février, a annoncé, lundi 1^{er} juin l'Institut national des statistiques (Istat) à Rome.

● IRAK: le ministre irakien du pétrole Amer Rachid a annoncé, dimanche 31 mai, que son pays allait poursuivre ses exportations de pétrole sans interruption, après l'approbation par le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan du plan de distribution de l'aide à l'Irak. M. Rachid a précisé que le niveau des exportations irakiennes avoisinerait « 1,6 million de barils par jour ».

● IRAN: l'Iran va importer 5,3 millions de tonnes de produits alimentaires durant l'année en cours a annoncé, samedi 30 mai, le vice-ministre iranien du Commerce, Mohammad Memarzadeh. Le pays va importer 3 millions de tonnes de blé, 850 000 tonnes d'huile végétale, 550 000 tonnes de riz, et 900 000 tonnes de sucre.

● CÔTE-D'IVOIRE: la Banque mondiale a octroyé un prêt de 53,3 millions de dollars (320 millions de francs) à la Côte d'Ivoire dans le cadre d'un projet de formation et d'éducation, a annoncé, vendredi, l'organisation internationale de développement.

Les patronages ont cent ans

La Fédération sportive et culturelle de France célèbre le centenaire d'une histoire méconnue. Les motivations de son fondateur - un médecin lorrain - n'étaient pas seulement humanistes

À CENT ANS, elle pratique encore vingt-six activités. Si elle chante et joue aux cartes, le football, la gymnastique et le tennis de table ne lui font pas peur. Elle dit même vouloir entrer dans le XXI^e siècle avec une forme d'enfer. C'est que la Fédération sportive et culturelle de France (FSCF) a déjà surmonté pas mal d'épreuves, relevé nombre de défis et battu maints records. Et ce n'est pas un nouveau millénaire qui fera vaciller celle qui fut créée, le 24 juillet 1898, sous le nom d'Union des sociétés de gymnastique et d'instruction militaire des patronages et œuvres de jeunesse de France (USGIMPOF), par le docteur Paul-Marie Michaux (1854-1923), dans le but avoué de muscler les citoyens afin de les préparer à la reconquête de l'Alsace-Lorraine.

Hygiéniste et catholique, le praticien estime que « ni la famille, ni l'école, ni l'atelier, ni même l'école ne se préoccupent suffisamment de l'éducation physique des enfants et des adolescents » et en déduit que seuls les patronages peuvent combler ce vide. Lorrain et revanchard, « la vue d'une jeunesse allemande disciplinée fiévreusement par les sociétés de gymnastique » l'incite à agir. Et le voilà qui multiplie les concours, rassemblements publics tournant à la démonstration de force. Le 28 juin 1914, il organise un rendez-vous national regroupant 28 000 gymnastes dans huit villes. Le jour même, à Sarajevo, l'archiduc Gavril Princip assassine l'archiduc François-Ferdinand et son épouse.

La guerre est déclarée. L'Alsace et la Lorraine sont reprises. La fédération du docteur Michaux a contribué à l'effort national. Elle peut désormais se consacrer à sa double mission évangélistique et sportive. Car l'église a vite compris quel parti elle pouvait tirer de cette œuvre. Pour ramener les baptisés vers l'autel, il suffit de les conduire aux vestiaires. Le commandement est clair : « Tu ne joueras point, si tu ne

communies pas. » On communique donc, et on s'entraîne sans relâche. Les bons Pères - bénévoles - font merveille. La Fédération gymnastique et sportive des patronages de France (FGSPF), c'est maintenant son nom, donne naissance aux plus grands clubs de l'Hexagone.

« Sans l'effort et le dévouement de l'encadrement des gens des patronages, ces équipes n'auraient jamais vu le jour, ni connu le succès qui fut le leur, affirme Jean-Marie Jouaret, cinquante et un ans, actuel secrétaire général de la FSCF. Tout le monde connaît l'Alsace de Bagnole, le Cercle Saint-Pierre de Limoges, l'Élan béarnais de Pau-Orthez ou l'Association sportive Villeurbanne-Evellyonnais (Asvel), en basket-ball, l'AJ Auxerre de Guy Roux, en football. Eh bien, ce sont des clubs de patronage. » Mais Jean-Marie Jouaret ne

bâton. Aujourd'hui, la FSCF se flatte encore des innovations du passé - l'invention de la licence nominative (1907), la naissance de la Coupe de France de football (1918) par Charles Simon, l'avènement du sport féminin (1919), l'obligation de l'assurance sportive (1923) et celle du contrôle médical (1930), la création de l'Union européenne de football, dite UEFA (1955) par Henri Delaunay -, comme autant de pierres dans le jardin des pouvoirs publics.

Mais la guerre de 40 et l'Occupation ont paralysé l'action de la fédération pendant de nombreuses années. Ses membres ont été ni plus ni moins courageux que l'ensemble des Français. Il y eut des résistants - le maquis Champagnat, Eugène Mahe, footballeur célèbre du patronage Olier, mort en déportation à Buchenwald, Madeleine Bontéloup,

Du basket-ball par nécessité

Si, pour se préparer à la reconquête de l'Alsace et de la Lorraine, à laquelle le fondateur pensait tout haut, les membres de patronages affiliés à la fédération s'adonnaient à la gymnastique et au tir, ils pratiquèrent aussi, avec succès, le basket-ball et le tennis de table. « Ce sont deux sports qui nécessitent peu d'espace, explique Jean-Marie Jouaret, secrétaire général de la Fédération sportive et culturelle de France : un bout de terrain, des traits de crête ou une table et un filet suffisent à occuper les enfants. »

Voilà comment la FSCF a fourni à la France ses plus beaux clubs de balle au panier - Cholet, Limoges, Villeurbanne, Bagnole - et quelques-uns de ses meilleurs joueurs. Ainsi Jacques Perrier, auteur du panier qui qualifia l'équipe nationale pour la finale des Jeux olympiques de Londres (1948), disputée contre les États-Unis, était un enfant des Hirondelles des Coutures, à Bagnole, dans la banlieue de Paris.

Il cache pas : il fallait aussi montrer la puissance de l'Eglise et les lacunes de l'État. Il y avait là quelque chose qui rappelait les aventures de Don Camillo.

D'autant que les adhérents n'ont pas oublié qu'en 1911 le préfet du Rhône avait interdit un concours fédéral de gymnastique et fait donner la troupe à cheval pour disperser les contrevenants à coups de

de l'AS Sainte-Hippolyte, déçue à son retour des camps - des spectateurs et des collaborateurs. Elle ne s'en remettra pas. Et, dans les années 60, le Vatican décide de changer de stratégie : les Pères ne feront plus venir les brebis égarées vers eux, ils iront les chercher là où elles vivent. L'action catholique est née, les patronages sont moribonds.



Ce document d'époque montre que les abbés arbitraient avec vigilance des matches qui pouvaient avoir lieu dans le brouillard, comme cette rencontre organisée par la Jeanne-d'Arc de Charleville Mézières (Ardennes).

La Fédération sportive de France, comme elle s'appelle alors, perd plus de 2 000 permanents bénévoles, une partie de ses locaux, un grand nombre de ses terrains et la manne occulte du clergé. « Bien sûr, nos clubs continuaient de vivre des cotisations, dit Jean-Marie Jouaret, mais les licenciés étaient moins nombreux, mobilisés ailleurs eux aussi. Pendant dix ans, nous avons dû cultiver les vertus du pauvre. Et puis, dans les années 70, nous avons relevé la tête. Nous avons laissé tomber la notion de paroisse pour celle de quartier et l'évangélisation au profit de l'intégration. »

Désormais, même si elle ne cache pas son inspiration chrétienne, la FSCF milite pour des valeurs qui appartiennent à tous. « L'individu, son éducation, son épanouissement, rien n'est plus important à nos yeux. Nous allons vers ceux qui ont vu certaines portes se fermer, qui connaissent l'exclusion. Nos compétitions n'ont de valeur que si elles permettent la rencontre et le partage. La technique, le résultat ne sont plus essentiels », défend Jean-Marie Jouaret, lui qui fut une des gloires de la section basket-ball de l'Alsace de Bagnole des grandes années. « Aujourd'hui nous sommes ouverts à tous, sans distinction de religion. Dieu merci », ajoute-t-il à voix basse.

Michel Dalloni

500 000 membres pour 1 967 clubs

● Origine. La Fédération sportive et culturelle de France (FSCF) a été créée en 1898 par le docteur Paul Michaux sous le nom d'Union des sociétés de gymnastique et d'instruction militaire des patronages et œuvres de jeunesse de France (USGIMPOF). Elle deviendra Fédération des sociétés catholiques de gymnastique (FSCG) en 1901, Fédération gymnastique et sportive des patronages de France (FGSPF) en 1903, Fédération sportive de France (FSF) en 1947 puis FSCF en 1968. Elle est membre du Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

● Histoire. La FSCF est à l'origine du mouvement olympique (1906), de la licence nominative (1907), de la Coupe de France de football (1918), de l'avènement du sport féminin (1919), de l'assurance sportive (1923), du contrôle médical (1930), du brevet sportif populaire (1934) et de l'Association française pour un sport sans violence et pour le fair-play (AFSVFP).

● Adhérents. La FSCF regroupe 1 967 associations, représentant 5 086 sections d'activités dont 4 223 ont un caractère sportif, implantées dans plus de 1 700 villes. Les sections sportives les plus nombreuses sont celles de gymnastique sportive

(1 268), de twirling (339), de tennis de table (324), de basket-ball (229), de volley-ball (188) et de football (165). Les activités culturelles regroupent 863 sections, dont 258 consacrées au théâtre et 185 à la danse. La fédération revendique 217 024 licenciés mais affirme que plus de 500 000 membres fréquentent ses associations.

● Les gloires. Le coureur de demi-fond Jules Ladoumègue, recordman du monde du 1 500 m en 1930, des Jeunes de Cypres (Gronde); Marcel Hansenne, médaille de bronze du 800 m des Jeux olympiques de Londres, en 1948, de l'Intégrité du Sacré-Cœur de Tournai; Michel Jazy, multiple recordman du monde de demi-fond, de l'AS Centre de Paris; le footballeur Alex Thépot, capitaine de l'équipe de France des années 30, de l'Armoricaine de Brest; Jean-Michel Larqué, capitaine de l'AS Saint-Étienne, de la Jeanne-d'Arc du Béarn; le chanteur Maurice Chevalier, des Mémontagnards de Paris; Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, de l'Espérance de Belleville de Paris; Edouard Balladur, ancien premier ministre, de l'Œuvre Jean-Joseph-Allemand de Marseille.

Les ambitions païennes du Football-Club des Gobelins

TROIS VICTOIRES en coupe fédérale de football catégorie vétérans, deux chez les seniors et une pour les juniors. Pas de doute, le Football-Club des Gobelins, niché rue du Dessous-des-Berges, tout au bout de ce Paris populaire du 13^e arrondissement, adore les compétitions organisées par la Fédération sportive et culturelle de France (FSCF) et les trophées qui vont avec. Etrange affinité entre un club fondé en 1968 par une quinzaine de copains du lycée des Gobelins (baptisé par la suite Lurçat), assez peu portés sur la messe, et une fédération qui affiche ses origines catholiques.

Et, pourtant, l'histoire dure depuis 1990. « Attention, prévient André-Paul Troudart, cinquante et un ans, secrétaire général du FC Gobelins, toutes nos équipes sont engagées dans les épreuves portant le label Fédération française de football. La valeur des équipes engagées n'a pas d'égal et les titres décrochés ont une valeur unique. Si nous avons décidé de participer à la coupe fédérale de la FSCF, c'est que la phase finale se déroule sur deux jours et oblige à un déplacement qui permet à nos garçons de se retrouver, de se serrer, d'avoir des souvenirs communs. »

Ce sont les vétérans, qui évoluent aujourd'hui en division d'honneur de ligue, qui ont montré l'exemple. « Au départ, rappelle André-Paul Troudart, c'était le prétexte d'un petit voyage estival, entre nous. C'est notre

président, Philippe Surmont, qui nous a fait connaître la FSCF. Plus jeune, il avait appartenu à l'équipe de patronage de l'Union athlétique du chantier, dans le 12^e. Il connaissait bien les compétitions de la fédération et nous a dit que c'était vraiment sympa. Nous sommes allés pour voir. L'état d'esprit est super. Rien à voir avec le championnat du dimanche. »

Mais comme l'appât de victoires vient en jouant, le FC Gobelins a rapidement mis la main sur la coupe en jeu. Curieux de voir leurs aînés évoquer ces « bons moments », les seniors (première division de district) et les juniors (promotion de première division du challenge Marat) ont voulu participer à leur tour.

Et voilà comment le FC Gobelins (380 licenciés) est devenu le seul club de « païens » à disputer la coupe fédérale de la FSCF. « Nous n'avons pas réussi à entraîner d'autres « mécréants », s'amuse André-Paul Troudart. Mais il y a plus fort. Si vous regardez bien notre effectif, vous verrez que nous recrutons essentiellement dans les cités du 13^e et autour. Beaucoup de nos jeunes sont des béats de confession musulmane. Pour jouer la coupe, ils ont dû signer une licence dans une « fédération » catholique. Aucun n'a discuté. Ils s'en moquent. Ce qui compte, c'est être ensemble, jouer et gagner. »

M. D.

La course au sandwich de Robert Lamoureux

S'IL A COLLECTIONNÉ bon nombre de rôles tout au long de sa carrière de comédien, Robert Lamoureux, soixante-dix-neuf ans, dont la pièce « Si je peux me permettre » est à l'affiche du théâtre parisien des Nouveautés depuis septembre 1996, garde un souvenir ému de celui que le club du Rayon de Saint-Mandé, aux portes de la capitale et à l'orée du bois de Vincennes, lui fit tenir huit années durant : remplaçant de luxe des équipes de basket-ball et d'athlétisme. Pour Le Monde, il a accepté de revenir sur cette expérience d'apprenti sportif du « patro ».

« Je me suis retrouvé au Rayon parce que ma mère et mon grand-père étaient installés à Saint-Mandé comme horticulteurs, explique-t-il. Ils m'avaient inscrit au catéchisme, dont les cours se déroulaient dans les locaux du club. J'y suis entré à douze ans, j'en suis sorti à vingt ans, à cause de la guerre. Mais, bon, je dois bien reconnaître que je n'étais pas une vedette. Le sport, ce n'était pas vraiment mon truc. D'abord, je n'avais

pas de souffle; ensuite, j'ai commencé à travailler très tôt chez Citroën, à Levallois. J'étais là parce que l'ambiance était vraiment bon enfant. »

« On était très libre, même si le directeur du patronage exigeait de nous une certaine assiduité à la messe, confie-t-il. L'essentiel, c'était qu'il nous voie à la sortie de l'église. Le jeu consistait à ne pas assister à l'office et à se faufiler discrètement dans la foule des fidèles un peu avant la fin. À l'époque déjà, je n'étais pas croyant. Mais le directeur était content, et nous, nous échappions aux réprimandes. C'est comme pour l'entraînement, nous jouions entre nous, rien n'était vraiment organisé. »

DÉVOUEMENT « De toute façon, tout le monde faisait tout, assure-t-il. Les basketballeurs couraient le dimanche et les athlètes jouaient au basket-elle le samedi. Il y avait une formidable solidarité entre nous et un incroyable dévouement des adultes qui nous entraînaient. Nous venions de tous les milieux. Les plus défavorisés avaient

leur place, sans que personne ne trouve à redire. Je me souviens de Georges, un de mes copains, il vivait dans la zone de l'époque, le reste des fortifs, dans une cabane misérable. Le mercredi, nous allions le voir avec le directeur pour remettre à sa famille des bons de lait, de bois ou de charbon. »

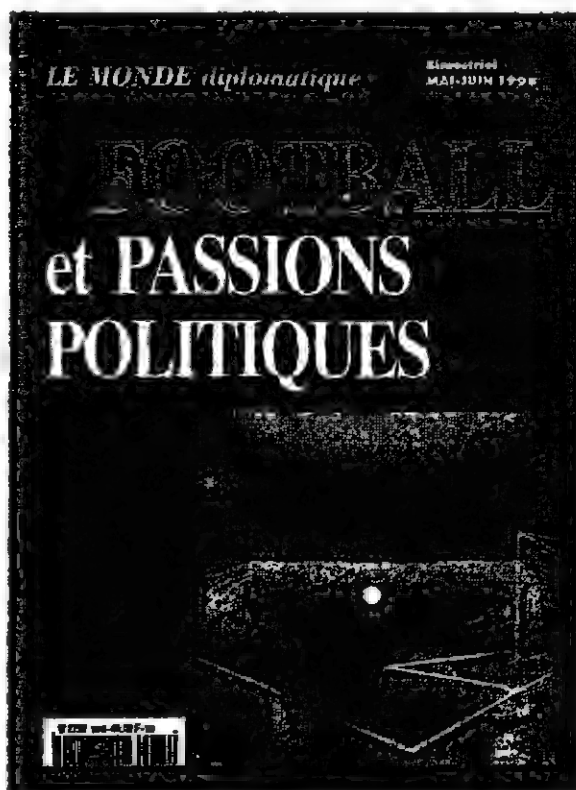
« Mon truc, souvient-il, c'était plutôt l'athlétisme. Une fois, j'ai même rencontré Michel Droit. Il courait sur les haies pour Vincennes. Je ne me souviens pas s'il était fort ou pas. Je me rappelle beaucoup mieux de ma victoire du 29 mai 1958, sur 1 500 m, face au terrible Bauchotte, des Hirondelles des Coutures. Juste avant le départ, affamé, il avait avalé d'une bouchée le sandwich saucisson-beurre qu'on lui avait offert avec une petite arrière-pensée. Pendant la course, il a roté, soufflé, transpiré comme jamais avant d'abandonner. Et il m'a suffi de retenir un coéquipier par le maillot pour m'imposer. A Saint-Mandé, on en parle encore. »

M. D.

Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE diplomatique



Un fait social total

■ Un fait social total, par Ignacio Ramonet. ■ Géopolitique du football, par Pascal Boniface. ■ Une réussite universelle, par Gérard Ernault. ■ Le football, c'est la guerre, par Ignacio Ramonet. ■ Arbitrage et politique, par François Thébaud. ■ Histoire politique de la Coupe, par Patrick Vassort. ■ Un enjeu économique, par Jean-François Nys. ■ Entre le national et le transnational, par Pierre Brochand. ■ Le révélateur de toutes les passions, par Christian Bromberger. ■ Un résumé de la condition humaine, par François Brune. ■ Un sport singulier, par Philippe Bandillon. ■ Un sport en quête d'autonomie, par Jean-Michel Faure et Charles Snaud. ■ Vers le vidéo-arbitrage ? par Jacques Bloeschewski. ■ Dangers du sportisme, par Michel Caillaud. ■ La Coupe est pleine, par Jean-Marie Brohm. ■ Une multinationale du profit, par Jean-Marie Brohm. ■ Nationalismes dans les stades en Yougoslavie, par Ivan Colovic. ■ Conflits et identités en Catalogne, par Gabriel Colomé. ■ Un miroir des vertus allemandes, par Albrecht Sonntag. ■ Troisième mi-temps pour le football iranien, par Christian Bromberger. ■ Football en Afrique, par Christian de Brie. ■ Afrique du Sud, l'équipe du peuple, par Frédéric Couderc. ■ En Amérique latine, football rime avec social, par Eduardo Febrro. ■ Un sport ou un rituel ? par Marc Augé. ■ Entre politique et religion, par Odon Vallet. ■ Une religion laïque, par Mamiel Vázquez Montalbán. ■ La gloire des tricheurs, par Eduardo Galeano. ■ Une violence cannibale, par Jean-Marie Brohm. ■ Aggressions dans les tribunes, par Patrick Mignon. ■ « Heyzel », par Jean Baudrillard. ■ Télévision, vers un jeu virtuel, par Jacques Bloeschewski. ■ Saint-Denis, une ville, un Stade, par Emmanuel Vaillant. ■ « Mémoires d'une jeunesse de foot » (nouvelle), par Ming-yuin Nagel.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F

Vent fort en Manche

LA DÉPRESSION qui remonte vers le Nord en se creusant s'accompagne, mardi, d'un fort coup de vent de sud-ouest sur les régions proches de la Manche. L'activité pluvieuse, principalement cantonnée sur le flanc est du pays, restera modérée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - En bord de Manche, le vent de sud-ouest atteindra temporairement 90 km/h en rafales, notamment le matin. Ces régions garderont un ciel assez chargé avec de nombreuses ondées. Plus au sud, le ciel alternera éclaircies et averses. Il fera de 17 à 19 degrés.

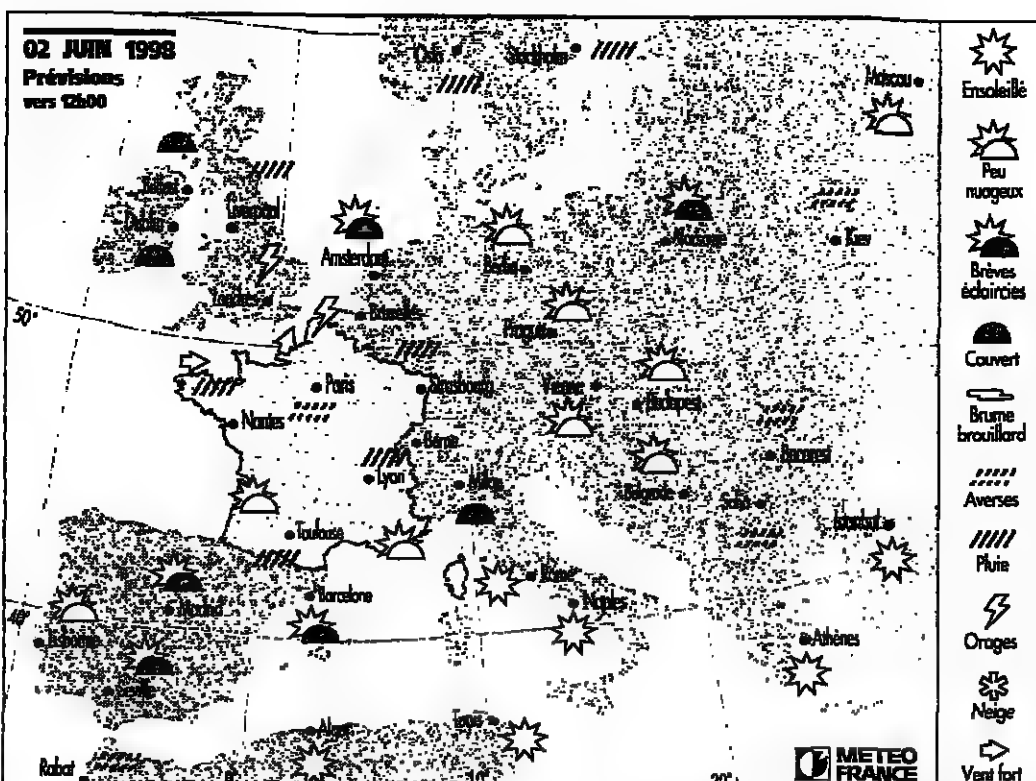
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Du Centre à l'Ile-de-France, nuages et éclaircies se partageront le ciel. Près de la frontière belge, les pluies parfois orageuses du début de journée s'évacueront vers le nord. En bord de Manche, les nuages l'emporteront et le vent soufflera jusqu'à 90 km/h. Il fera aux alentours de 20 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Un temps lourd avec menace orageuse sévira partout en matinée, et se limitera l'après-midi à l'Alsace et à la Franche-Comté. Il fera de 21 à 23 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le ciel sera orageux en Midi-Pyrénées. Les orages menaceront jusqu'au soir près de la montagne Noire. Plus à l'ouest, les éclaircies se développeront. Il fera de 20 à 24 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - De l'Auvergne aux Alpes, les averses orageuses ponctueront la journée. Les éclaircies seront franches sur le Limousin. Il fera de 20 à 23 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Un soleil voilé prévaudra en bord de mer. Quelques orages éclateront l'après-midi dans l'arrière-pays, et pourront localement déborder vers la côte en soirée autour du golfe du Lion. Il fera de 23 à 26 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 02 JUIN 1998

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	14/22 P
ALGER	14/22 N	14/22 P
AMSTERDAM	14/22 N	14/22 P
BARCELONE	14/22 N	14/22 P
BELFAST	14/22 N	14/22 P
BELGRADE	14/22 N	14/22 P
BERLIN	14/22 N	14/22 P
BERNE	14/22 N	14/22 P
BREST	14/22 N	14/22 P
CABRI	14/22 N	14/22 P
CHERBOURG	14/22 N	14/22 P
CLERMONT-F.	14/22 N	14/22 P
COLOGNE	14/22 N	14/22 P
DUBLIN	14/22 N	14/22 P
GENÈVE	14/22 N	14/22 P
LILLE	14/22 N	14/22 P
LYON	14/22 N	14/22 P
MARSEILLE	14/22 N	14/22 P

FRANCE outre-mer	14/22 P
LA REUNION	14/22 P
MADEAGASCAR	14/22 P
MARTINIQUE	14/22 P
REUNION	14/22 P
SENEGAL	14/22 P
TOGO	14/22 P
GUINÉE-BISSAU	14/22 P
GUINÉE	14/22 P
SIÈRRA LEONE	14/22 P
LIBÉRIE	14/22 P
CÔTE D'IVOIRE	14/22 P
GABON	14/22 P
ANGOLA	14/22 P
MOZAMBIQUE	14/22 P
SWAZILAND	14/22 P
LESOTHO	14/22 P
BOUWEN	14/22 P
INDONÉSIE	14/22 P
PHILIPPINES	14/22 P
VIÊT NAM	14/22 P
CHINA	14/22 P
JAPON	14/22 P
KORÉE	14/22 P
TAÏWAN	14/22 P
HONG KONG	14/22 P
MACAÛ	14/22 P
TAÏVAN	14/22 P
CHINA	14/22 P
JAPON	14/22 P
KORÉE	14/22 P
TAÏWAN	14/22 P
HONG KONG	14/22 P
MACAÛ	14/22 P

25/30 N	16/25 P	17/22 S	18/30 S
KIEV	14/19 P	17/22 S	18/30 S
LISBONNE	14/19 P	17/22 S	18/30 S
LIVERPOOL	14/19 P	17/22 S	18/30 S
LONDRES	14/19 P	17/22 S	18/30 S
LUXEMBOURG	14/19 P	17/22 S	18/30 S
MADRID	14/19 P	17/22 S	18/30 S
MILAN	14/19 P	17/22 S	18/30 S
MOSCOW	14/19 P	17/22 S	18/30 S
MUNICH	14/19 P	17/22 S	18/30 S
NAPLES	14/19 P	17/22 S	18/30 S
OSLO	14/19 P	17/22 S	18/30 S
PARIS	14/19 P	17/22 S	18/30 S
PRAGUE	14/19 P	17/22 S	18/30 S
ROME	14/19 P	17/22 S	18/30 S
SEVILLE	14/19 P	17/22 S	18/30 S
ST-PETERSBURG	14/19 P	17/22 S	18/30 S
STOCKHOLM	14/19 P	17/22 S	18/30 S
TENERIFE	14/19 P	17/22 S	18/30 S
VARSOVIE	14/19 P	17/22 S	18/30 S

16/25 P	17/22 S	18/30 S
VENISE	14/19 P	17/22 S
VIENNE	14/19 P	17/22 S
AMSTERDAM	14/19 P	17/22 S
BRASILIA	14/19 P	17/22 S
BUENOS AIRES	14/19 P	17/22 S
CARACAS	14/19 P	17/22 S
CHICAGO	14/19 P	17/22 S
LOS ANGELES	14/19 P	17/22 S
MEXICO	14/19 P	17/22 S
MONTREAL	14/19 P	17/22 S
NEW YORK	14/19 P	17/22 S
SAN FRANCISCO	14/19 P	17/22 S
SANTIAGO	14/19 P	17/22 S
TORONTO	14/19 P	17/22 S
WASHINGTON	14/19 P	17/22 S
AFRIQUE	14/19 P	17/22 S
ALGER	14/19 P	17/22 S
DAKAR	14/19 P	17/22 S
KINSHASA	14/19 P	17/22 S
TOKYO	14/19 P	17/22 S

17/22 S	18/30 S
LE CAIRE	14/19 P
MAARAKECH	14/19 P
NAIROBI	14/19 P
PRETORIA	14/19 P
RABAT	14/19 P
TUNIS	14/19 P
ASIE-OCCIDENTALE	14/19 P
BANGKOK	14/19 P
BOMBAY	14/19 P
DIJAKART	14/19 P
DUBAI	14/19 P
HANOI	14/19 P
HONGKONG	14/19 P
JERUSALEM	14/19 P
NEW DELHI	14/19 P
PEKIN	14/19 P
SEUL	14/19 P
SINGAPOUR	14/19 P
SYDNEY	14/19 P
TOKYO	14/19 P

Situation le 1^{er} juin à 0 heure TU

Prévisions pour le 3 juin à 0 heure TU

INFORMATIQUE

Dell veut réaliser la moitié de ses ventes sur Internet

LIMERICK (Irlande)

Qui croirait que 1 milliard de dollars de chiffre d'affaires a pu être produit, en trois mois, dans une usine perdue dans la campagne, à Limerick, une modeste bourgade du sud-ouest de l'Irlande ? Et pourtant, c'est à partir de cette tête de pont - une usine Atari rachetée en 1991 - que Dell Computer Corporation, le géant américain de l'assemblage informatique, inonde le marché européen avec ses PC made in Ireland.

La compagnie d'Austin (Texas) a annoncé, mercredi 20 mai, ses résultats pour le premier trimestre, affichant pour la troisième année consécutive un chiffre d'affaires mondial en hausse de plus de 40 %. Il s'établit à 3,9 milliards de dollars sur les trois premiers mois de l'année, avec un bénéfice net de 305 millions de dollars.

Ce qui le placera, indique la compagnie, au premier rang mondial en terme de profit, au second en chiffre d'affaires et troisième en nombre d'unités vendues derrière Compaq et IBM. 1 milliard de dollars de chiffre d'affaires provient des ventes réalisées à partir

de l'usine de Limerick, soit une hausse en Europe de 62 % lors du trimestre écoulé. Plus forte que celle enregistrée aux Etats-Unis (Austin) et en Asie (Penang, en Malaisie).

Le secret de cette « société à haute vitesse », qui réjouit Wall Street à l'heure où d'autres - Intel notamment - annoncent un ralentissement de leur croissance, c'est le « modèle direct », inventé par Michael Dell, fondateur de l'entreprise, aujourd'hui âgé de trente-trois ans et milliardaire en dollars.

SANS INTERMÉDIAIRE

Dell s'est débarrassé du « middleman », l'intermédiaire qui revend les ordinateurs. La compagnie ne possède quasiment aucun magasin, vend depuis l'origine (1984) ses produits par téléphone et table désormais sur Internet pour accélérer encore la transaction.

Dell vend chaque jour pour 5 millions de dollars de matériel par ce canal, qui draine ainsi environ 15 % de son activité, soit cinq fois plus qu'il y a un an ! Mais l'objectif est de commercialiser

50 % des produits Dell grâce à la Toile d'Internet en l'an 2000.

Ce mode de vente doit renforcer l'autre pilier de la sagesse version Dell, c'est-à-dire la réduction des stocks. Ceux de l'usine de Limerick sont écoulés en moyenne en sept jours, soit environ trois fois plus rapidement que chez ses concurrents. Les composants se trouvent en fait chez les fournisseurs - 70 % proviennent d'Irlande - qui effectuent de sept à huit livraisons par jour. Ce qui permet l'intégration immédiate des toutes dernières innovations.

Chaque PC circulant sur les chaînes correspond à une commande précise, matérialisée par une fiche et des batteries de codes-barres permettant de le suivre à travers les lignes, de regrouper les commandes et d'intégrer les composants et les logiciels sélectionnés par le client - en quatre langues différentes. Il suffit de quatre heures pour assembler une machine, au maximum deux jours après la prise de commande, au rythme de 8 000 à 12 000 unités par jour. Reste la livraison, effectuée par camions, certains chauffeurs étant formés pour installer

le PC sur le bureau du client. Une telle logistique constitue le coup de génie de Dell car, en matière d'innovation, l'assemblage reste un vain technologique, avec seulement 1,6 % de son budget consacré à la recherche et développement. « Nous collons à nos fournisseurs, Intel et Microsoft, et aux standards les plus répandus, pour offrir les produits les plus récents », résume Mort Topfer, le vice-président.

PAS DE COURSE AU PRIX

De même, Dell ne s'est pas lancé dans la course au PC à moins de 1 000 dollars, dans laquelle s'agitent nombre de ses concurrents, qui comptent récupérer leur marge sur leur offre haut de gamme. Si bien que, sans casser les prix, le Texan d'Austin a pu gagner des parts de marché considérables. La cible de Dell reste le secteur de l'entreprise (70 % de ses ventes) - serveurs et stations de travail notamment - même s'il ne néglige pas les particuliers. Le fabricant doit affronter sur ce créneau un concurrent sérieux, Gateway 2000, lui aussi adepte du modèle direct.

Ce qui implique de résoudre un paradoxe : comment acheter un PC sur Internet lorsqu'on n'a pas de PC ? « On note un pic de visites sur notre site à l'heure du déjeuner, mise à profit par les employés pour naviguer », note Gordon Ballentine, responsable d'Internet pour l'Europe, qui prévoit d'offrir des tarifs préférentiels aux salariés de ses clients en entreprise, « un marché considérable ».

« Les visiteurs européens sont deux fois plus susceptibles d'effectuer un achat lors d'une consultation sur Internet que les Américains, note-t-il. Et les Français sont en tête, sans doute, avance-t-il, grâce au Minitel, qui les a familiarisés avec le clavier ».

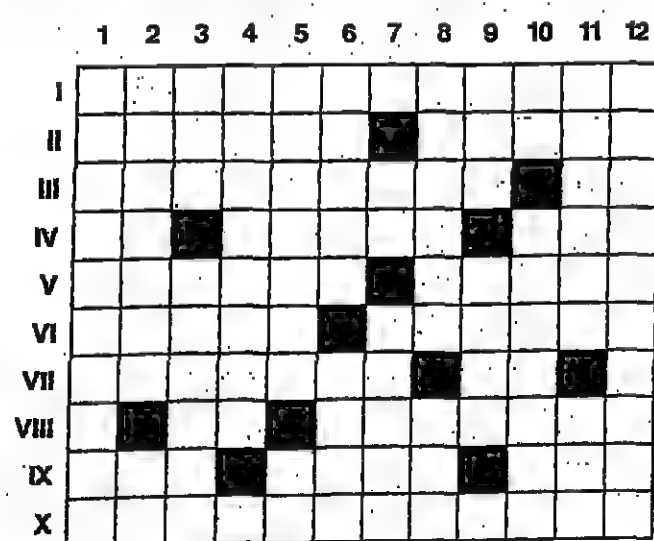
Pour faire face à la croissance espérée du marché européen, Dell prépare la construction d'une nouvelle unité et a promis au comté de Shannon la création de 3 000 emplois d'ici quatre ans. On comprend que ses dirigeants traversent les vagues coteaux avec des égards de chefs d'Etat, limousine et motards leur ouvrant les portes de cet eldorado irlandais.

Hervé Morin

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98130

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Evite les débordements extérieurs. - 2. Ses débordements avec Venus ont inspiré les artistes. Tous les coups sont permis quand elle est libre. - 3. Femme de chef. Un début d'abauche. - 4. Préposition. Mouvement oscillatoire. Pièce rapportée. - 5. Sa réputation n'est pas bonne, bien qu'il soit protégé. Vase recherché. - 6. Singe arabe. Bien exécuté. - 7. Protège le bateau. Possessif. - 8. Dans la somme et dans l'eau. Nous met au parfum. - 9. Maintient le

kimono. Son droit permet d'entrer. Entré en représentation. - 10. Mettre entre toutes les mains.

VERTICALEMENT

1. Mise en pièces parcs théâtrales. - 2. Avec ses gros yeux, c'est un bon chasseur. Epreuve pour le petit loup. - 3. Passage étroit. Met la main à la pâte. - 4. Non-respect du modèle. - 5. Fournisseuse textile du Nord. Associe. - 6. Draine la Tarentaise avant de rejoindre le Rhône. Filtre naturel. - 7. Article. Se maintient. - 8. Dans l'embrasure

de la fenêtre. Savoureux dans le propos. - 9. Éliminé définitivement. Une arme souvent déloyale. - 10. Pris en pitié. Souples, elles garnissent livres et pantalons. - 11. Sortiras. Résout bien des problèmes. - 12. Appareil de projection d'une grande finesse.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98129

HORIZONTALEMENT
1. Romans-photos. - 2. Ipomée. Abuse. - 3. Pénétrable. - 4. Arts. Filère. - 5. V. le. Monet. Ec. - 6. Vi. Beau. Rebut. - 7. Louvre. Irise. - 8. Entartée. Su. - 9. Uda. Ite. Emir. - 10. Réinsérasses.

VERTICALEMENT

1. Ripaille. - 2. Opéré. Onde. - 3. Mont. Butai. - 4. Ames. Eva. - 5. Net. Marris. - 6. Serfouette. - 7. Ain. RER. - 8. Habillerie. - 9. Oblitérée. - 10. Thé. Bi. Ms. - 11. Os. Réussite. - 12. Sélecteurs.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0395-2007

Imprimerie du Monde

12, rue de Valenciennes

94000 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 72

Rendez-le magique !

Dans un carré magique, toutes les lignes, toutes les colonnes et les deux diagonales ont la même somme.

Echangez deux couples de nombres de ce carré pour qu'il devienne magique.

Elisabeth Bussier
et Gilles Cohen
© POLE 1998

Solution dans Le Monde du 9 juin.

Solution du problème n° 71 paru dans Le Monde du 26 mai. Les dimensions successives des carrés découpés sont : 84 cm, 84 cm, 24 cm, 24 cm, 24 cm, 12 cm. A ce moment précis, le morceau restant est un carré de 12 cm de côté.

Dans le cas général d'un morceau initial de dimensions entières

9	24	7	20	3
4	12	25	18	16
17	5	13	21	11
10	8	1	14	22
23	6	19	2	15

p et q, le carré restant a pour taille le plus grand commun diviseur (PGCD) à p et à q. Les étapes du processus sont calquées sur l'algorithme d'Euclide, qui permet de parvenir à ce PGCD.

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine Le Monde publie, en plus des mots croisés, un jeu. Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème de logique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

nores semblent aujourd'hui dans l'impasse. ● LES LABORANTINS de Bristol ont réussi aujourd'hui à s'adapter à la scène, longtemps leur point faible.

Avec « Mezzanine », son troisième album, le groupe le plus influent de la scène britannique des années 90 a fait remonter à la surface ses influences de jeunesse : reggae et punk. L'ancien « sound system » de Bristol continue de surprendre et d'innover en panachant les styles musicaux

Cherry nous a encouragés à entrer en studio. Comme DJ, nous manipulions la musique, avec le sampler nous pouvions aller plus loin, la déformer et la pousser jusqu'à élaborer nos propres compositions. En 1991, le premier album de Massive Attack a été le prolongement de ce que nous faisions avec The Wild Bunch. « En pleine vogue acid house, ce disque imposait sa différence. « L'époque était aux beats frénétiques et à la joie exaltée, les ambiances oppressives. Le format à la mode était le single, nous voulions que les gens voyagent le temps d'un album. » *Black Meats and Protection*, son deuxième, nous entraînait dans les sabbats de disciples (Moshed, Triffid, Morcheeba. Moko...) et culminait dans un geste baptisé trip-hop par la presse d'outre-Manche.

On l'inspiration ?

On a parfois reproché à leurs disques de privilégier la forme au détriment du fond. 3D, Daddy G et Mushroom, en designers experts, ne se préoccuperaient que d'habiles dosages, de jeux de textures et de décoration. *Mezzanine*, leur troisième opus, fait remonter au grand jour les souvenirs refoulés du temps où les guitares avaient pour eux autant d'importance que les basses. Car, contrairement aux apparences, c'est en enfants du rock que Massive Attack a découvert la *black music*. Si leur impressionnisme nous nous libère de tout contraste temporel et géographique, nous ne pouvons qu'apprécier le feu d'un chœur vocal à la blancheur glaciale avec une puissance éprouvée, jamais un de leur disque n'avait aussi bien raconté une histoire. Celle de la généalogie et de la personnalité complexe du groupe andalou le plus influent des groupes 80. Celle, finalement, d'une

ments du reggae sont enracinés dans leurs premiers souvenirs, dont deux ont associé l'excitation adolescente à la découverte du mouvement punk. A la fin des années '70, les jeunes rebelles blancs s'identifiaient à la mystique subversive des musiciens jamaïcains et aux émeutes qui secouaient le quartier londonien de Brixton. Bob Marley lui-même ne paraît-il pas à l'époque de « Punky Reggae Par-

2000. Une démarche qui est devenue la nôtre par la suite. Grâce à eux, je me suis passionné pour le reggae, pour les sounds systems, puis pour le funk et le hip-hop. Après cela, je suis resté fasciné par ces groupes qui mêlaient les froidures post-punk au dub jamaïcain. Des gens comme Public Image, les Slits, Gang Of Four ou même Bauhaus m'ont beaucoup influencé.

« Des membres de Wild Bunch avaient quitté le collectif, raconte Daddy G. Nous nous retrouvions seuls 3D, Mushroom et moi. Neneh

Avec une lenteur entêtée – trois albums seulement et quelques remixes –, Massive Attack continue de surprendre et d'innover. « C'est presque devenu une déformation professionnelle. Avec le sound system *dj*, le jeu consistait à jouer des disques que personne n'avait entendus ». Autre facteur de renouvellement : les multiples vocalistes – Shara Nelson, Tricky, Nicolete, Horace Andy, Tracey Thorn et, dernièrement, Sarah Jay et Liz Fraser – dont s'entoure le trio à chaque enregistrement. « Nous ne sommes pas vraiment des songwriters, explique Daddy G. Nous suivions plutôt une tradition reggae où des producteurs travaillaient avec des artistes ».

« LA MUSIQUE, pour moi, n'est pas un artisanat, c'est un moyen d'expression. Il faut la laisser sortir de soi. Elle te contrôle, pas l'inverse. Mes disques n'ont rien à voir avec la

Les recherches
du musicien
n'enfantent plus
que la monotonie

talent mais avec l'expérience vécue. C'est de l'honnêteté brute. Les chansons poussent sans que j'y puisse rien. Je creuse en moi, c'est comme cela que je peux toucher l'âme des gens... » En quelques mots dits avec une voix qu'on dirait trafiquée au Vocoder, Tricky vient d'expliquer la force de sa musique et, involontairement, les impasses dans lesquelles elle est en train de se fourvoyer.

Le cinquième ans, Tricky, Adrian Thaws pour l'état civil – est l'un des personnages les plus fascinants de la scène musicale britannique. Quand il est remarqué au début des années 80 par Mark Stewart (personnage-clé du Gloucestershire underground), puis par les membres du *sound system* Wild Bunch qui l'emploieront ensuite pour les deux premiers albums de Massive Attack, le gamin rappeur des quartiers pauvres de Bristol exsude déjà une déstabilisante étrange. Mineur, il a eu quelques problèmes avec la police, comme la plupart des membres de sa famille (oncle surenneur, cousins gangsters, grand-mère chaperdeuse...). Habité par les fantômes

d'une mère suicidée et d'un père qu'il a abandonné. Tricky vibre des troubles de son identité. Son corps frêle - ni vraiment blanc ni vraiment noir - le met mal à l'aise. Sa voix d'asthmatique hésite étonnamment entre machisme de la rue et féminité. Les alchimistes des studios se laisseront inspirer par cette matière première. Lui-même prendra son destin en main, en enregistrant, en 1995, son premier album solo, le formidable *Strangeway*.

A Bristol, personne n'avait encore utilisé les machines de façon aussi organique. Fusion impressionnante de dub, hip-hop, punk rock et techno, ses premiers morceaux agencent flûte formelle et secousses viscérales. Son refus du compromis, ses exigences de liberté l'entraîneront vers d'autres chemins. Sous le nom de *Nearly God*, il produit un disque claustrophobe. Son deuxième album solo, *Pre-Millennium Tension*, le voit renier toute velléité mélodique. Les recherches soniques et ses incantations de bluesman cybernétique rachètent la linéarité de la musique. Le tout nouveau, *Angels With Dirty Faces* (Island), est malheureusement un album de trop. L'art de cet autodidacte n'ordonne plus ses chaos intérieur, il le suscite, le déverse comme une logorrhée. Tricky se laisse complaisamment dépasser par son malaise. A l'exception du magnifique *Broken Homes*, enregistré avec P. J. Harvey, l'instrumentation n'est plus que la paraphrase monotone de ses troubles.

S. D.

La soul audacieuse de Massive Attack et de Tricky a donné des envies de liberté à bien d'autres. Little Arab, par exemple, jume pianiste d'origine iranienne, s'aventure ainsi dans des territoires inouïs. Est-ce l'influence de Björk, autre excentrique chronique, avec laquelle elle a fait ses premières armes, ou les effets du déracinement ? Son premier album, *Like Weather*, prend un malin plaisir à faire grincer les chants de l'âme. Une électronique abrasive torture le beau, fait danser le bizarre. Ou a parfois l'impression que la peur a fait fondre quelques circuits intégrés du synthétiseur. Vocalistes invités, Luca et Donna tentent de s'échapper de ce piège claustrophobe. Le calme de certains instrumentaux n'en est pas moins inquietant. Distribués en Angleterre par Rephlex Records, le label d'Archie Twinn, ce disque fascinant n'est pour l'instant disponible en France qu'à Paris, chez les éditions de l'Asphodèle.

de bons moments de concert. Leur goût retrouvé du rock, constaté sur le nouvel album, *Mexzarine*, n'y est sans doute pas pour rien. Baignant dans une inquiétante lumière pourpre, un vrai groupe prend possession de la scène. Batteur, bassiste, clavier, guitarriste.

QUESTION DE CONVICTION

Complice de toujours, le chanteur jamais-qualun Horace Handy s'envole sur *Angel* d'une voix de porcelaine. Une ligne de basse sourdement cogne. Étrange impression que celle-là ! Massive Attack sans Massive Attack. Pas de trace en effet de JD, Daddy D et Mushroom. Bien sûr, ils rejoindront leurs camarades comme pour mieux signifier leur effacement.

Cat si le petit Blanc et le géant noir ne sont pas des rages répétés, le charalaimé miteux qui se balade derrière les platines : leur fonction n'est pas celle de bêtes de scène. Il ne s'agit pas de d'un manque (réel) de charisme. En studio comme en concert, Massive forme d'abord un trio de metteurs en

scène, d'animateurs de ces interférences. Apparences, l'attention du récepteur n'est pas « sentie » de l'intérieur. Véritablement habillé par deux titres comme *Karmacoma*, *One Love* ou *Unfinished Sympathy*, le groupe peut se contenter d'« assurer » en bons requins de studio (*Debord*, *Teardrop*, *Blackmill* ou *Sly*). Dehors, les chanteurs, vocalistes noirs au timbre évanouissant, avec grâce des parties intercalées, sur disque par Liz Fraser, Sarah Jay ou Shara Nelson. Chanteur bonhomme, Horace Handy manque un peu du mystère que suggère sa voix de verre. Certains titres de Massive Attack ne gagnent pas à être décaisés. Mais quand, dans *Safe From Harm*, Massive résout puissance sonore, la violence voluptueuse et la magie d'éclatage lui manquent, on se félicite de la nuit.

ambition de leur performance live. Avant d'être un bricoleur de studio, Tricky s'est affirmé comme un chanteur à l'étrange charisme. Malgré les imperfections propres à tout débutant, on a très vite senti un potentiel scénique. Sur la scène de l'Élysée-Montmartre, le 25 mai, Tricky a mis un peu de temps à s'échauffer. Nimbé de rouge, de violet et d'un vert maladif, il a ensuite pris la mesure de ses tourments. Accompagné de deux chanteuses et d'un groupe sous tension, il traverse des atmosphères à l'air raréfié. Martèlement tribal, incandescence de forge, grincement métallique et odeur de soufre, ses expériences charrient des obsessions névrotiques du bonhomme. Avec l'allure d'un boxeur, il donne un bonex titanique. Indéniablement, la présence de Tricky transmet la linéarité de ses disques. Il aime la scène. Au point qu'après ce set, lui et son groupe improvisèrent à minuit un concert dans un restaurant parisien.

SD

CASES

[illegible]

LES PRIX EUROPÉENS
 Cannes, le 4 décembre.
 ma, le vendredi 29 mai, à
 au Grand Prix du ciné-
 ma Les Européens de la
 Vieux Continent, des 12
 européen existe déjà,
 qu'elle décerne les Prix
 en 1968 pour promouvoir
 européenne. Le Prix du
 best of the european film

11 PREMIER FESTIVAL
inaugure, le 29 mai, à la
cathédrale philharmonique
de la ville japonaise de
Osaka, un orchestre symphonique de
philos dans le nouveau capi-
taine de concertier
trouvé Anne-Sophie M
drick et le pianiste p

du 1er

Selectio
Kathar
Spe
 Un

 La femme de l'année
 Sany Amour
 LES GRANDS
 SUR LE CARI

Wim Wenders, la photographie comme ange gardien des sentiments

Le cinéaste expose une centaine d'images à Cahors

CAHORS
de notre envoyé spécial
La Coupe du monde approche et Wim Wenders va bien. Il a toujours cet air de chien battu. Les mots sont délivrés au compte-gouttes, mais le rire n'est pas loin quand il lâche son pronostic : « L'Italie et l'Espagne sont mes favoris. » Le passionné de sport vient de refuser une chronique spécialisée dans un quotidien allemand. Parce qu'il s'est installé à Los Angeles pour travailler au montage d'un film documentaire sur Cuba : « Le montage me laissera du temps pour regarder les matches à la télévision. »

Wim Wenders n'était pas dans le Quercy, le week-end de Pentecôte, pour parler football mais pour exposer une centaine de ses images dans le cadre du Printemps de Cahors. Il avait la boule à zéro en janvier, au moment de la sortie, franchement accueillie par la critique, de son film, *The End of Violence*. Les cheveux ont repoussé, il est de nouveau très beau, porte un polo bleu pétrole bouclé par une fermeture éclair, une veste anthracite, un pantalon bouffant, des Nike aux pieds, et il reste impassible à l'évocation d'une perte d'inspiration : « Quand j'étais au plus haut, je ne faisais jamais attention à ce qu'on disait de moi. Et je continuais mon chemin. Je continue. »

comme Lartigue, mais un cinéaste qui raconte des histoires. En même temps, la photo tient une telle place dans ma vie... »

Les images défilent au mur du Musée Henri-Martin de Cahors, les plus anciennes en noir et blanc, en couleur depuis 1983. C'est un journal intime, un tableau de bord de ses voyages et de ses films, des paysages traversés, des rues arpentées, des personnages rencontrés. Dennis Hopper, Nicholas Ray, Peter Handke... Aux images, Wenders associe des phrases, qu'il accroche au mur comme des œuvres, et qui commencent toutes par « Une fois... » « Une fois, dans une rue de Soho, j'ai rencontré John Lurie. » Et le musicien, dans le flou de la nuit, d'embrasser une belle à la Doisneau. « J'ai une telle image des mots et des images ensemble. Un tableau m'échappe si je n'ai pas le titre. Je deviens très nerveux quand je voyage. Si je n'ai pas de carte très détaillée avec des noms qui m'appellent. » Une fois, c'est aussi le titre d'un livre réussi (L'Arche, 1994). Et il en prépare un autre, sur ses voyages.

Les mots sont aussi dans les photos, le paysage américain, avec enseignes, publicités, panneaux, logos, lumières. Des images vides, antisentimentales. « C'est avec ces images-là que j'ai découvert l'Amérique. L'écrit dans le paysage était d'une telle beauté. » Wenders s'inscrit dans une photographie autobiographique et narrative, où l'inspiration joue un rôle central dans la vie de tous les jours. Il montre une pochette qu'il porte sur le ventre : « Je suis comme un kangourou. Quand je sors sans mon appareil, j'ai le sentiment d'avoir oublié la clé. »

La photo est pour lui le souvenir,

vérité, ne pas oublier. « C'est une façon de caler les choses. Je suis attiré par les endroits en train de disparaître. Je tire parfois une image trente ans après et je me rends compte que les lieux et moments ont survécu. Une photo remplace la mémoire. » Le cinéaste montre une photo dans la lignée de ses road-movies. Dans un désert californien, une voiture tombe en panne. Sont à bord Wenders, qui prépare son film sur Dashiell Hammett, et Kurosawa, qui va tourner *Ran*, avec l'aide de Coppola, lui aussi dans la voiture. Panne de moteur. « Kurosawa a rigolé, et c'est rare. Je me souviens d'un éclat de soleil sur son visage, son sourire. Et de ses poignets. Ils étaient tatoués. Il avait tenté de se suicider après l'échec de *Dezou Ouzala*. Quand la photo approche ce moment, c'est bien. »

« FILMER, C'EST CADRER »

L'usage de la photo chez Wenders est multiple. Ses premières images étaient liées à l'envie de filmer des lieux. Il prend aussi beaucoup de photos de repérages, des photos de plateau, car il trouve que dans celles des autres « le film n'est pas là », et des images pour « se préparer » à tourner, pour « prendre la lumière dans l'espace ».

Wenders, pour qui « filmer, c'est cadrer », dit que la photographie tient un rôle « essentiel » dans ses films. Et d'abord celle de Walker Evans, « mon grand héros, dont les témoignages photographiques incarnent seuls l'histoire américaine des années 30 à 50 ». Wenders l'a découvert en 1975, avant de tourner *Américain*. « C'est un film que j'ai fait avec des photos d'Evans dans la tête. J'ajoutais même des scènes en me disant qu'il les aurait aimées. Ce qui me fascine en lui,



« The Olgas in The Distance, Australia », de Wim Wenders.

c'est que toute sa concentration est mise au service des lieux et des gens qui sont sur les images. C'était l'époque où l'on ne faisait pas encore cette distinction stupide entre l'art et le documentaire. »

Le thème du Printemps de Cahors est la notion d'intime, à l'opposé de Walker Evans, dont l'œuvre était concentrée sur l'espace public. Wenders est à la frontière des deux : « Ce qui m'intéresse dans mes films et mes photos est la limite entre la vie personnelle et la vie privée. Les seules choses qui m'ont

d'être racontées sont celles qui font surgir des expériences personnelles. Dans la sphère privée, la photo devient autre chose, elle tombe dans le domaine du voyeurisme et s'exclut. »

Michel Guerrin

★ Printemps de Cahors, « La Sphère de l'intime », trente-deux expositions jusqu'au 14 juin. Nuits blanches (animations nocturnes) les 5 et 6 juin. Rens. : place Champollion, 46000 Cahors. Tél. : 05-65-53-94-75.

DÉPÊCHES

■ **THÉÂTRE** : *Corpus Christi*, une pièce de l'auteur dramatique américain Terrence McNally, sera à l'affiche de Broadway la saison prochaine. Le Manhattan Theater Club, qui avait renoncé à produire ce spectacle à la suite de menaces de catholiques, est revenu sur sa décision. La police a donné « les assurances nécessaires » à cette production, ainsi que l'a déclaré Lynne Meadow, le directeur artistique du théâtre new-yorkais. - (AFP.)

■ **ROCK** : les Rolling Stones donneront le coup d'envoi de leur tournée européenne le 13 juin à Nuremberg, en Allemagne. Le « Bridges to Babylon Tour » a dû être retardé après une chute de Keith Richards dans sa maison du Connecticut (Etats-Unis). Les médecins, qui ont hospitalisé le guitariste il y a quelques jours pour une côte cassée, estiment que ce dernier sera rétabli d'ici au 10 juin. - (AFP.)

■ **ART** : Alexandra Nechita, peintre prodige roumaine de 13 ans qui vit aux Etats-Unis, baptisée « la Petite Picasso » ou « le Mozart du pinceau » par la presse internationale, a visité vendredi l'Auberge Ravoux à Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise), où Vincent Van Gogh vécut les deux derniers mois de sa vie. Accompagnée de ses parents et d'un staff de cameramen qui tournent un documentaire pour une chaîne de télévision américaine, l'artiste a longuement posé devant la modeste tombe où le peintre repose au côté de son frère Théo, avant de visiter la chambre du peintre maudit. Alexandra Nechita expose jusqu'au 6 juin à l'Opéra-Gallery, à Paris. - (AFP.)

■ Une mosaïque vient d'être découverte à Rome. Elle représente une figure humaine et est située à quelques mètres d'une fresque retrouvée en février. Elle daterait de la fin du II^e siècle après Jésus-Christ ou du début du siècle suivant. La découverte de cette décoration murale pourrait être la deuxième d'une longue série. - (AFP.)

Les Prix européens du cinéma décernés cette année à Londres

LES PRIX EUROPÉENS DU CINÉMA seront décernés cette année à Londres, le 4 décembre, a annoncé l'Académie européenne du cinéma, le vendredi 29 mai, à Berlin. L'Académie a salué par ailleurs l'idée d'un Grand Prix du cinéma européen, évoquée la veille par les ministres européens de la culture, et qui serait l'équivalent, pour le Vieux Continent, des Oscars et des Emmys américains. Cet « Oscar européen » existe déjà, à tout le moins souligné l'Académie, en rappelant qu'elle décerne les Prix européens du cinéma. Ces prix ont été créés en 1988 pour promouvoir le cinéma européen, avec l'aide de l'Union européenne. Le Prix du meilleur film européen avait été décerné en 1997 à la comédie britannique *The Full Monty*, de Peter Cattaneo.

Inauguration du Festival Karajan de Baden-Baden

LE PREMIER FESTIVAL de Pentecôte Herbert von Karajan a été inauguré, le 29 mai, à Baden-Baden (Allemagne) par un concert de l'Orchestre philharmonique de Vienne, sous la direction du chef d'orchestre japonais Seiji Ozawa, actuellement directeur musical de l'Orchestre symphonique de Boston. Cette nouvelle manifestation prend place dans le nouvel opéra de Baden-Baden (2 500 places), qui ambitionne de concurrencer le Festival de Salzbourg. La violoniste allemande Anne-Sophie Mutter, la soprano américaine Barbara Hendricks et le pianiste polonais Krystian Zimerman, doivent entre autres, y donner des concerts et des récitals jusqu'au 4 juin.

Désir émuoussé n'a pas de loi

short et action peuvent susciter un intérêt érotique parfois supérieur aux déhanchements sur play-back disco. Mais la concurrence est rude : voici venir à Paris avec un nouveau spectacle, *Les Filles sans foot*, les Chippendales, groupe de « gymnastiques » anglaises, pas très finauds, mais sans aucun doute plus sexy que les moutons californiens. Plus hard, plus X, seraient donc nos boys californiens.

De l'innocent déshabillage qu'ils nous proposent sur fond de musique moderne (hard rock, techno, soups) en guise de renouvellement du genre, celles qui la couture intéressent retiendront qu'avec les moyens modernes (zip, scratchs, pressions) il est possible de bâtir un jean déchiré (ou un costume de marin, de toréador, de pharaon, d'agent 007, de cow-boy, etc.) comme une barboteuse, facile à enlever en un tournemain, dans le train, au café, sur le relais d'autoroute... Dans la salle (les hommes sont tolérés au balcon), des complices se laissent entraîner dans la balnéaire du tennisman ou dans le lit de l'hidalgo afin d'être honorées d'un mouvement pelvien absolument refroidissant. Elles, les élues présélectionnées, n'en sortent même pas décoiffées.

Au second rang, il y a cinq fausses Spice

Girls, qui sont là pour faire attraction. Les Spicisioses donnent même des autographes à l'entracte. Un « Céline Dion » blond en string chante sur la passerelle, un homme sauvage tout cuir et à cheveux longs fait l'amour à sa moto bleue sur une musique de Prince, avant d'entraîner une victime consentante. La télévision filme. Ce n'est même pas drôle. C'est visuel, comme la version hollywoodienne (à paillottes) de l'étui pénien des ancêtres de l'humanité.

Quand on meurt déjà d'ennui, deux exemplaires de ces hommes-objets - à la fin de la séance, on peut choisir son homme pour une photo à deux dans le foyer des Folies-Bergère - consentent au sacrifice, faute de quoi, la publicité (elle promet du hard) serait carrément mensongère. Un gentil Auguste méritait et sympathique dévoile un peu de son anatomie frontale, dans l'indifférence générale. Pas nus, pas pris : désir émuoussé n'a pas de loi.

Véronique Mortaigne

★ Californian Dream Men, aux Folies-Bergère, 32, rue Richer, Paris-9^e, M^o Rue-Montmartre. 21 heures, jusqu'au 5 juillet. Tél. : 01-44-79-98-88. De 160 F à 350 F.

Le tribunal de Paris place 82 œuvres de Hans Arp sous séquestre

LE TRIBUNAL de grande instance de Paris a suspendu, vendredi 29 mai, la vente de 82 œuvres de Hans Arp (1886-1966). Il les a mises sous séquestre jusqu'au jugement sur le fond, qu'il a fixé au 23 septembre. La Fondation allemande Hans-Arp et Sophie-Tauber, basée à Rolandseck, avait assigné en référé le Dr Claude Gubler, légataire universel, afin d'empêcher cette vente, le 21 juin, à Drouot-Montaigne. (Le Monde du 30 mai). L'attendu du juge précise que : « La vente prévue pour le 21 juin prochain aurait pour la fondation demanderesse des conséquences irréversibles dès lors qu'elle serait ainsi privée de toute chance sérieuse de faire valoir ultérieurement les droits qu'elle revendique sur les biens litigieux. »

Pour Cyrille Cohen, commissaire-priseur qui devait vendre les œuvres d'Arp léguées par la nièce de l'artiste à Claude Gubler, l'ancien médecin de François Mitterrand, « L'ordonnance de référé rendue le 29 mai par le juge du tribunal de grande instance de Paris est logique. Le juge avait le choix entre la mise à disposition, c'est-à-dire la vente, et la conservation. Il a

choisi la seconde solution. Nous conservons les œuvres, en attendant que le tribunal juge l'affaire sur le fond, ce qu'il doit faire le 23 septembre. La vente est donc suspendue jusqu'à ce que le tribunal décide du fond, c'est-à-dire de la légitimité du legs de Ruth Tildard-Arp à Claude Gubler. »

M^o Kiejman, qui défend les intérêts de la fondation allemande, a produit lors de l'audience des lettres de François Arp, le frère de

l'artiste, qui estimait que sa collection, léguée à sa fille Ruth, ne devait pas être dispersée, or cet argument est précisément celui qu'opposent les Musées de France à la Fondation Arp dans l'affaire de l'exportation jugée illicite par les douanes de 114 plaques de l'artiste. L'avocat a également tenté de démontrer que le Dr Gubler exerçait toujours la médecine quand la nièce de Hans Arp en a fait son légataire universel. Or

l'article 909 du code civil interdit à un médecin d'hériter de ses patients. Le Dr Gubler, qui n'assistait pas à l'audience, affirme quant à lui qu'il n'est plus médecin depuis 1986 et que seuls des liens affectifs dus au fait que sa famille connaissait les Arp depuis de nombreuses années le liaient à Ruth Tildard-Arp, décédée à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Harry Bellet

du 1er au 30 juin 1998
Sélection Ciné Cinfil
Katharine Hepburn
Spencer Tracy
Unis pour le rire

LES GRANDS CLASSIQUES DU CINÉMA
SUR LE CÂBLE ET CANAL SATLITE

Orchestre Philharmonique de Radio France
Vendredi 5 juin, 20h - Salle Pleyel
Tchaïkovski Concerto pour violon et orchestre
Chostakovitch Symphonie n°4
Gil Shaham, violon
Marc Janowski, direction
Location 01 42 30 15 16
Radio France

Musiques métisses à Angoulême affirme son ancrage dans la ville

Le festival s'est à nouveau appliqué à dresser des arbres généalogiques

Au vague concept planétaire dénommé *world music*, l'équipe du festival charentais, créé en 1976 par Christian Mousset, a toujours préféré

l'appellation de musiques « métisses » qui a donné son nom à la manifestation d'Angoulême. Du 27 mai au 1^{er} juin, la vingt-troisième édition de

Musiques métisses a reçu des artistes d'Afrique (centrale, de l'Ouest et australe), des Caraïbes, de l'océan Indien, du Maghreb ou de l'Asie.

MUSIQUES MÉTISSES, Angoulême, du 27 mai au 1^{er} juin.

de notre envoyé spécial

Si le festival Musiques métisses d'Angoulême a aussi bien résisté aux modes – vingt-deux ans de militantisme artistique en faveur des cultures étrangères –, c'est qu'il a su s'ancrer dans sa ville, et notamment dans ses quartiers les moins favorisés. Associé au travail des associations de développement culturel (notamment dans le cadre de l'opération Quartiers lumineux), le festival n'a jamais perdu le fil de la mémoire. Préférer parler de musiques métisses plutôt que du vague concept planétaire dénommé *world music*, son équipe, qui vient du jazz, s'applique à dresser des arbres généalogiques.

Aux jeunes Camerounais de Yaoundé aimant danser ou chanter le *bikoutsi* contestataire, la Ville d'Angoulême rappelle, en invitant Anne-Marie Nzié, soubrette-sept ans (Le Monde du 27 mai), qu'elle les a portés en elle avant qu'ils ne s'échappent vers l'électricité. De la même manière, Faudel, jeune chanteur de rai, a une histoire bien plus universelle qu'il ne le croit. Angoulême la lui raconte, à lui et à son public, en présentant, par exemple, Milana Utamanduni, un *taarab* (orchestre) de Zanzibar, l'île afro-arabe où l'on chante en swahili, accompagné de *derbouka*, de violons et de *qânsun*, attributs de la musique arabe. Des racines nègres et animistes des *gnawas*, confréries du sud-marocain, il restera l'énergie gouailleuse de Gnawa Diffusion, groupe fondé à Paris par Amazigh

Kateb, fils de l'écrivain algérien Kateb Yacine.

De la passion, celle de son directeur et créateur, Christian Mousset, du goût, une franche volonté de « ne pas laisser sombrer les vieux dans l'oubli et d'accueillir les jeunes qui secouent la tête », explique ce dernier, guidant la ligne de conduite du festival charentais. A l'idée d'une France blanche, Musiques métisses, par son public, oppose celle de la réalité, résumée par un slogan de T-shirt aperçu sur le stand des sams-papiers : « Tous ensemble, tous différents ». Il y a de la politique dans l'air, pendant les conférences de presse des artistes, on distribue un « journal temporaire pour une régularisation définitive de tous les sams-papiers », rappelant que la marche du collectif de l'été 1997 vers Matignon était partie d'ici.

Fidèle, très fidèle, le public de Musiques métisses mélange les adolescents, les enfants, les parents. Hautement symbolique de cette af-

fection partagée, la soirée reggae, qui, comme au Printemps de Bourges fin avril, affichait complet le 30 mai. Avant les Wallers, machine à faire tourner l'héritage supposé de Bob Marley, et juste après les Mystic Revelation of Rastafari, têtes blanches largement sexagénaires réunies par Count Ossie en 1947 pour sceller les noces des cultes tambourinaires et du dieu rasta Jah, le Sud-Africain Lucky Dube est venu donner une leçon de spectacle.

« ÉGAL MAIS DIFFÉRENT »

Lucky Dube est un de ces indélébiles amis du festival qui assoient la réputation mondiale de Musiques métisses. En mélangeant un jeu de basses, une chorégraphie, des voix purement zouloues aux arcanes du reggae jamaïcain, Lucky Dube impose la vitalité du reggae. Lucky Dube, comme Vusi Mahlasela, en duo sur scène avec un guitariste originaire du Zimbabwe, Louis

Firmin Viry, figure du « maloya »

C'est un petit bonhomme qui n'a l'air de rien. Il déambule, déboulonne, au milieu des familles. On repère souvent son chapeau dans la foule. Près du stand rétrospectif, peut-être plus souvent qu'ailleurs. Les *dalons*, les potes, se retrouvent là. Des gars du pays, joyeux et fiers que leur héros soit parmi eux. Il s'appelle Firmin Viry. Il est la figure emblématique du *maloya*, celui dont toutes les chansons sont inscrites dans la mémoire collective de l'île. La musique la plus ancrée, la plus « noire » de la Réunion, portée par les battements du tambour *rouler*, est une invitation régulière de « musiques métisses ». Cette fidélité, le festival y tient, explique Christian Mousset, son directeur artistique. Elle a même encore plus de sens aujourd'hui : « A l'heure où l'on parle de métissage, de problèmes de relations interculturelles, de célébration de l'abolition de l'esclavage, le maloya fait figure de symbole. C'est la musique qui a fédéré la population d'une île où départ a priori extrêmement divisée de par son histoire et ses différences ethniques. »

Avis d'pas sage, un festival de fleurs, d'insectes, de mots et de musiques.

AVIS D'PAS SAGE, Figeac du 29 au 31 mai.

de notre envoyé spécial

Champollion, décrypteur de l'écriture égyptienne, est né à Figeac. La cité du Lot, dont la vieille ville est fort bien entretenue, l'en remercie avec un musée, une librairie regorgeant d'égyptologie pour grands et petits, un monument aux morts en forme d'obélisque, des hiéroglyphes qui ornent les boutiques, les cafés... Jean-François Prigent est né au Sahara. Il a été décatlonien, guitariste et chanteur rock. Il s'est posé à Assier (Lot), un bourg en hauteur. Il y a inventé un jardin dans tous ses états, où l'idée d'un parcours artistique dans un village a fait son chemin. Une autre équipe a pris le relais. Aujourd'hui, après deux ans de silence, Prigent, installé dans la vallée à Figeac, s'est retrouvé l'envie d'un festival différent. Ça tombe bien, la ville avait, comme toutes les villes de France, une envie de festival. A la grande cavalerie, les services culturels ont préféré les fantaisies chercheuses. Avis d'pas sage vient de nature, vendredi 29 mai, pour trois jours : sons, images, contes, performances, débats, installations. Les directeurs de festivals qui sont musiciens y jouent. La Compagnie Lubat y fait un tour, les DJ's sont japonais.

André Minvielle inaugure les festivités. Il parle du Béarn, chante en patois, fait des jeux de mots, des jeux de voix. D'un grand sac, il sort un tambour, une guimbarde, un gong. Les gamins, bouche ouverte, ouvrent des yeux comme des billes. Minvielle a une voix, un phrasé comme les chanteurs de jazz ne savent plus les avoir ; ça rebondit, se faufile dans les interstices harmoniques. Voix toutjous, à cinq femmes cette fois pour le Lot instantané élastique. A *capella* elles chantent des airs de la région, un pas double ; elles lancent des onomatopées, des noms de légumes et de fleurs, frappent des rythmes avec les mains. En retour, Prigent débouille avec un système électronique des déformations, harmonisations, échos, boucles. Il y a là une manière cultuée de faire bouger la tradition sans la trahir.

D'ECTOPLASMES FANTOMATIQUES, POINT

Puis on est reçu par les couleurs et les parfums d'une forêt vierge dans laquelle se trouvent des ordinateurs. Il y a un accès au site du festival (perso.infn.fr/cfigeac01), vivant, ludique, à celui de June Houston, une Américaine qui a installé des caméras sous son lit posé sur des poutres et demande qu'on lui signale l'apparition d'ectoplasmes fantomatiques. On n'a rien vu. Il y a aussi un nid de branchages, amoureusement construit, sur place, par Violaine Laveaux. Il est légèrement éclairé. C'est étrange, délassant. Sur scène, Noël Opic allume un petit feu de révolution. René Duran déclame en occitan, arpentant la scène ; Papillon marque un tempo uniforme sur un assemblage de caisses de batteries et d'objets divers. Ils

sont convaincus, la salle est plus bésitante. Une pause pour rêver avec *Microcosmos*, le film de Claude Nuridsany et Marie Perennou. Une pause pour être bousculé avec les mixages improvisés de programmes radio réalisés par Entropie 05-08.

Avis d'pas sage montre bien ses recherches. Le centre culturel permet un parcours. Il va falloir s'enfoncer dans la ville, pourvoir pousser des portes, emprunter des ruelles pour découvrir la création actuelle. Pour l'heure, retour sur les marches avec Claude Godin. Il est botaniste, biologiste. Il raconte l'origine des mots, explique ce que sont le datura, la mandragore. Il est minuit, on pourrait l'écouter toute la nuit sous un figuier. Conclusion avec Calosme sycophante. Là, ce sont les insectes qui sont convoqués à partir de textes de Jean-Henri Fabre, mis en chants par Nelly Frenou et en saxophones par Laurent Bigot. Poésie des mots scientifiques, accompagnement délicat, minimaliste.

Le lendemain matin, sous la halle de Figeac, c'est jour de marché. On trouve des plants de citrouille, des tomates saint-pierre ou marmade, des salades croquantes, des fleurs par centaines. C'est là qu'Avis d'pas sage commence une autre longue journée avec les radios d'Entropie 05-08 et l'orchestre de sonar, une parade électroacoustique. Une confrontation entre anciens et modernes à l'image de ce festival décidément bien parti.

Sylvain Siclier

Bhoutan, la montagne-forteresse des dieux

ENTRE INDE ET TIBET, LE ROYAUME DU BHOUTAN. Abbaye de Daoulas, 21, rue de l'Eglise, 29460 Daoulas. Tél. : 02-98-25-84-39. Tous les jours, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 octobre, 45 F.

Le sanctuaire bouddhiste le plus fameux du Bhoutan a été détruit par le feu dans la nuit du 19 avril. Le temple de Taksang, ou « lanère du Tigre », doit son nom au grand maître indien Padmasambhava, appelé aussi Guru Rimpoche, qui, au VIII^e siècle, vint ici méditer dans une grotte en volant sur le dos d'une tigresse. Le complexe, construit au XVII^e siècle, était accroché à la falaise, à 2 950 mètres d'altitude et à 800 mètres au-dessus de la vallée.

Pourquoi s'apaisant sur ce qui n'est plus ? Parce que le roi a décidé de reconstruire ce monastère

vénéré et parce que l'incendie semble être de nature criminelle. L'ambassadeur du royaume à Genève a fait le point pour François Pommaré, du CNRS, qui vient de publier chez l'éditeur britannique Serindia un très bel album, *Bhoutan, Mountain Fortress of the Gods*. Le gardien a dû être assassiné et le feu allumé simultanément en deux endroits pour camoufler crime et vol. Car le sanctuaire abritait notamment des stèles agathes très précieuses, très prisées en Asie, et cent quatorze *phurbus*, poignards rituels – sept ont disparu.

D'où l'actualité de l'exposition « Entre Inde et Tibet, le royaume du Bhoutan », présentée dans le cadre champêtre de l'abbaye de Daoulas, à 13 km de Brest. Théocratique jusqu'en 1907, quand fut instituée la monarchie héréditaire, le Bhoutan, par sa superficie et ses forêts, est souvent comparé à la Suisse. C'est d'ailleurs, pour l'es-

sentiel, du Musée d'ethnographie de Neuchâtel que viennent les deux cent cinquante pièces mises en scène ici. Jigme Dorji Wangchuck, le père du souverain actuel, instruit par l'exemple du Tibet voisin, envahit par la Chine en 1959, décida en effet de resserrer les liens de son pays avec la communauté internationale (il devint membre de l'ONU en 1971) et de faire connaître le Bhoutan à l'étranger par le don d'une collection représentative de la culture nationale.

CONQUE RECOVERTE D'OR

Deux thèmes illustrent : les objets du culte, communs au bouddhisme tibétain, et les objets de la vie quotidienne, propres au Bhoutan. On verra de très belles pièces, admirablement ciselées, comme cette conque recouverte d'argent et d'or, des vêtements tissés aux vives couleurs, des masques et cos-

tumes portés lors des danses sacrées et un *tashigomang*, chapelle portative dont les multiples portes se déplient dans les quatre directions. Mais le plus captivant est bien le mandala (diagramme sacré) du bardo, cet état intermédiaire entre la vie et la mort au cours duquel on expérimente différentes visions, d'après le bouddhisme tantrique. Ce mandala est ici représenté dans ses trois dimensions, avec cent figures de déités paisibles ou courroucées. Martin Brauen, conservateur du département Himalaya au Musée d'ethnographie de l'université de Zurich et auteur d'un ouvrage remarquable, *The Mandala, Sacred Circle in Tibetan Buddhism* (Serindia), a, pour le présenter, constitué une chapelle avec ses *tangkhas*, ses bannières et ses lampes à beurre.

Danielle Tramard

SORTIR

PARIS

Photographie africaine
La Maison européenne de la photographie propose, dans le cadre de sa « saison africaine », une exposition, « L'Afrique par elle-même », présentée en sept parties permettant de couvrir l'ensemble des genres en usage sur le continent africain, du début du siècle à nos jours. La Française Françoise Hugulier propose son regard sur le Mali, l'Italien Mimmo Jodice sa vision de Paris. Un hommage est rendu à Jean-Pierre Sudre, qui a marqué la photographie créative française dans les années 60-70. Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy 75004 Paris. Tél. : 01-44-78-75-00. M^e Saint-Paul. Du mercredi au dimanche, de 11 heures à 20 heures. Jusqu'au 23 août 1998.

Reprise à l'Olympia du spectacle découvert à Bercy par les Parisiens et, en province, dans des salles moins intimes que l'Olympia. Ce Kaas version cabaret à du charme, des naïvetés. La succession des tableaux (le bar, la rue, le romantisme, la danse) s'accommodent davantage de la tradition olympienne que des effets à grand spectacle. Patricia Kaas chante toujours le blues. Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 8^e. M^e Opéra. Mardi, du 2 au 6 juin, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 210 F à 290 F.

Camera Académica de Salzbourg. Mozart : *Diverissement KV 205*, Concerto pour violon et orchestre KV 219, *Sérénade KV 185*. « Andretter », Alexander Janiczek (violin, direction). Cet orchestre constitué de jeunes professionnels était l'œuvre du violoniste et chef d'orchestre Sandor Vegh. Son fondateur disparu, cet ensemble continue à se venter instrumentale. Il est chez lui avec Mozart et il ne faudrait pas rater sa venue. Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. Le 2, à 20 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. De 100 F à 160 F.

Les frères Florès
L'Argentine n'est pas la terre d'une seule musique. Si le tango y fait figure de symbole, au cœur de la pampa, dans la région de Corrientes au nord-est du pays à la fin du siècle dernier, le *chamamé* a surgi. Il fut inventé par les Indiens guaranis, qui ont mélangé leur propre musique aux polkas, mazurkas et valses apportées par les immigrants européens. Dans la lignée de Raul Bozaso, les frères Florès (accordéon et guitare) perpétuent cette tradition, en y ajoutant une touche personnelle, donc novatrice. Espace Héroult, 3, rue de la Harpe, Paris 5^e. M^e Saint-Michel. Du 2 au 6 juin, à 20 h 30. Tél. : 01-43-29-86-51. De 60 F à 80 F.

Après Versailles Rive Gauche

Dieu seul me voit

(Versailles-Opéra)

Le nouveau film de Bruno Podalydès

Les femmes aiment bien les mecs qui affrontent leur destin

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Deep Impact de Mimi Leder (américain, 2 h 01).
Iskya le bandit de Yavuz Turgul (turco-franco-bulgare, 2 h 01).
Flight de William Nicholson (britannique, 1 h 42).
Kundun de Martin Scorsese (américain, 2 h 17).
La Méthode zéro de Jake Kasdan (américain, 1 h 57).
La Pomme de Samira Makhratbar (iranien, 1 h 25).
Silence (V) de François Ozon (français, 1 h 25).
Terminale (M) de Francis Girod (français, 1 h 40).
Un tueur pour cible (M) d'Antoine Fuqua (américain, 1 h 27).
La vallée dans le ciel et les pigeons de Sylvain Chomet (dessin animé franco-belgo-canadien, 25 min).
(*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minilist 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,3 F/m).

VERNISSAGES

Mark Ruwedel
Galerie Françoise Paviot, 57, rue Sainte-Anne, Paris 2^e. M^e Opéra, Pyramides. Tél. : 01-42-60-10-01. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 2 juin au 9 juillet.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (à 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Bertolt Brecht à Pécan
Les affaires de Jules César VO : Goethe Institut, 167, Tél. : 01-44-43-92-30. Le 2, à 19 heures.
Quinzaine des réalisateurs
Ce printemps dans mon pays natal (1997), de Kwangmo Lee, à 14 h 30 ; Les Corps ouverts (1997), de Sébastien Lifshitz, à 18 heures ; Le Nain rouge (1997), d'Yvan Le Moine, à 16 h 30 ; De plein fouet (1997), d'Ana Kokkinos, à 18 heures ; Last Night (1997), de Don McKellar, à 19 heures ; High Art (1997), de Lisa Cholodenko, à 20 heures.
Vidéothèque de Paris, 2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles. Le 2, à partir de 14 h 30. Tél. : 01-44-76-62-00.
Les Rites à Funérailles de Matthieu Mével, mise en scène de l'auteur, avec Benoît Gilbert, Haldin Hirvine, Nine de Montal, Emmanuel Patrou, Salvatore Strus et Vanessa de Wuolke.

Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-Mai, 15, passage de la Main-d'Or, Paris 17^e. M^e Leclerc-Rollin. Le 2, à 19 heures. Tél. : 01-48-05-67-89. 50 F.

Le Corps dans le bois qui brûle de François-Michel Pesenti, mise en scène de l'auteur, avec Malika Khattar, Laurent Maréchal et Emmanuelle Stochi.
Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. Le 2, à 20 h 30. Tél. : 01-47-32-26-26. De 80 F à 140 F.

Roméo et Juliette
Etoiles, premiers danseurs, ballet et orchestre de l'Opéra de Paris. Vello Pahn (direction). Rudolf Noureev (chorégraphie).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11^e. M^e Bastille. Le 2, à 19 h 30. Tél. : 08-36-68-78-68. De 50 F à 295 F.

Académie des grandes écoles de Paris
Œuvres de Mendelssohn, Mozart, Franck, Barbara Morillon (soprano), Yann Beuron (ténor), Jean-Philippe Sarros (direction).
Eglise Saint-Germain-des-Prés, 6, place Saint-Germain-des-Prés, Paris 6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. Le 2, à 20 h 45. Tél. : 01-44-70-90-90. De 90 F à 150 F.

Jeune Théâtre lyrique de France
Œuvres de Weill.
Opéra-Comique, Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2^e. M^e Richelieu-Drouot. Le 2, à 19 h 30. Tél. : 01-42-44-45-46. 100 F.

Carte blanche à Daniel Vabre
Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. Le 1^{er}, à 21 h 30. Tél. : 01-42-33-37-71. 80 F.

Philomène Irawaddy Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. Le 1^{er}, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Les 15 ans de l'ARPEI
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. Le 1^{er}, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Humor Spirit, Pierpoljak
Batoclar, 30, boulevard Voltaire, Paris 11^e. M^e Voltaire. Le 1^{er}, à 20 heures. Tél. : 01-47-00-55-22. Entrée libre.

DERNIERS JOURS

4 juin
Michel Humair
Galerie Bellini, 28 bis, boulevard Sébastopol, Paris 5^e. M^e Châtelet. Tél. : 01-42-78-01-91. De 14 heures à 19 heures et sur rendez-vous.
5 juin
Gérard Garouste : la diva Raduc. Fondation COPRIM, 46, rue de Sévigné, Paris 3^e. M^e Saint-Paul. Tél. : 01-44-78-60-00. De 10 heures à 18 heures. Entrée libre.
6 juin
Un ennemi du peuple de Henrik Ibsen, mise en scène de Claude Straz.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Ménil-Montant, Paris 20^e. M^e Gambetta. Le mardi, à 19 h 30 ; du mercredi au samedi, à 20 h 30. Tél. : 01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F.

FILMS DE LA

20.30 Beaumarchais l'insolent
20.30 Quel des châteaux
20.30 Australia
20.45 Le Tambour

GUIDE TÉLÉ

MAGAZINES

18.00 Stars en scène
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs
19.00 Envoyé spécial
19.00 Rive droite, rive gauche
19.00 L'Étoile
20.00 Envoyé spécial
22.45 Célébrités
23.30 Téléfoot
0.45 Le Cadeau

DOCUMENTAIRES

18.00 Le Roi de l'Indonésie
18.00 Claude Autant-Lara
18.30 Le Monde des animaux
18.30 Les Frères Florès
18.55 L'Inde de l'Inde
19.00 Grande-Bretagne
20.00 Reportage
20.00 J'aimais
20.00 L'Incomputable
20.05 Les Esclaves du siècle
20.35 Carnaval de Rio

FILMS DU JO

13.05 Le Cran d'arrêt
13.55 Les Frères Karamazov
15.25 Quel des châteaux
16.35 Épouses et concubines
16.40 Kids Return
18.40 La Femme de l'année
19.00 La Nouvelle Babylonie

GUIDE TÉLÉ

MAGAZINES

16.00 Mail
16.00 Envoyé spécial
18.00 Stars en scène
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs
19.00 Rive droite, rive gauche
19.00 Temps présent
20.35 Les Carnets du hurlingue
21.00 Enjeux
21.00 Le Gal Sava

21.20 Matière grise
22.00 Mail
22.20 Convivialité pour suite
22.35 Sud
22.45 Souffrance de culture
23.00 De l'actualité à l'histoire
23.35 La Prusse par trois
1.00 Les Grands Entretiens

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

■ Signalé dans le Monde
■ On peut voir
■ Ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classique
■ Le Monde public chaque semaine
■ Les programmes de la radio et de la télévision sont ceux qui ont le plus de succès

PROGRAMMES

0.20 Chapeau melon et boîtes de cub

TELEVISION

TF 1

19.00 Le Sigill.
19.50 Ushuzaki découverte.
19.53 Le journal de l'air.
20.00 Journal, l'Image du jour.
20.40 Aller les bleus.
20.48 Le Résultat des courses, Météo.
20.55 Aventures valeté 1.
21.00 Marc Riviere.
22.45 C&R&R.
0.20 Chapeau melon et bottes de cuir.
1.15 TFI nuit, Météo.
1.30 Public. Jean-Claude Cayrol.

FRANCE 2

19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'honneur.
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.50 Météo.
20.00 L'Essai, Le Monde de la Coupe.
20.40 L'image du jour : Roland-Garros
20.45 A cheval.
20.55 Louise et les marchés.
21.00 *Yéti*, Marc Rivière [27].
22.45 D'un regard à l'autre.
Les Français à l'étranger.
0.20 Journal, Météo, Côté court 2.
0.45 Le Cercle des arts.
Auteur de Sylvie Guillem.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un jour, un jour.
19.05 Le 19-20 de l'Information, Météo
20.05 Fie si la chaleur.
20.35 Tour du monde, Côté court.
21.00 Les nouvelles de la nuit.
Film: André Huneault.
22.45 Météo, Soir 3.
23.20 Louis de Funès - Fricheur.
01.15 Les 1001 films à voir.
Film: Aïda Figueira, Alain Robak, Manuel Fiebo, Anita Assel et John Hudson.
1.35 La Case de Foincé Dou.
Elle est payée des buffes.

CANAL +

En clair jusqu'à 20.35
18.30 et 19.10 Neuf par ailleurs.
20.20 Pas si vite. Hugel.
20.35 Les Rendez-vous ■
Film: Philippe Harel.
21.10 Flash info.
22.20 Dirs Retour ■
Film: Takeshi Kitano (v.o.).

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 13.50 Les Feux de l'Amour.
- 14.45 Arabesque.
- 15.15 Dynastie.
- 16.30 Sunset Beach.
- 17.25 Beverly Hills.
- 18.15 et 1.50 CD Tubes.
- 18.20 Enchusif.
- 19.00 Le Bigfil.
- 19.50 Ushuaïa découverte.
- 19.52 Le Journal de l'air.
- 20.00 Journal, l'image du jour.
- 20.15 Le Résultat des courses, Météo.
- 20.35 Mon père, ce héros.

22.45 *Petzy Masson, La Robe rouge.*
 02.35 *Clovis, la vengeance du clown.*
Vidéo, François Lézzerie.
 1.55 *TFI nuit.*

FRANCE 2

13.50 *Le Bézard.*
 14.40 *Temis. International de France.*
 18.15 et 22.50 *Un livre, des livres.*
 18.42 *Sauvés par le gong,*
la nouvelle classe.
 18.45 *Qui est qui ?*
 19.20 *1 000 années vers l'an 2000.*
 19.25 *C'est l'histoire.*
 19.50 *As-tu osé du sport.*
 19.55 et 20.50 *Météo.*
 20.00 *Journal, Le Monde de la Coupe.*
 20.40 *L'image du Jour : Roland-Garros*
 21.05 *A cheval.*
 21.40 *Poulet au vinaigre ■ ■ ■*
Films

23.00 Inspecteur Lavardin ■ ■ ■
Film. Claude Chabrol.

0.40 Journal, Métro, Côté court 2.

1.00 Les Grands Entretiens du Cercle.

FRANCE 3

13.00 Tennis. Internationaux de France.

14.45 Journal, Métro, Côté court.

16.10 Le Magazine du Sénat.

16.58 Questions au gouvernement.

17.10 Le Jardin des bêtes.

18.40 Les Minikœurs.

17.45 Je passe à la télé.

20.30 Questions pour un champion.

21.00 Journal, Métro, Côté court.

18.55 Le 19-20 de l'Information, Métro.

20.05 Pa si la chanter.

20.35 Tout le sport, Côté court.

21.00 Ce soir, on passe à la télé.

23.05 Métro, Soir.

23.35 Le Prévu pour trois.

0.35 Magazine olympique.

1.00 Rencontres à XV.

CANAL +

► En clair jusqu'à 73.35

13.30 Le journal de l'emploi.

13.35 L'Effacer. Film. Charles Russell.

13.25 Le Grand Forum.

16.25 Sports.

16.40 Kids Return ■ ■ ■

17.05 Telenovela ■ ■ ■

17.15 Film. Takeshi Kitano.

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
Invité : Garbage (live).
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Napoléon en Australie.
Film. Mario Andreacchio.
21.55 Flash infos.
22.00 L'Ultime Souper ■
Film. Stacy Title (v.o.).
23.30 Le Balser du serpent ■
Film. Philippe Rousselot (v.o.).
1.20 Dernières heures à Denver ■ ■

21.00 L'Histoire en direct.
De Gault à Baden (V2).

22.10 Fiction. Nouvelles d'Annie Saumont.
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. Donné par The English
Concert, dir. Trevor Pinnock: Œuvres
de Bach, Haendel, Rameau.

22.30 Musique pluriel.

23.07 Le Bel aujourd'hui.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées.
Carlo Maria Giulini, direction.
Œuvres de Schubert, R. Schumann,
L. Beethoven, Chopin.

22.45 Les Soirées... (suite).
Œuvres de Brahms, Verdi, Tchaïkovski.

21.00 Poésie standard.
22.10 Mauvais genres.
22.20 Nuits magnétiques.
0.05 Les deux au lendemain.
Guy Water (Josephine).

FRANCE-MUSIQUE

19.35 Prétende.
20.00 Concert.
Orchestre symphonique de Berlin.
Vladimir Ashkenazy.
Concerto pour piano et orchestre n° 1
de Frédéric Chopin, Concerto pour Harpsichord, piano ; Symphonie op. 40, de Korngold.
22.30 Musique parlée.
23.07 Le Dialogue des muses.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir.
20.10 Les Soirées.
Serge Prokofiev à Paris.
Gheorghe Crăciunescu, Stravinsky,
Roussel, Poulenc.
Les Soirées... (suite)
Requiem de Antonin Dvořák, Chœurs
de Gheorghe Crăciunescu, Tchernobor,

21.00 Poésie standard.
22.10 Mauvais genres.
22.20 Nuits magnétiques.
0.05 L'air au lendenstap.
Guy Walter (Josephine).

FRANCE-MUSIQUE

19.35 Prétinde.
20.00 Concert.
Orchestre symphonique de Berlin.
Vladimir Ashkenazy.
Concerto pour piano et orchestre n° 1
de Frédéric Chopin, Concerto pour Harpsichord, piano ; Symphonie op. 40, de Korngold.
22.30 Musique parlée.
23.07 Le Dialogue des muses.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir.
20.10 Les Soirées.
Serge Prokofiev à Paris.
Gheorghe Crăciunescu, Stravinsky,
Roussel, Poulenc.
Les Soirées... (suite)
Reinhold Glière.
Gheorghe Crăciunescu, Gheorghe Crăciunescu, Tchemcnov,

Une enquête dans les quartiers nord de la ville souligne l'adhésion à l'événement sportif

Pierre-Antoine Delhommeais

Michel Samson**Patrice de Beer**

Pascal Ceaux

P. de B.

Georges Marion

* date 3 juin

WWW.lemonde.fr